

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 04/04/2019

N° : 2019/121

SOMMAIRE

↳ Conseil de Territoire du 13 novembre 2018

Fonctionnement	page 4
Vie urbaine	page 5
Proximité	page 18
Vie économique	page 28

↳ Conseil de Territoire du 11 décembre 2018

Fonctionnement	page 44
Vie urbaine	page 52
Proximité	page 115
Vie économique	page 189

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 13 NOVEMBRE 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

13 Novembre 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 16 novembre 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Gérard CHENOZ - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI représentée par Julien RAVIER - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO - Jean-

Louis BONAN représenté par Fabrice JULLIEN-FIORI - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Nicole BOUILLLOT représentée par Josiane FOINKINOS - Valérie BOYER représentée par Laurence LUCCIONI - Catherine CHAZEAU représentée par Marc LOPEZ - Alain CHOPIN représenté par Jean-Pierre BERTRAND - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Monique CORDIER - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Anne DAURES représentée par Brigitte VIRZI - Dominique DELOURS représenté par Véronique PRADEL - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Karim GHENDOUF représenté par Marc POGGIALE - Régine GOURDIN représentée par André GLINKA-HECQUET - Annie GRIGORIAN représentée par Andrée GROS - Albert GUIGUI représenté par Albert LAPEYRE - Dany LAMY représenté par Sandrine D'ANGIO - Bernard MARANDAT représenté par Jeanne MARTI - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Janine MARY représentée par Hélène ABERT - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Patrick MENNUCCI représenté par Eugène CASELLI - Lisette NARDUCCI représentée par Vincent GOMEZ - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC représentée par Danielle MILON - Grégory PANAGAUDIS représenté par Claudette MOMPRIVE - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Xavier MERY - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Sandra DALBIN - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Yann FARINA - Samia GHALI - Bruno GILLES - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Eric SCOTTO - Jean-Louis TIXIER - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-359/18/CT

■ **Budget 2019 - Approbation de l'Etat Spécial de Territoire**
DBP 18/16859/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par courrier en date du 11 octobre 2018, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié à Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence le montant de la dotation de gestion

attribuée au Territoire pour l'élaboration du budget Primitif 2019 :

- au titre de la dotation de fonctionnement : 80 643 734,00 euros
- au titre de la dotation d'investissement : 241 053 053,00 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2018 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Approuve l'Etat Spécial de Territoire de Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la Balance générale du budget primitif 2019. Il s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de fonctionnement : 95 462 970,00 euros
Section d'Investissement : 247 553 053,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-360/18/CT

■ Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation d'avenants aux conventions de financement et de partenariat et annulation de conventions

DHCS 18/16626/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Suite à la fusion-absorption au sein du Groupe UNICIL, de la société PHOCEENNE D'HABITATIONS par la société DOMICIL, et la modification de la dénomination sociale de cette dernière société pour adopter la dénomination sociale « UNICIL », la société UNICIL se substitue dans tous les droits et obligations à la société PHOCEENNE D'HABITATIONS.

Il convient donc de modifier par voie d'avenants 10 conventions de partenariat et de financement existantes, afin de transférer à la société UNICIL les droits et obligations de la PHOCEENNE D'HABITATIONS correspondants.

Par ailleurs, suite à la modification de l'opération « Centre Gérontologique » portée par 13 HABITAT, une nouvelle convention de partenariat et de financement a été approuvée au Conseil de Territoire du 15 mai 2018. Il convient donc d'annuler la convention de partenariat et de financement initiale devenue caduque.

Il est proposé dans ce rapport :

- De valider des avenants à 10 conventions de partenariat et de financement relatives à des opérations de la PHOCEENNE D'HABITATIONS, afin de transférer les droits et obligations à la société UNICIL suite à la fusion-absorption par cette société. Les conventions concernées sont les suivantes : n°14/1153 votée le 13/12/2013, 14/1623 et 14/1624 votées le 26/06/2014, 15/1235 votée le 19/12/2014, 15/1466 votée le 10/04/2015, 16/0053 votée le 21/12/2015, 16/0649 votée le 17/10/2016, 17/0682, 17/0683 et 17/0684 votées le 30/03/2017.
- D'annuler une aide directe d'un montant de 156 000 euros déjà attribuée antérieurement à une opération agréée en 2011 devenue caduque : l'opération de 13 HABITAT « Centre Gérontologique », située 110 rue Elzéar Rougier Marseille 12ème (44 PLUS et 8 PLAI programmés en 2011) a été modifiée et a fait l'objet d'une annulation reprise de la décision d'agrément et de financement.

Toutes les opérations pour lesquelles des avenants ou une annulation sont proposés à l'approbation de ce Conseil de Territoire, sont décrites dans le tableau annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 056-28/04/16 du 28 avril 2016 relative à la Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de «Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons» ;
- La délibération RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 009-101/12/CC du 13/02/2012 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;

- La délibération RNOV 006-903/13/CC du 13/12/2013 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 003-231/14/CC du 26/06/2014 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 003-607/14/CC du 19/12/2014 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 010-962/15/CC du 10/04/2015 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 008-1617/15/CC du 21/12/2015 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération DEVT 008-1112/16/CM du 17/10/2016 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération DEVT 009-1844/16/CM du 30/03/2017 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017 ;
- Le Programme Local de l'Habitat ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver des avenants à des conventions de partenariat et de financement signées avec la PHOCEENNE D'HABITATIONS suite à la fusion-absorption de celle-ci par la société UNICIL ;
- Qu'il convient également d'annuler une aide directe pour le logement social suite à la modification de l'opération de logement concernée et au vote d'une nouvelle subvention.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants aux conventions de financement et de partenariat n°14/1153, 14/1623, 14/1624, 15/1235, 15/1466, 16/0053, 16/0649, 17/0682, 17/0683 et 17/0684 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social UNICIL afin de transférer les droits et obligations à cette société suite à la fusion-absorption de la PHOCEENNE D'HABITATIONS initialement titulaire de ces conventions. Ces avenants sont sans incidence financière.

Article 2 :

Est annulée la convention de partenariat et de financement n°12/1293 suite à la modification de l'opération de logement social concernée et au vote d'une nouvelle subvention au Conseil de Territoire du 15 mai 2018.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les avenants afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire 2018 du Territoire : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-361/18/CT

■ Fonds d'Innovation pour l'Habitat Marseille Provence - Approbation de subventions et de conventions de financement DHCS 18/16627/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Fonds d'Innovation pour l'Habitat a été l'une des propositions retenues à l'occasion des Etats Généraux du Logement en 2011 pour être mise en œuvre dans le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée, au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Que ce soit à l'initiative de maîtres d'ouvrage, de maîtres d'œuvre, d'entreprises, ou d'acteurs de terrain, que cela touche à l'élaboration d'un projet urbain, à la conception du programme, ou du logement lui-même, aux méthodes utilisées pour la construction ou le chantier, à l'ingénierie juridique et

financière, qu'il s'agisse d'encourager de nouveaux sujets de réflexion, de nouvelles méthodes pour la production de logements ou leur gestion, de nouvelles formes d'habitat, il apparaît aujourd'hui indispensable d'encourager et de soutenir l'expérimentation et l'innovation en matière d'habitat.

Par délibérations des Conseils de Communauté du 13 février et du 29 juin 2012, La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a créé et affecté une opération d'investissement d'un montant total de 6 millions d'euros sur la durée du Programme Local de l'Habitat pour la mise en place de ce Fonds d'Innovation pour l'Habitat, et approuvé l'appel à projet valant cahier des charges et règlement.

Les projets éligibles qui doivent être situés sur le territoire de Marseille Provence peuvent concerner :

- l'élaboration d'un projet urbain,
- la conception du programme,
- la conception de la cellule logement,
- les méthodes utilisées pour la construction ou le chantier,
- l'ingénierie juridique et financière.

Ils peuvent être proposés par des associations loi de 1901, des bailleurs sociaux, des SEM et des collectivités.

Un comité technique d'experts composé de représentants des acteurs de l'habitat examine les projets proposés.

Les critères retenus pour l'examen technique des projets sont :

- leur caractère innovant, c'est-à-dire l'utilisation de « nouvelles façons de faire », que cela concerne un procédé technique, une méthode, une conception, la gouvernance...
- la réponse qu'ils sont susceptibles d'apporter aux objectifs décrits dans le PLH de Marseille Provence Métropole 2012-2018, et notamment, la lutte contre l'étalement urbain, la production d'un habitat économe en énergie, la réponse aux besoins en logement des personnes les plus fragiles, la participation des habitants à l'évolution de la ville...,
- leur caractère transférable et reproductible.

Le comité technique d'experts s'est réuni à deux reprises, en 2013 et 2016. 7 projets ont ensuite été soutenus, pour près d'1,2 millions d'euros.

Une nouvelle réunion du comité technique d'experts du Fonds d'Innovation pour l'Habitat de Marseille-Provence a eu lieu le jeudi 19 juillet 2018.

Six projets ont été sélectionnés, qu'il est proposé au Conseil de Territoire de soutenir :

- le bailleur social Grand Delta Habitat propose une opération d'habitat participatif de 12 logements sociaux avec le collectif « Les Habeilles » dans le quartier de Saint Mauront, 12 rue Jullien, Marseille 3^{ème} arrondissement. La subvention sollicitée est de 200 000 euros,
- l'association Yes We Camp intervient dans un projet global impulsé par le Lab Zéro, laboratoire d'innovation publique territoriale, qui développe une démarche « Zéro sans abris ». Il vise à organiser dans un bâtiment de l'Etat en cours de cession à la Ville de Marseille situé rue Bernard du Bois, Marseille 1^{er} arrondissement, un lieu mixte temporaire comprenant un centre d'hébergement associé à des activités économiques et culturelles. L'association propose d'assurer la gestion technique et financière du lieu socle de ces activités, et sollicite aux fins d'aménagement de l'immeuble une subvention de 200 000 euros,
- l'association Architectes Sans Frontières propose d'accompagner un projet partenarial de chantier d'insertion de mise en sécurité et d'amélioration des conditions de vie du bidonville des Aciéries, situé 36 boulevard des Aciéries, Marseille 10^{ème} arrondissement. L'association interviendra sur les aspects techniques du chantier, l'accompagnement des habitants et le recueil documentaire des différentes étapes de mise en œuvre du projet, prévu de fin 2018 à fin 2019. La subvention sollicitée est de 51 536 euros,
- l'association Compagnons Bâtisseurs Provence propose en partenariat avec les bailleurs sociaux ERILIA et LOGIREM un projet intitulé « Mut'toit » visant à faciliter la mutation dans le parc social de ménages en difficultés sur l'entretien locatif par la réalisation de travaux en auto-réhabilitation accompagnée. Le projet sera mis en œuvre sur les communes de Marseille et La Ciotat sur une durée de 3 ans. La subvention sollicitée est de 160 000 euros,
- le bailleur social Logis Méditerranée propose en partenariat avec Réciprocité un dispositif d'accompagnement des habitants dans le cadre de sa résidence intergénérationnelle « Cocoon'Ages – Chers Voisins » située dans le quartier Smartseille (ilot démonstrateur Allar – Euroméditerranée 2), Marseille 15^{ème}, afin de favoriser les échanges et l'entraide en encourageant et mutualisant des usages et des espaces. La subvention sollicitée est de 29 500 € sur la durée du projet (2019-2021),
- le bailleur social ERILIA, en partenariat avec l'association Handitoit Provence, propose la mise en place d'une conciergerie technique, sociale et solidaire sur la résidence Michelet Prado, Marseille 8^{ème} arrondissement, afin

d'accompagner les habitants vieillissants de cette résidence et de 3 autres résidences ERILIA situées à proximité en matière d'adaptation des logements, d'entraide et d'accompagnement. La subvention sollicitée est de 89 915 euros sur 3 ans, soit 6 subventions pour un total de 730 951 euros.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'attribuer les subventions sollicitées auprès du Fonds d'Innovation pour l'Habitat pour chacun de ces projets et d'approuver les conventions définissant les modalités de versement de chacune de ces subventions. Il est également proposé de poursuivre la mise en œuvre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat de Marseille Provence jusqu'à l'adoption du Programme Local de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en cours d'élaboration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération RNOV 002-094/12/CC du Conseil de Communauté du 13 février 2012 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme pluriannuelle relative à la préfiguration du Fonds d'Innovation pour l'Habitat ;
- La délibération RNOV 001-430/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012

approuvant les règles de fonctionnement de ce Fonds ;

- La délibération RNOV 002-771/12/CC du Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La réunion du comité technique d'experts .

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit contribuer sur le territoire Marseille Provence à l'évolution de la conception et de la production des logements pour mieux répondre aux aspirations des habitants ;
- Que les projets retenus par le comité technique d'experts répondent au caractère innovant recherché par le Fonds d'Innovation pour l'Habitat ;
- Que le Programme Local de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence est actuellement en cours d'élaboration et qu'il convient, dans l'attente de son adoption, de poursuivre la mise en œuvre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat de Marseille Provence ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont attribuées les subventions du Fonds d'Innovation pour l'Habitat pour la réalisation des projets retenus. Sont approuvées les conventions de financement ci-annexées.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer les conventions ci-annexées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, pour un montant total de 730 951 euros, sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire 2018 du Territoire Marseille Provence :

- nature 20 422 Fonction 552 Opération 2012101400 sous-politique D110 Grand Delta Habitat – Les Habelles : 200 000 euros

Yes We Camp – Projet Bernard du Bois :
200 000 euros

- nature 65748 fonction 552 sous-politique D110
Architectes Sans Frontières –
accompagnement chantier d'insertion Les
Aciéries : 51 536 euros
Compagnons Bâtisseurs Provence – projet
Mut' toit : 160 000 euros
Logis Méditerranée - résidence
intergénérationnelle « Cocoon'Agés-Chers
Voisins » : 29 500 euros
ERILIA – conciergerie technique sociale et
solidaire Michelet : 89 915 euros

Article 4 :

Est approuvée la poursuite de la mise en œuvre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat de Marseille Provence jusqu'à l'adoption du Programme Local de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en cours d'élaboration.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 003-362/18/CT

■ Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux et OPAH RU Multisites Centre-Ville de Marseille DHCS 18/16657/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, la Métropole apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides qu'elle gère par délégations des aides à la pierre. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

-PIG « Habiter Mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à

cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ;
- améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI de deux primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

- Une prime « Habiter Mieux » valorisant les travaux générant un gain énergétique important, qui correspond à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, en lien avec le Plan Climat. Elle vise à inciter les propriétaires occupants aux revenus modestes à réaliser des travaux d'ampleur permettant un gain énergétique supérieur à 25 % et par conséquent, une baisse des charges et des consommations énergétiques ;
- Une prime « de réduction de loyer » valorisant la mise en place de loyers sociaux, qui correspond à l'objectif du PLH de production de logements locatifs sociaux. Elle vise à inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la Caisse d'Allocations Familiales. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune pendant la durée de la convention.

Chaque prime accordée est adossée aux aides de l'Anah, qu'elle complète et majore.

Signataire de la convention de PIG « Habiter Mieux », la Région apporte des primes complémentaires à celles de la Métropole :

- Aides aux propriétaires occupants très modestes :
 - Prime pour travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées ;
 - Prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50 % d'économie d'énergie
 - Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 64 kW hep/m².an)
- Aides aux propriétaires bailleurs de logements conventionnés sociaux et très sociaux : l'aide régionale s'élève à hauteur de 50 % de la prime de réduction de

loyer mobilisée par l'EPCI et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- Prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé

- Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 64 kW hep/m².an)

Le demandeur est aidé dans toutes ses démarches par l'opérateur du PIG agissant sur le territoire où se trouve le logement. Celui-ci vérifie les critères d'éligibilité et la performance énergétique atteinte après travaux ou l'application du loyer social ou très social après travaux.

Les demandes de primes faites auprès de la Métropole et de la Région sont instruites sur la base de tableaux fournis par les équipes d'animation du PIG, synthétisant le nom et le prénom des bénéficiaires, leur statut (bailleur ou occupant), l'adresse des travaux, la typologie du logement, la surface habitable et le type de loyer de sortie pour les logements locatifs, la nature des travaux réalisés et le montant des travaux, le montant des subventions et primes de l'Anah, de la Métropole, de la Région PACA, et autres financeurs s'il y a lieu.

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » 71 propriétaires pour un total de 87 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 55 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 5 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 12 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.
- OPAH multisites « Grand Centre Ville » :

Par délibération du 9 février 2009 pour le Conseil Municipal de Marseille et du 16 février pour le Conseil de Communauté, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille.

Dans ce cadre a été mise en place l'opération « Grand Centre Ville », concédée à la SOLEAM. Les objectifs, sur 25 pôles de projets prioritaires, visent la création de 20 000m² de locaux d'activité et équipements publics, la requalification de 47 000m² d'espace public, la production de 1 400 logements neufs ou restructurés, l'incitation à la réhabilitation de 2000 logements à échéance de la concession.

Par délibération du 28 septembre 2015, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) multisites à volet copropriétés dégradées conclue avec l'Anah, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille et la communauté urbaine.

Cette opération de déploiement sur 5 pôles à enjeux : Opéra, Mazargues, Coutellerie, Fonderie Vieille, Korsec/Velten. Les objectifs quantitatifs de cette OPAH-RU sont les suivants :

L'ensemble des 5 pôles regroupent 1 700 logements privés.

Sur les cinq ans, ce sont 700 logements qui sont visés par la réhabilitation à travers l'opération :

- 83 immeubles réhabilités en parties communes, soit 600 logements concernés par des améliorations, dont 20 copropriétés dégradées redressées représentant 160 logements,

- 132 logements traités en parties privatives dont 27 occupés par leur propriétaire et 105 appartenant à des bailleurs privés.

Ainsi cette opération doit permettre d'atteindre 35 % de l'objectif global de 2 000 logements améliorés visés par l'opération Grand Centre-Ville.

SOLEAM assure l'animation du dispositif.

L'amélioration de la performance énergétique sera recherchée à travers les travaux d'amélioration en parties communes et privatives. Il est escompté dans ce cadre la possibilité de mobiliser 100 primes du programme « Habiter Mieux ».

L'opération inscrit également dans ses objectifs la mise en œuvre de 10 baux à réhabilitation par une incitation financière spécifique.

Malgré le travail de démarchage, de communication et d'information de la SOLEAM, le taux de réponses des propriétaires au dispositif incitatif est très faible. Il s'agit d'une majorité de propriétaires bailleurs peut-être soucieux de l'entretien sérieux de leur patrimoine.

En terme de résultats, quatre immeubles ont fait l'objet d'un engagement de subvention pour des travaux de parties communes éligibles aux seules aides de la Ville de Marseille.

Compte tenu de l'attentisme des propriétaires, il a été décidé d'enclencher une phase opérationnelle plus contraignante vis-à-vis des propriétaires. Le Conseil de Métropole du 28 juin a approuvé le programme de restauration immobilière de 15 immeubles les plus dégradés du périmètre d'OPAH en vue de solliciter la déclaration d'utilité publique de ces travaux et de l'imposer aux propriétaires.

Le taux de propriétaires occupants est très bas sur ce périmètre.

Il est proposé aujourd'hui au conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU Multisites 1 propriétaire occupant aux ressources modestes pour une prime « habiter Mieux » d'un montant de 500 euros.

Cette prime est accordée dans le cadre d'un projet de réhabilitation d'un montant de 5 222 euros ht., subventionné par l'Anah, la ville de Marseille et le Département.

La somme totale engagée par la Métropole s'élève à 115 478 euros dont 37 574 euros de subventions sur fonds

propres et 77 404 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien – Attribution de subventions aux propriétaires privés – Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux et OPAH RU Multisites Centre-ville de Marseille »
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;
- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014.
- La convention du programme d'OPAH RU Multisites à volet Copropriétés dégradées, signée le 11 janvier 2016.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux » et de l'OPAH RU Multisites sur les cinq pôles du Centre-Ville de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions du Conseil de Territoire Marseille Provence aux propriétaires, dont les listes sont jointes en annexe :

Annexe 1 – Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » bénéficiaires : 71 propriétaires ; 72 logements pour un montant engagé de 114 978 euros incluant 37 574 euros d'aides de la métropole et 77 404 euros d'aides de la Région.

Annexe 2 – OPAH RU Multisites à volet copropriétés dégradées bénéficiaire : 1 propriétaire ; 1 logement pour un montant engagé de 500 euros.

Total des subventions engagées : 73 dossiers pour 115 478 euros

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 115 478 euros, Sous-Politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 458 118 1070 Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 7472 ».

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 77 404 euros tel que précisé dans l'annexe financière à la convention du PIG « Habiter Mieux ».

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-363/18/CT

■ Approbation d'actions complémentaires à la programmation associative 2018 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence et rectification d'une subvention attribuée à l'Association d'Insertion par l'Activité Economique et Solidaire - Groupe ADDAP PACA par délibération N° VU025-15/05/18CT du 15 mai 2018

DPV 18/16664/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers

prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé début octobre 2017 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets associatifs ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 23 mars 2018 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des représentants des conseils citoyens et des autres partenaires.

Une première programmation correspondant au vote de 489 actions a été approuvée par délibération du 15 mai 2018 pour un montant de 3 029 155 euros. Une seconde programmation correspondant au vote de 33 actions a été approuvée par délibération du 26 juin 2018 pour un montant de 127 495 euros.

1 – Concernant l'approbation d'actions complémentaires à la programmation associative 2018 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence :

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 23 mars dernier, il est proposé d'approuver le financement d'actions complémentaires, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors des Conseils de Territoire du 15 mai 2018 et du 26 juin 2018, pour un montant de 141 439 euros répartis comme suit :

- Actions mises en œuvre par les gestionnaires de Maisons pour tous de Marseille :

La Ville de Marseille a souhaité renouveler les délégations de service public pour la gestion des Maisons pour tous (MPT) pour une durée de six années.

L'approbation de certaines actions correspondant à des projets mis en œuvre par les gestionnaires de Maisons pour Tous (MPT) a dû être décalée dans l'attente de l'attribution des nouvelles délégations de service public par la Ville de Marseille.

Quatre délégataires ont été retenus au terme de la procédure pour la gestion de 21 Maisons Pour Tous pour la période allant du 8 juin 2018 au 31 mai 2024 par délibération du Conseil Municipal du 9 avril 2018.

- Ensemble Pour l'Innovation Sociale Educatives et Citoyenne (EPISEC)
- Synergie Family
- Institut de Formation d'Animation et de de Conseil (IFAC) National
- Léo Lagrange Méditerranée

21 actions dont les porteurs avaient vu leurs contrats de Délégation de service public renouvelés ont été validées lors du conseil de territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

L'attribution de subventions pour les nouveaux délégataires a dû être décalée à un conseil ultérieur dans l'attente de la confirmation de la reprise des actions et de la transmission des dossiers administratifs complets.

Les nouveaux délégataires ont confirmé la reprise de 48 actions, qui avaient reçu un avis favorable de principe au comité de pilotage du 23 mars 2018 et ont transmis leurs dossiers administratifs aux services du conseil de territoire.

Ces 48 actions sont présentées au vote du Conseil de territoire pour un montant de 107 858 euros.

- Compléments de financement sur certaines actions

Il est proposé d'apporter un complément de financement à 6 actions qui ont reçu un avis favorable de principe du comité de pilotage du Contrat de ville et dont la subvention a été approuvée par délibération N° VU025-15/05/18CT pour montant total de : 13 500 euros

- Les Petits Débrouillards pour l'action « Sciences dans les quartiers Malpassé - St Just » pour un montant de 2 000 euros ;
- L'ADDAP 13 pour l'action « Chantiers éducatifs 15/16 » pour un montant de 2 000 euros,
- L'Association pour la Promotion de l'Espace Culturel Busserine (APECB) pour l'action

intitulée « la Guinguette » pour un montant de 3 000 euros ;

- L'association Anthropos pour l'action « Parents d'élèves du Grand centre-ville » pour un montant de 2 500 euros ;
- AGACSC Del Rio pour l'action « partenariat de la Viste face à la violence » pour un montant de 2 000 euros ;
- Léo Lagrange sur le Centre social L'Olivier bleu pour l'action « Culture mémoire et éducation » pour un montant de 2 000 euros.
- Financements des actions mises en œuvre par les Conseils citoyens

En complément de l'Appel à projet 2018 de la politique de la ville, des subventions peuvent être apportées aux Conseils citoyens. 4 projets ont déjà été proposés lors de précédents Conseil de Territoire. Il est proposé de retenir 4 nouvelles actions pour un total de 5 000 euros :

- Une action portée par l'Association Service Médiation pour le conseil citoyen du centre-ville de Marignane pour l'action « Soutien à la communication du conseil citoyen du centre-ville de Marignane » pour 1 500 euros
- Une action portée par l'Association Service Médiation pour le conseil citoyen de Florida-La Chaume à Marignane pour l'action « Soutien à la communication du conseil citoyen de Florida – La Chaume » pour 1 500 euros
- Une action portée par la Maison Pour tous Kléber (Fédération des Amis de l'instruction laïque) pour l'ensemble des conseils citoyens du conseil de territoire pour l'action « Soutien aux conseils citoyens pour l'organisation des rencontres citoyennes » pour 1 500 euros
- Une action portée par le Conseil citoyen du 15^{ème} arrondissement Est de Marseille « Soutien à la mise en œuvre du conseil citoyen » pour un montant de 500 euros
- Financement d'une action pour la création d'un jardin partagé au Parc de la Jougarelle

Il est proposé d'apporter un financement à une action qui vise à créer un jardin collectif destiné à la Cité de la Castellane et à ses environs, sur le site de la Jougarelle dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Marseille. Le porteur de ce projet n'avait pas été identifié lors du Comité de pilotage du Contrat de ville du 23 mars 2018 et n'avait pu être présenté lors des Conseils de Territoire du 15 mai 2018 et du 26 juin 2018.

Depuis ces dates, l'association les Rudologistes associés ont proposé un projet qui correspond aux attentes partenariales. Il est proposé d'apporter un financement de 8 976 euros à l'action « Création du jardin partagé de la Jougarelle ».

- Financement d'une action complémentaire pour le « plan d'action sociale renforcée de Kalliste »

Le principe d'un « plan d'action sociale renforcée pour la Parc Kalliste » a été validé en comité de pilotage du 13 juillet 2017 du Plan de Sauvegarde et du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU) présidé par la Métropole et la Préfecture.

Il vise à mettre en œuvre un accompagnement social sur la durée des opérations de renouvellement urbain et de faire levier sur les conditions de vie des habitants. 9 actions ont été proposées au Conseil de Territoire du 26 juin 2018.

Il est proposé d'apporter un complément de financement à ce plan de 6 105 euros pour l'association Centre de Culture Ouvrière qui porte l'action « animation, insertion emploi ».

Conformément à la délibération 26 juin 2018, ce dernier financement permet d'affecter au « Plan d'action social renforcé de Kalliste » une enveloppe exceptionnelle de 50 000 euros.

2 - Concernant la rectification d'une subvention attribuée par erreur à l'Association d'Insertion par l'Activité Economique et Solidaire – Groupe ADDAP PACA par délibération N° VU025-15/05/18CT du 15 mai 2018 :

Par délibération N° VU025-15/05/18CT, les subventions pour la réalisation des actions du contrat de ville, décrites dans une annexe, ont été approuvées.

Une erreur est intervenue dans la rédaction de l'annexe sur l'intitulé du porteur de l'action « Espaces Ressources Castellans ». L'annexe à la délibération indiquait l'Association d'Insertion par l'Activité Economique et Solidaire – Groupe ADDAP comme porteur de ce projet, alors qu'il s'agit de l'ADDAP 13.

Dès lors, il convient de rectifier cette erreur de l'annexe à la délibération N° VU025-15/05/18CT en annulant la subvention de 3000 euros attribuée par erreur à l'Association d'Insertion par l'Activité Economique et Solidaire – Groupe ADDAP PACA pour l'action « Espaces Ressources Castellans » et en attribuant la subvention de 3000 euros pour cette action au porteur suivant : l'ADDAP 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 23 mars 2018 ;
- La délibération du Conseil de territoire du 15 mai 2018 N° VU025-15/05/18CT portant sur l'approbation de la programmation associative 2018 du Contrat de ville du Conseil de territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de territoire du 26 juin 2018 N° VU051-272/18/CT portant sur l'approbation de financements complémentaires à la programmation associative 2018 du Contrat de ville du Conseil de territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose les financements complémentaires à la programmation associative 2018 de 60 projets associatifs émergeant à l'Appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en octobre 2017 pour un montant total de 141 439 euros ;
- Qu'une erreur a été constatée dans la délibération du 15 mai 2018 N° VU025-15/05/18CT imposant au Conseil de Territoire de délibérer à nouveau car le porteur de l'action « Espaces Ressources Castellans » est l'ADDAP 13 ;
- Qu'il y a donc lieu de rectifier cette erreur et par là même d'approuver le versement de la subvention d'un montant de 3 000 euros à l'ADDAP 13 aux lieux et place de l'Association d'Insertion par l'Activité Economique et Solidaire – Groupe ADDAP PACA ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été approuvés par les partenaires du Contrat de ville ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 23 mars 2018 rassemblant l'ensemble des partenaires

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la rectification de l'attribution de financement pour l'action « Espaces Ressources Castellans » au bénéfice de l'ADDAP 13 pour un montant de 3 000 euros tel que décrit en annexe.

Article 2 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 3 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 4 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 8 :

Les crédits nécessaires pour le financement des actions complémentaires à la programmation associative 2018, soit 141 439 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 9 :

Les crédits nécessaires au financement de l'action « Espaces Ressources Castellans » au bénéfice de l'ADDAP 13, soit 3000 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 005-364/18/CT

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'attribution de subvention à la Mission locale de Marseille pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers prioritaires Politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme**
DPV 18/16754/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° HPV 014-1279/15/CC du 25 septembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention initiale avec la Mission locale de Marseille dont l'objectif était de financer, pour des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) des formations pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme, considérant les opportunités réelles d'emploi dans cette filière.

A la date de signature de cette convention, les collectivités mettaient en effet en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA.

En 2017, le dispositif des TAP, jusqu'ici obligatoire, est devenu facultatif pour les communes. La Ville de Marseille a ainsi choisi de poursuivre les TAP jusqu'en juin 2018 puis de les supprimer à la rentrée scolaire de septembre 2018 comme un grand nombre de communes.

Par ailleurs, la Mission locale a rencontré des difficultés pour atteindre le nombre de formations initialement prévues au regard du nombre de jeunes intéressés par ces formations.

Cependant, si le public visé n'est pas aussi important que prévu, le dispositif revêt un intérêt réel pour une part significative de jeunes, contribuant ainsi à leur insertion professionnelle et leur permettant souvent d'accéder à un premier emploi.

Compte-tenu de ces évolutions et de ces constats, il est proposé par avenant à la convention initiale de modifier à la baisse le volume financier et de formations prévu initialement et de prolonger la durée de la convention afin de financer les BAFA sur la totalité des modules, ceux-ci pouvant s'effectuer sur une durée maximale de trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération de la Communauté Urbaine n°HPV 014-1279/15/CC du 25 septembre 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'à la date de conclusion de la convention initiale, les communes mettaient en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA ;
- Que la Ville de Marseille a supprimé à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018 ce dispositif ;
- Que le financement des formations visées revêt néanmoins un intérêt réel pour une part significative de jeunes des quartiers prioritaires et qu'il contribue ainsi à leur insertion professionnelle et à l'accès à un premier emploi ;
- Qu'il y a donc lieu de modifier par avenant la convention initiale pour réduire le nombre de

formations et prolonger la durée de la convention

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-joint à la convention n° 15/1900.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Proximité"

PROX 001-365/18/CT

**■ Définition des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019
DTD 18/16666/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Emmaüs reçoit sur ses sites marseillais de la Pointe Rouge et de St Marcel des objets usagés issus des ménages. Les produits sont alors triés, réparés si nécessaire et pour une partie d'entre eux revendus. Par cette activité, l'association permet d'éviter que certains objets en fin de vie ne se retrouvent dans le circuit de collecte des déchets ménagers.

Aussi, jusqu'à maintenant, les textiles, cartons et articles ménagers qui n'étaient pas vendus étaient amenés sur les plateformes métropolitaines pour y être traités, la Métropole prenant en charge ce coût de traitement. En 2017, c'est 667 tonnes de déchets qui ont été pris en charge par la Métropole dans ce cadre.

Afin de s'inscrire dans les axes du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 19 octobre 2017, le territoire de Marseille Provence souhaite qu'Emmaüs Saint Marcel et Pointe Rouge s'associent à l'objectif commun d'une meilleure valorisation sur les produits récupérés et qui n'ont pas été vendus. Il s'agit de faire en sorte qu'à l'horizon 2022 aucun déchet issu de l'activité de l'association ne se retrouve dans le circuit de traitement des déchets ménagers et assimilés. Pour y parvenir et orienter les actions de

valorisation à mettre en œuvre, des caractérisations des produits jetés seront régulièrement réalisées par la collectivité et un plan d'action devra alors être développé par l'association.

Pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019, il est proposé de n'accueillir gratuitement sur les plateformes gérées par la Métropole que 600 tonnes. Par contre, tous les cartons, flux entièrement valorisable, continueront à être accueillis gratuitement dans la mesure où ils seront amenés sur les sites en lots homogènes.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence Métropole d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEA 018-2836/17/CM du 19 Octobre 2017 portant approbation des axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'améliorer la valorisation des déchets issus de l'activité de l'association Emmaüs;
- Qu'il convient d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la prise en charge par la Métropole du traitement à titre gratuit des cartons apportés en lots homogènes et de 600 tonnes d'autres déchets de l'association Emmaüs sur les plateformes métropolitaines pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

PROX 002-366/18/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive dans le cadre de la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements**
DIFRA 18/16677/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initié dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

L'allègement de trafic attendu avec la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud.

Ainsi, par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1 300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des
- emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

De par sa nature, ce projet d'aménagement entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie.

Par arrêté du 1^{er} février 2018, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les délégations de

compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- L'arrêté du 1^{er} février 2018 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet de requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

PROX 003-367/18/CT

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec GRDF relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel dans le cadre de la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements DIFRA 18/16686/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la Canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initiée dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

Toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic attendu avec la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud.

Ainsi, par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie ; intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;

Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;

- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

La maîtrise d'œuvre de la requalification du Cours Lieutaud est assurée depuis septembre 2017 par le groupement TANGRAM Architectes (Mandataire)/ARTELIA Ville & Transport/Philippe DONJERKOVIC/LATERALE.

Dans le cadre de ce projet, et en préalable aux travaux de voirie, le déplacement de quelques réseaux de gaz enterrés s'est avéré nécessaire afin de les rendre compatibles avec les plantations d'arbres envisagées.

Une convention avec GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (GRDF) a ainsi été conclue, afin de procéder aux travaux de déviation des réseaux concernés ; cette convention a été notifiée le 2 juillet 2018 sous le n° 18/0026 et les travaux ont été réalisés.

Depuis, des évolutions du projet relatives aux usages (pistes cyclables et stationnement vélo) nécessitent de modifier l'alignement d'arbres initialement prévu sur le boulevard Théodore Thurner, ce qui conduit à de nouveaux travaux de déplacement de réseaux.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux sera assurée par GRDF, le coût à charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élevant à 55 930.00 euros HT.

Afin d'acter ces nouvelles dispositions entre les parties concernées, il a été établi l'avenant ci-annexé à la convention n° 18/0026.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence PROX 003-152/18/CT du 15 mai 2018 approuvant la convention de déviation de réseaux avec GRDF.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison des évolutions du projet de requalification du Cours Lieutaud, le déplacement d'un réseau de gaz sur le boulevard Thurner s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention n°18/0026 avec GrDF.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°18/0026 relative aux études et aux travaux de dévoiement et

de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel dans le cadre de la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements).

Le montant à la charge de la Métropole est de 55 930.00 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire rattachés au programme 08GEI hors projets spécifiques – Code AP 171082BP sur la Nature 4581171036 - Fonction : 851 - Numéro d'opération : 2017103600 - Sous-Politique : C311.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-368/18/CT

**■ Approbation d'une convention avec GRDF pour le dévoiement de la conduite de gaz sur le Boulevard Mattéi, dans le cadre de la phase 3 du PRU Saint Barthelemy - Picon-Busserine à Marseille 14ème arrondissement
DIFRA 18/16687/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier St Barthélémy-Picon- Busserine fait l'objet d'une importante restructuration urbaine dans le cadre d'une convention ANRU signée le 10 octobre 2010. En accompagnement de l'amélioration de l'habitat, cette restructuration a pour objet de désenclaver les quartiers et de redonner des usages urbains aux espaces, notamment par la séparation des espaces publics et privés.

Au titre des compétences en matière de voirie et d'infrastructure qui lui sont dévolues, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement et de la création de voies sur l'ensemble du secteur, en accompagnement à la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'habitat. Les travaux consistent à reprendre une partie des réseaux anciens, et à réorganiser la circulation en créant notamment des traversées du quartier, celui-ci étant actuellement organisé en impasse. Cette opération s'accompagne également d'une requalification qualitative des espaces publics.

Le projet urbain du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier St Barthélémy Picon-Busserine

prévoit plusieurs phases d'aménagement : la première phase d'aménagement est achevée, les travaux de la seconde phase seront achevés au 2^{ème} semestre 2018.

Pour la troisième phase de travaux, dont la réalisation est envisagée entre le 1er trimestre 2019 et le 2eme trimestre 2020, le programme du PRU comprend notamment la requalification complète du boulevard Mattéi, la réalisation d'un bassin enterré d'eaux pluviales sous la place de la gare, ainsi que des rampes piétonnes d'accès à la halte ferroviaire Picon. En vue de ces travaux, il convient de dévier une canalisation de gaz.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention de dévoiement de la conduite de gaz avec GRDF dans le cadre du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) Saint Barthélémy – Picon – Busserine. Par cette convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise les terrassements préalables à la pose de la nouvelle conduite de gaz ; GRDF s'engage à réaliser la pose du réseau d'alimentation au gaz sur le fond de fouille réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de dévoiement de la conduite gaz avec GRDF

dans le cadre du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) Saint Barthélémy - Picon - Busserine», à Marseille (14^{ème} arrondissement).

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de dévoiement de la conduite de gaz avec GRDF dans le cadre du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) Saint Barthélémy - Picon - Busserine», à Marseille 14^{ème}, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-369/18/CT

■ **Approbation d'une convention avec SNCF Réseau portant sur l'analyse des études dans le cadre de la phase 3 des travaux du PRU Saint Barthelemy-Picon-Busserine aux abords de la ligne ferroviaire reliant Lyon à Marseille 14ème arrondissement**
DIFRA 18/16690/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier St Barthélémy-Picon- Busserine fait l'objet d'une importante restructuration urbaine dans le cadre d'une convention ANRU signée le 10 octobre 2010. En accompagnement de l'amélioration de l'habitat, cette restructuration a pour objet de désenclaver les quartiers et de redonner des usages urbains aux espaces, notamment par la séparation des espaces publics et privés.

Au titre des compétences en matière de voirie et d'infrastructure qui lui sont dévolues, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement et de la création de voies sur l'ensemble du secteur, en accompagnement à la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'habitat.

Les travaux consistent à reprendre une partie des réseaux anciens, et à réorganiser la circulation en créant notamment des traversées du quartier, celui-ci étant actuellement organisé en impasse. Cette opération s'accompagne également d'une requalification qualitative des espaces publics.

Le projet urbain du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier St Barthélémy-Picon- Busserine se décline pour le projet de voiries en trois phases

d'aménagement. La troisième phase d'aménagement prévoit notamment la requalification de la place de la gare Picon avec la création d'un bassin d'eaux pluviales.

En vue de réaliser les rampes piétonnes d'accès à la gare Picon depuis la voirie publique, et compte tenu de la proximité avec la ligne ferroviaire reliant Lyon à Marseille, SNCF Réseau doit réaliser une prestation de contrôle de faisabilité du projet, avec production de préconisations techniques à appliquer en phase chantier, afin de respecter la sécurité des circulations et des infrastructures ferroviaires.

La présente Convention fixe les modalités techniques et financières de réalisation de ce contrôle pour la phase PRO-DCE.

Il est ainsi proposé d'approuver cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation des rampes piétonnes d'accès à la gare Picon depuis la voirie publique, compte tenu de la proximité avec la ligne ferroviaire L905000 reliant Lyon à Marseille au Pk 440+431, prévoient la production d'un avis de contrôle par SNCF Réseau sur la phase PRO-DCE, afin de

respecter la sécurité des circulations et des infrastructures ferroviaires.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la Convention avec SNCF Réseau, en vue du contrôle du projet pour la phase PRO-DCE, pour la réalisation des rampes piétonnes d'accès à la gare Picon depuis la voirie publique, et de production de préconisations techniques à appliquer en phase chantier afin de respecter la sécurité des circulations et infrastructures ferroviaire, compte tenu de la proximité avec la ligne ferroviaire L905000 reliant Lyon à Marseille au Pk 440+431, à Marseille (14ème arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-370/18/CT

■ Approbation d'une convention de gestion et d'occupation du domaine public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence la Ville de Marseille et Aix-Marseille-Université au titre de l'accès l'exploitation et l'entretien de la voie ouverte à la circulation des transports publics dans le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy dans le cadre de la mise en service de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy à Marseille 9ème arrondissement
DIFRA 18/16733/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements).

L'objectif de cette opération est de garantir un service performant de transports en commun entre le campus de Luminy et la place Castellane, qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Cette ligne de BHNS s'inscrit également dans le cadre du Plan Campus engagé par l'Etat pour lequel la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

s'était associée à la réponse des universités d'Aix-Marseille, apportant ainsi une contribution déterminante sur le volet « transports en commun » du Plan Campus en améliorant la desserte du pôle universitaire de Luminy et en le reliant plus rapidement au réseau métro-tramway du centre-ville.

Par délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015, le Bureau de Communauté a approuvé la convention 15/1937 de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la réalisation de la ligne de BHNS Castellane/Luminy entre l'Obélisque de Mazargues et le rond-point Pierrien (secteur 3).

Par délibération VOI 001-3013/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de Communauté a approuvé la convention 18/0139 de maîtrise d'ouvrage unique et de financement relative au secteur 4, entre le rond-point de Pierrien et le Campus de Luminy, du BHNS Castellane/Luminy.

Ces conventions avaient pour objet de confier à la Métropole la maîtrise d'ouvrage de conception et de réalisation d'équipements de compétences communales et départementales, de définir les conditions administratives de la répartition financière des études et travaux entre les maîtres d'ouvrages concernés et de définir, à l'issue des travaux, les conditions de reprise en gestion des ouvrages par la Ville de Marseille et le Département.

Dans la continuité de ces conventions, et dans la perspective de la mise en service prochaine de la ligne BHNS Castellane Luminy, il est désormais nécessaire de déterminer les modalités conjointes d'accès, de gestion et d'exploitation des équipements mis en place à l'intérieur du site du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTEL).

En effet, pour permettre la réalisation de la ligne BHNS Castellane-Luminy, la Métropole a acquis une parcelle à l'intérieur du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTEL) pour réaliser le tronçon terminal de l'itinéraire BHNS.

Or, en application du plan Vigipirate sur les sites universitaires, Aix-Marseille Université, gestionnaire des espaces communs du CUSTEL, doit maintenir une enceinte clôturée et fermée les nuits et certains jours de l'année. Cette réglementation impose le maintien d'un système de fermeture et de contrôle d'accès à l'entrée du CUSTEL et impacte de ce fait l'exploitation de la ligne BHNS Castellane-Luminy.

La création d'une voie ouverte à la circulation des transports publics à l'intérieur du CUSTEL, et le maintien d'une enceinte clôturée et gérée par Aix-Marseille Université, a, en effet, pour conséquences de générer des contraintes particulières aux services communaux et métropolitains gestionnaires des

différents équipements mis en place pour exploiter la ligne BHNS.

De ce fait, et afin de garantir la continuité du service de transport public, il est nécessaire de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille, et Aix-Marseille Université, gestionnaire des espaces communs du CUSTEL, afin de :

- définir les modalités d'accès à l'intérieur du CUSTEL,
- répartir les obligations de gestion et d'entretien des différents équipements,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération DTM 001-25/09/15/BC du 25 septembre 2015 ;
- La délibération VOI 001-3013/17/BM du 14 décembre 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en application du plan Vigipirate sur les sites universitaires, Aix-Marseille Université doit maintenir une enceinte clôturée et fermée les nuits, et certains jours de l'année à l'intérieur du CUSTEL ;
- Que dans le cadre de la mise en service de la ligne de BHNS Castellane Luminy, il est nécessaire de définir les modalités d'accès, d'exploitation et d'entretien de la voie ouverte à la circulation des transports publics à l'intérieur du CUSTEL.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à la gestion et l'occupation du domaine public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et Aix-Marseille Université au titre de l'accès, l'exploitation et l'entretien de la voie ouverte à la circulation des transports publics dans le campus universitaire de Luminy.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-371/18/CT

■ **Approbation d'une convention avec ENEDIS relative à la requalification des espaces du Centre-Ville de Marseille Secteur Beauvau à Marseille 1er arrondissement**
DIFRA 18/16752/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La dynamique de requalification du Centre-Ville de Marseille a véritablement été initiée avec le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hyper centre ont ensuite fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence souhaitent poursuivre la requalification du Centre-Ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville».

Par délibération n° VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de Territoire a approuvé le programme de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille. Ce projet décomposé en 23 secteurs opérationnel vise à améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et à créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité des emprises du projet de requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille.

Les concessionnaires, et notamment ENEDIS, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par ENEDIS dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique d'électricité situé dans l'emprise du projet, était impactée par les travaux de requalification sur le secteur Beauvau.

La requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille sur ce secteur nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ENEDIS doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'ensemble des études et des travaux de déplacement du réseau de distribution publique d'électricité sont portées par ENEDIS.

Le coût total des travaux de réseau de distribution publique d'électricité induits par la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et rendus nécessaires sur le secteur Beauvau pour la plantation d'arbres d'alignement, sont pris en charge par la Métropole ; ceux rendus nécessaires pour le renouvellement des réseaux sont pris en charge par ENEDIS.

En revanche, si ENEDIS doit redéplacer des réseaux d'électricité alors que les projets initiaux de dévoiements ont été validés par la Métropole, les études et les travaux correspondants seront à la charge de la Métropole.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des déplacements et des renouvellements du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ainsi que l'affectation de l'opération d'investissement relative à ce projet.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification des espaces publics du Centre-Ville sur le secteur Beauvau, il est nécessaire qu'ENEDIS dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique d'électricité ;
- Que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux sur le réseau d'électricité sont portées par ENEDIS ;
- Qu'il convient de rembourser ENEDIS de la part des travaux de déviation et de modification de réseaux électriques réalisés pour la plantation des arbres d'alignement.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec ENEDIS relative à la réalisation des déplacements et des renouvellements du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, dans le cadre des travaux du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille sur le secteur Beauvau (1^{er} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2018102100 – Nature : 4581181021 pour compte de tiers – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-372/18/CT

**■ Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux portant sur l'aménagement d'un cheminement piétons/vélos le long du chemin des Peupliers à Ceyreste
DAEP 18/16757/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole et la Ville ont engagé un projet visant à aménager un cheminement piétons/vélos le long du chemin des Peupliers à Ceyreste.

Ce projet doit permettre de desservir le quartier du Réservoir, en plein développement urbain, au centre-ville et se coordonne avec le schéma directeur des « modes doux » du Département.

Il s'agit d'un aménagement linéaire de plus de 600 m sur une route péri-urbaine supportant un important transit inter-urbain permettant de relier la ville de Ceyreste à la zone Athélia.

L'actuelle voie composée d'une chaussée de 5,50 mètres sans trottoir, n'autorise pas un cheminement des piétons et des vélos en toute sécurité alors que le secteur résidentiel est en pleine extension.

De plus, le périmètre de l'opération intègre la sécurisation du carrefour chemin de Valtendre/Chemin des Peupliers, qui s'avère aujourd'hui accidentogène.

Les enjeux généraux affichés pour l'aménagement du mode de cheminement doux le long du chemin des Peupliers, sont de :

- Sécuriser le cheminement piétons et la circulation des vélos entre le chemin du Réservoir et l'impasse Chantemerle/chemin de Saint-Antoine,
- Créer 2 quais bus,
- Sécuriser le carrefour routier chemin de Valtendre/Chemin des Peupliers,
- Sécuriser la traversée piétonne du cheminement doux vers le trottoir à l'est du projet,
- Réaliser les aménagements nécessaires pour les eaux pluviales,
- Développer le réseau d'éclairage public,
- Apporter un traitement paysager qualitatif pour encourager son utilisation

Afin, d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Ville de Ceyreste, visant à l'aménagement d'un cheminement pour les déplacements en mode doux le long du chemin des Peupliers à Ceyreste, la Métropole et la Ville ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille Provence ayant donné la délégation au Conseil de Territoire Marseille Provence, la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Ville qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille Provence sera alors seule compétente pour la passation et l'exécution des marchés, l'attribution des marchés, les études et les travaux.

Le montant global de l'opération s'évalue, sur la base de l'estimation établie dans le cadre de l'étude niveau projet, à 1 000 000 euros TTC répartis comme suit :

- Part métropolitaine : 830 000 euros TTC
- Part communale : 170 000 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement d'un cheminement piétons/vélos le long du chemin des Peupliers à Ceyreste ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement d'un cheminement piétons/vélos le long du chemin des Peupliers ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement d'un cheminement piétons/vélos le long du chemin des Peupliers.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-373/18/CT

■ Approbation des révisions des opérations d'investissement de la Voirie et de l'Espace Public sur les communes de Ceyreste et Carry-le-Rouet DRM 18/16763/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneufles-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de

sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de la seconde décision modificative de l'année 2018, sont inscrites deux opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs opérations d'investissement respectives. Il s'agit de :

- l'opération 2015118300 intitulée « « CEYRESTE - CREATION D'UN CHEMINEMENT MODES DOUX PIETONS / VELOS LE LONG DU CHEMIN DES PEUPLIERS », d'un montant initial de l'autorisation de programme arrêté à 685 000 Euros TTC, est révisée à 1 000 000 Euros TTC (soit + 315 000 Euros TTC). Les crédits de paiements s'établissent à 20 000 Euros TTC pour l'année 2018.
- l'opération 2018106200 intitulée « « CARRY - AMENAGEMENT IMPASSE BOCOUMAJOUR », d'un montant initial de l'autorisation de programme arrêté à 50 000 Euros TTC, est mis à 0 Euros TTC (soit -50 000 Euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation des révisions des opérations d'investissement de la Voirie et de l'Espace Public sur les communes de Ceyreste et Carry-le-Rouet » dans les

autorisations de programme 151141 et 181141 du programme 14.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 euros TTC des opérations d'investissement visées ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation des révisions des opérations d'investissement de la Voirie et de l'Espace Public sur les communes de Ceyreste et Carry-le-Rouet » dans les autorisations de programme 151141 et 181141 du programme 14.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-374/18/CT

■ **Attribution d'une subvention à l'association Roca Fortis Entreprises Développement DPEATSV 18/16651/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la Métropole a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence.

Le soutien aux associations des zones d'activités (l'APAGE, Athélia Entreprendre, Cap Au Nord Entreprendre, la Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée et Roca Fortis) dans des actions de développement du nombre d'adhérents ou pour faciliter le recrutement de candidats dans des filières en tension permet de satisfaire aux orientations stratégiques prioritaires.

La commune de Roquefort la Bédoule dispose sur son territoire de deux zones d'activités économiques.

- Les Fourniers, sur le site de l'ancienne cimenterie Romain Boyer, est un espace dédié aux activités artisanales d'une vingtaine d'entreprises et s'étend sur 5 ha développés et 5 ha en projet.
- La zone d'activités économiques de la Plaine du Caire, créée en 1986 par la Commune et étendue en 2013 par le Conseil de Territoire Marseille Provence s'étend sur 32 ha et accueille une centaine de TPE et PME.

L'ensemble représente environ un millier d'emplois.

Grâce à ce développement du foncier économique, un nombre croissant d'entreprises se développe sur cette partie du territoire non maillée par les associations voisines de La Ciotat ou de Gémenos et il a semblé nécessaire de fédérer ces entreprises en une association qui a pour missions de relayer leurs besoins locaux, développer les liens et le réseau entrepreneurial pour favoriser le dynamisme économique et créer de la richesse. C'est la raison pour laquelle l'association Roca Fortis Entreprises Développement s'est créée en juillet 2016. Elle est présidée par Hélène Cucherat, Présidente de l'entreprise C2H-CONSEILS.

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des entreprises du territoire de Roquefort La Bédoule et des communes à proximité,
- Mutualiser les actions vis-à-vis des nouvelles réglementations,
- Représenter les adhérents auprès des compétences territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Entreprises,
- Assurer la bonne gestion du territoire du Parc d'Entreprises,
- Mettre en œuvre tout projet d'intérêt commun.

Aujourd'hui, l'association c'est :

- * 10 administrateurs,
- * 17 bénévoles,
- * 43 adhérents
- * 5 commissions :
 - Communication – relations inter-entreprises
 - Environnement (gestion des déchets, économie d'énergie,...)
 - Transport, signalétique, sécurité, développement des zones
 - Finances
 - Ressources humaines, emploi, formation

Actions 2018

- Animation d'un site internet dédié,

- Permettre aux entreprises d'avoir les moyens humains de se développer et de pérenniser leurs activités,
- Communication et animation territoriale en vue d'accroître le nombre d'adhérents,
- Sécurisation de la ZA de la Plaine du Caire en lien avec les collectivités,
- Mettre en place une gestion collective des déchets des entreprises,
- Améliorer la signalétique.

Dans cette phase de développement de l'association, le Conseil de Territoire appuiera tout particulièrement la mise au point des outils de communication permettant le recrutement de nouveaux adhérents.

Les actions menées en 2018 contribueront à développer le tissu économique, le faire grandir, et à rendre attractif le territoire pour de nouvelles implantations industrielles venant chercher des conditions favorables au développement de leur business

Le budget prévisionnel 2018 s'élève à 10 400 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros à l'association Roca Fortis Entreprises Développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire Marseille Provence, secteur Roquefort-la-Bédoule, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5.000 € au titre de l'année 2018 à l'association Roca Fortis Entreprises Développement.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » fonction 61 – Sous-Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-375/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Athélia Entreprendre DPEATSV 18/16652/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la Métropole a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence.

La zone d'entreprises d'Athélia à La Ciotat regroupe plus de 300 entreprises de toutes tailles, qui emploient 4 000 salariés sur un espace économique de 100 Hectares.

Athélia Entreprendre est une association loi 1901 créée en 2002, qui a pour objectif la promotion et l'animation de la zone d'activité Athélia. Acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'est de Marseille, l'association est une partenaire de référence dans le développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Chiffres clés :

- **190 adhérents**, soit 63% des entreprises et 76% des salariés
- **15 membres du CA**
- **60 bénévoles**
- **8 commissions**: composées de membres bénévoles, dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes, et auxquelles participent également les acteurs économiques locaux et régionaux.
- Une **équipe** permanente de **3 personnes**

Missions :

- Communiquer et promouvoir les valeurs d'entreprises et le développement personnel et économique des salariés comme le moteur de la profitabilité et du développement des entreprises
- Développer la culture du développement durable au service de toutes les entreprises des zones Athélia et de leurs salariés, en faveur d'un cadre de vie attractif et d'un environnement professionnel convivial
- Fédérer toutes les forces économiques régionales et les mettre à disposition du développement des entreprises d'Athélia et du bien-être de ses salariés.
- Contribuer à l'attractivité de l'environnement et à l'amélioration continue du cadre de vie de tous les acteurs des zones Athélia.

- Faire des zones d'activité d'Athélia un modèle régional en terme environnemental.

PROGRAMME DES ACTIONS 2018 : 60 dates sur l'année

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES ENTREPRISES

En organisant des événements de notoriété, l'association favorise les échanges entre les entreprises, leur offrant la possibilité lors des manifestations de développer leur business (- Les Voeux d'Athélia –Le « Salon Nautique » - L'Assemblée Générale d'Athélia – Les « Mardis d'Athélia » ...)

L'EMPLOI, LE BIEN-ETRE DES SALARIES

- Développer et favoriser l'emploi : JOB BOOST (annoncé pour le 17 octobre 2018)

La journée consiste en un accompagnement et du conseil auprès de demandeurs d'emplois, dispensés par des professionnels des Ressources Humaines en activité dans les entreprises du Territoire. Ainsi 80 bénévoles, se mettent à la disposition d'environ 500 demandeurs d'emplois au moyen d'ateliers (simulation d'entretien, coaching...).

- Fédérer les salariés des entreprises, animer les zones :

Une dizaine d'événements festifs sont organisés à l'attention de l'ensemble des collaborateurs pour favoriser les échanges entre les salariés et les entreprises.

L'ENVIRONNEMENT : PRESERVER, SENSIBILISER, AMELIORER

- Animer la double certification ISO 14 001 et 50 001 pour Athélia Entreprendre visant à diminuer la consommation d'énergie des entreprises d'Athélia.

- Améliorer la mobilité des salariés sur Athélia : La plateforme de covoiturage d'Athélia compte déjà plus de 890 inscrits, soit 30% des salariés des entreprises adhérentes à Athélia. L'objectif 2018 est de migrer la plateforme vers une version mobile et tablette.

- Améliorer les offres de transports en commun :

- Améliorer la sécurité des déplacements :
- La gestion collective des déchets

La Métropole Aix-Marseille-Provence participera à l'organisation de Job Boost en 2018 afin de développer et favoriser l'emploi et l'insertion professionnelle. A charge de l'association d'identifier les freins au recrutement rencontrés par les entreprises sur des métiers en tension de manière à projeter des actions ultérieures.

Le budget prévisionnel 2018, qui s'élève à 223 548 euros, est en baisse par rapport à l'année précédente (budget prévisionnel 2017 : 282 700 euros). Cela s'explique par la diminution de la masse salariale suite à la fin d'un contrat aidé.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros à l'association Athélia Entreprendre. L'association a sollicité la Métropole pour une subvention à hauteur de 15.000 euros et devra en conséquence équilibrer son budget prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui

privilégie les économies productives et de la connaissance ;

- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire Marseille Provence, zone d'Athélia à La Ciotat, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 € au titre de l'année 2018 à l'association Athélia Entreprendre.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » Fonction 61 – Sous-Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-376/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée pour 2018 DPEATSV 18/16654/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la Métropole a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence.

Présentation de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée :

L'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est une association loi 1901 créée en 12/2009 ayant pour objet de représenter les entreprises utilisatrices et les propriétaires des zones d'activité de l'Est marseillais. Son périmètre

d'intervention est vaste et hétérogène rassemblant les différentes zones d'activité des 9, 10, 11 et 12 arrondissements de Marseille.

La zone Marseille Est concentre plus de 4000 entreprises avec salariés soit plus de 20% des entreprises avec salariés et ainsi près de 28% des emplois de la Ville de Marseille.

Chiffres Clés :

- 100 adhérents directs représentant 300 entreprises
- 15 membres du CA
- 3 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 1 permanent
- Nouvelle équipe sur 2017/2018 :
Changement de président en 12/2017 et remplacement du permanent en 03/2017

Missions :

L'association a pour but :

- d'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- de promouvoir l'image des zones d'activité et des entreprises occupantes,
- de représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- de contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- Et de réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un programme ambitieux d'animation et se concentrent sur 3 axes principaux d'actions en faveur de la mobilité, de l'emploi et de la recherche de synergies interentreprises.

La mobilité est la préoccupation majeure des entreprises de la Vallée de l'Huveaune marseillaise, de leurs salariés et des clients des zones commerciales. Des démarches ont été entreprises dans le but d'établir à terme un Plan de déplacement Inter-Entreprises PDIE pour le territoire Est. A cette fin, cette démarche a été soutenue par une convention triennale 2015-2017 avec la Direction de l'Environnement et de l'Ecologie urbaine. Ce soutien a été poursuivi par la DGA Mobilité en 2018 en accordant une subvention de 20000 euros délibérée le 18/05/2018 dont 10000 EUR en régularisation de l'exercice 2017. L'association a également répondu à l'AMI « Solumob » sur la question de la mobilité.

Sur la thématique de l'emploi, l'association participe notamment activement aux différents forums de l'emploi du secteur.

Le projet METSIE (Marseille Ecologie Territoriale Synergie Interentreprises) mené depuis 2015 est un projet d'écologie industriel territorial soutenu par l'Ademe ayant pour but de faire émerger des

synergies interentreprises. Les actions collectives de formation-recrutement Master Class Industrie et Commerce menées sur 2016/2017 avec le soutien de l'ensemble des partenaires de l'emploi ainsi que du Conseil de Territoire Marseille Provence en sont la première concrétisation et vont être reconduites en 2018.

Résultats 2017 :

Le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'exercice précédent était destiné à aider l'association à être plus représentative du tissu économique de l'Est marseillais et ainsi d'élargir leur rayonnement dont l'assise historique était limitée au 11^e arrondissement.

Le travail d'audit préliminaire demandé d'actualiser leur fichier d'adhérents est en grande partie accompli. Ce qui a permis de mieux identifier les 100 adhérents dont 10 industriels et 16 grandes enseignes commerciales. Une trentaine d'adhérents a plus de 20 salariés. Toutefois, près d'un adhérent sur 2 a moins de 5 salariés voire aucun salarié.

Cette action préliminaire a été définie dans le but de réaliser une enquête de satisfaction et de positionnement auprès de leurs adhérents, des non adhérents et des ex-adhérents. Un premier travail a été réalisé par un groupe d'étudiants Kedge Business School piloté par l'association. Ce premier questionnaire voulait connaître notamment l'impact et le ressenti du nouveau programme d'animations créé par la récente équipe. L'association s'emploie à poursuivre cette démarche.

En parallèle, l'ambition du soutien public est également de favoriser l'action de l'association en faveur de l'emploi via l'organisation des Master Class Industrie et Commerce mais surtout en se mobilisant davantage auprès des TPE-PME pour faciliter leurs démarches de recrutement et notamment leur présence aux forums emploi. L'association leur propose notamment de les représenter sur le stand LEHV lors de ces forums pour proposer leurs offres d'emploi et recueillir les candidatures.

Programme d'actions 2018 :

Un programme d'animations a été relancé par la nouvelle équipe pour impulser une dynamique de territoire et ainsi multiplier les rencontres entre les entreprises, attirer de nouveaux adhérents et rendre plus impliqués leurs adhérents.

Près de 50 événements vont être proposés en 2018. Différents formats sont proposés (Petit Dej, After-work, Déjeuner). Le plus souvent, ils sont génériques mais ils peuvent être thématiques (Instant Formation & Recrutement) ou territoriaux (Déjeuners Capelette). Voire certaines animations sont co-construites avec une autre AZA (« Business Snackin' » avec l'AZA Pôle Alpha d'Aubagne).

Chaque année, en moyenne 6 groupes de travail sont organisés par filière. Les 2 commissions historiques Industrie et Commerce réelles moteurs de l'association vont être complétées par le lancement

d'une commission Santé au cours du second semestre 2018.

Les 7 AZA du bassin Est sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation en alternance d'événements communs sur la thématique de l'emploi ; essentiellement 2 événements Job Boost et Job Buzz (Job Boost annoncé pour le 17/10/2018, Job Buzz reporté sur 2019).

Budget prévisionnel 2018 :

Le budget prévisionnel 2018 de 117 322 euros est en hausse par rapport à l'exercice précédent (Bilan comptable 2017 : 77 846 euros). Cela s'explique par l'augmentation des cotisations mais surtout la mise en place de partenariats avec les entreprises ce qui devrait permettre à l'association de s'autofinancer à près de 47% sur 2018. Egalement le report de l'aide publique Ademe en faveur du projet Metsie explique cet écart. L'association LEHV a l'intention de destiner cette hausse budgétaire au recrutement d'un second permanent sur le second semestre 2018 ; ce qui justifie le montant de la masse salariale en 2018 (45% des charges).

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée pour assoir son développement. L'association a sollicité la Métropole pour une subvention à hauteur de 10.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de

fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 010-3686/18/BM du 18 mai 2018 attribuant une subvention à l'association LEHV pour la mise en œuvre du PDIE.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le périmètre du territoire Marseille-Provence, secteur de l'Huveaune-vallée, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 € au titre de l'année 2018 à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tout document afférent à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » Fonction 61 – Sous-Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-377/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée DPEATSV 18/16655/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le programme d'intérêt national Euroméditerranée place Marseille au rang de première place économique d'Europe du Sud avec plus 37000 emplois privés et 6500 emplois publics regroupés sur un territoire en pleine mutation.

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée est une association loi 1901 qui a pour objectif la l'animation et promotion des entreprises attirées par le projet Euroméditerranée. Acteur économique incontournable de la ville de Marseille, l'association est un partenaire de référence dans le développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille Provence.

L'association est présidée Sandra Chalinet et compte deux salariés permanents. L'association couvre aussi bien les entreprises implantées sur le secteur Euroméditerranée que celles intéressées par l'attractivité du projet. L'association totalise plus de 250 adhérents de l'aire métropolitaine.

Créée initialement pour fédérer les entreprises installées sur le secteur d'Euroméditerranée, l'association est aujourd'hui tournée vers le renouveau économique de la Cité Phocéenne et s'est donnée pour missions :

- d'associer ses adhérents aux grands projets de la métropole : Euroméditerranée 1 et 2, Marseille 2013, ITER, etc ;
- de favoriser le business développement par le maillage au sein de l'association et avec le tissu associatif et économique environnant ;

- d'apporter des services de proximité : crèche d'entreprise, développement durable, transports ...
- d'œuvrer pour l'emploi et la formation.

En ce qui concerne le fonctionnement, l'association se compose en trois catégories de membre : les membres fondateurs avec la CCIMP et l'EPAEM, les membres actifs et les membres associés.

Programme Prévisionnel des actions 2018

Le programme d'action et manifestation comporte 4 grands domaines.

- Développement du territoire. Des visites de chantiers (TLM, les Fabriques) sont prévues. Des petits déjeuners « conférences VIP » sont organisés ainsi que des soirées « lundis » qui permettent d'aller découvrir les entreprises adhérentes. La journée de la mobilité est également organisée ainsi que des réunions de présentation concernant l'extension.

Dépenses

Salaires et charges :	104 300 euros
Achats :	53 680 euros
Services extérieurs :	53 620 euros
autres services extérieurs	59 400 euros
Dotations amortissements :	

Impôts et Taxes :

Total 271 000

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée.

L'association a sollicité le Conseil de Territoire de Marseille Provence pour une subvention à hauteur de 10.000 euros et devra en conséquence équilibrer son budget prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

- Actions Business : Organisation de rendez-vous de Speed Dating Business, de déjeuners de l'innovation, et l'organisation du concours Med'innovant.
- Promotion des actions de CCIMP/ EPAEM
- Emploi/ accompagnement TPE/PME : l'organisation du Salon Euromed'Tier, l'organisation de petits déjeuners RH, et un engagement autour de l'insertion en partenariat avec le PLIE.

Il est prévu que la métropole participe pleinement au salon Euromed'Tier, qui aura lieu le 25 septembre 2018, au World Trade Center. Le thème sera « le numérique au service de l'emploi ».

Le budget 2018 de l'association La cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée

Le budget prévisionnel 2018 de l'association s'élève à **271 000 euros**. Il est réparti, par grands postes, de la manière suivante :

Recettes

Vente de prestations :	131 000 euros
Subventions :	250 000 euros
MAMP :	10 000 euros
Département :	20 000 euros
Epam :	110 000 euros

Total 271 000

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emploi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises situées sur son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises localisées sur le territoire Marseille Provence, secteur d'Euroméditerranée, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5.000 € au titre de l'année 2018 à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-378/18/CT

■ Contrat de Baie - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 au Conservatoire d'Espaces Naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la rédaction du Plan pour la gestion de la Roselière de Boumandariel DEE 18/16659/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Pour mémoire, le Contrat de Baie 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Martigues à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 130 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie de la métropole marseillaise, figure l'action 904 intitulée « Définition d'une politique pour la valorisation et la restauration de la roselière de Boumandariel ». Cette zone humide est la seule présente sur l'ensemble du périmètre du Contrat de Baie. Elle abrite des espèces protégées ou d'intérêts patrimoniaux et présente des enjeux écologiques forts pour le territoire.

Dans le but de valoriser et de conserver le patrimoine naturel remarquable de ce site et dans un intérêt général, les communes de Martigues, Sausset-les-Pins (propriétaires d'une grande partie de la zone humide) et le Conservatoire d'espaces naturels de PACA se sont associés dans une convention de partenariat pour la gestion du site de la roselière de Boumandariel (ci-jointe).

Le Conservatoire d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA) est une association à but non lucratif, qui a pour mission la préservation du patrimoine naturel de la région PACA. Dans le cadre du partenariat avec les communes de Martigues et de Sausset-les-Pins, elle sera en charge de l'élaboration d'un plan de gestion du site.

Afin de permettre au CEN PACA de mener à bien cette mission, il est proposé d'attribuer à cette structure, une subvention d'un montant de 6 000 euros au titre de l'année 2018 pour l'élaboration du plan pour la gestion de la roselière de Boumandariel, conformément à la Fiche action 904 du Contrat de Baie.

Cette somme correspond à 30% du montant global de l'étude :

- 20% en financement initialement prévu Métropole (cf. fiche action)
- 10% en financement supplémentaire Métropole, intervenant en substitution des communes, en application de la compétence Gestion des Milieux aquatiques et Prévention des Inondations assurée par la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier

définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;

- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- La Fiche opération 904 inscrite au Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération n°17-10-09 du Conseil Municipal de Sausset-les-Pins du 13 octobre 2017 portant approbation de la convention pour la gestion du site de la roselière de Boumandariel
- La délibération n°17291 du Conseil Municipal de Martigues du 20 octobre 2017 portant approbation de la convention pour la gestion du site de la roselière de Boumandariel ;
- L'agrément du Conseil d'Administration du Conservatoire d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte-d'Azur du 9 décembre 2017 portant approbation de la convention pour la gestion du site de la roselière de Boumandariel.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie de la métropole marseillaise, agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6.000 euros TTC pour l'année 2018 au Conservatoire d'Espaces Naturels Provence-Alpes Côte d'Azur pour l'élaboration d'un plan pour la gestion de la Roselière de Boumandariel.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'état spécial du Territoire Marseille-Provence 2018– Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-379/18/CT

■ Nuisances sonores environnementales - Consultation du public pour le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement DEE 18/16674/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Etablissement public de coopération intercommunale compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris les travaux concourant à la réalisation d'une cartographie du bruit sur le Territoire Marseille Provence puis d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, conformément aux obligations nées de la loi 2005-1319 du 26 octobre 2005 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation du bruit dans l'environnement.

La cartographie décrivant les nuisances sonores des trafics routier, ferroviaire, et aérien ainsi que des activités industrielles a été approuvée par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018 (délibération VECO 010-26/06/18 CT).

Par suite, le Projet de Plan de Prévention doit logiquement être présenté à l'approbation du Conseil de Territoire, délai nécessaire à sa réalisation, soit à l'horizon du premier semestre 2019.

Toutefois, le Territoire Marseille Provence doit préalablement mettre à la disposition du public le projet de plan pendant deux mois (article 6 du Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006) afin de recueillir d'éventuelles remarques.

Au préalable, en complément de ces obligations légales, le Territoire Marseille Provence projette également de soumettre le projet de Plan de Prévention du Bruit au Conseil de Développement pour avis.

Le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement a été co-construit avec les acteurs-clés du Territoire (gestionnaires de voies : Etat et ses concessionnaires, Aéroport, ...) dont les communes du Territoire. Ce PPBE, qui décrit les actions visant à prévenir les effets du bruit, réduire les niveaux de bruit, et à protéger les zones calmes sera ensuite soumis au Conseil de Territoire Marseille Provence, après intégration des remarques éventuelles du Conseil de Développement et celles issues de la consultation publique réglementaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La Loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale ;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;
- Le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ;
- La délibération VECO -010-26/06/18 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018, autorisant Monsieur le Président à entreprendre les investigations permettant de soumettre ultérieurement au Conseil de Territoire un projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conduire et approuver des actions d'évaluation et de gestion des nuisances

sonores environnementales, sous la forme d'un plan de prévention ;

- Qu'il convient de procéder à une consultation du public préalablement à l'examen du projet de plan de prévention à soumettre au Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à soumettre le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement à une consultation du public dans les formes prescrites.

Article 2 :

A l'issue de la consultation réglementaire du public, le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement sera soumis à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence après synthèse des remarques du public dans ledit projet de plan ainsi que les remarques du Conseil de Développement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-380/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Initiative Marseille Provence DPEATSV 18/16727/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Présentation

Initiative Marseille Métropole est l'une des 240 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau national associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

Trois types d'aide y sont proposés gratuitement aux porteurs de projet :

- Une assistance au montage du projet,
- Un soutien financier (prêt d'honneur à taux zéro, sans garantie, la recherche de financements et de garanties bancaires),
- Un suivi-accompagnement post-crédation, notamment par une action de parrainage

L'objectif constant d'Initiative Marseille Métropole est d'améliorer la pérennité des entreprises financées, tout en apportant à ses équipes permanentes et bénévoles les moyens de mener à bien leurs missions.

Ainsi les actions d'Initiative Marseille Métropole portent sur l'accompagnement des porteurs de projets mais également sur la gestion des prêts d'honneur.

Pour mémoire : Le Centre de Promotion de l'Emploi par la Microentreprise – CPEM, créé en novembre 1994, a été rebaptisé Marseille Métropole Initiative (depuis fin avril 2011). Depuis 1994, l'association est affiliée au réseau national France Initiative. Depuis fin décembre 2012, l'association Marseille Métropole Initiative est devenue Initiative Marseille Métropole. Ce changement s'inscrit dans la démarche de la fédération nationale qui a changé de marque le 1^{er} octobre 2012. Initiative France a succédé à France Initiative avec pour objectif de décliner ce nom au niveau des territoires et des 240 plateformes existantes.

Bilan des actions menées en 2017

En 2017, Initiative Marseille Métropole a accueilli 834 personnes, a monté 578 dossiers de demande de financement dont 251 ont été présentés en comité d'agrément. Ainsi, 210 projets ont été financés en 2017 contre 174 en 2016.

L'association a ainsi octroyé 1 765 250 euros de prêts à taux 0 contre 1 596 000 euros en 2016 soit une hausse de 10,6% du volume de prêts octroyés.

Cette action a engendré la création ou le maintien de 480 emplois sur le territoire contre 372 en 2016.

Initiative Marseille Métropole a facilité la mobilisation de 12 523 735 euros de prêts bancaires contre 8 557 646 euros en 2016. Les concours bancaires complémentaires ont augmenté de 46%.

Ainsi pour 1 euro de prêt d'honneur octroyé ce sont 7,3 euros de prêts bancaires qui sont injectés dans les projets soutenus. L'effet de levier est en constante augmentation depuis plusieurs années.

Au-delà du soutien financier, l'association accompagne les chefs d'entreprise dans le développement de leur activité via une action de parrainage conduite par des parrains bénévoles (essentiellement des anciens chefs d'entreprises, experts comptables ou cadres dirigeants).

Ainsi, en 2017, 179 créateurs ont été suivis et/ou parrainés contre 334 en 2016 soit une diminution de 46,40% du volume de projets suivis.

Programme Prévisionnel des actions

Pour 2018, l'association Initiative Marseille Métropole se fixe comme objectif de soutenir financièrement 250 entreprises (soit 40 de plus qu'en 2017) dont 185 pour des projets de création et 65 pour des projets de reprises.

Ceci représente un montant de prêt d'honneur d'environ 1 460 000 euros.

Par ailleurs, Initiative Marseille Métropole souhaite conforter sa présence sur le territoire en assurant une permanence hebdomadaire au sein du Carburateur.

Enfin, le suivi post création sera renforcé afin d'encourager la pérennité des entreprises soutenues et d'améliorer la durée de vie des TPE.

Budget prévisionnel

Charges	
Achat	16 970,00 €
Services extérieurs	19 890,00 €
Autres services extérieurs	82 000,00 €
Charges de personnel	480 091,00 €
Autres charges de gestion courante	63 100,00 €
Emplois des contributions volontaires en nature	108 630,00 €
Total des charges	770 681,00 €
Produits	
vente de produits finis	0,00 €
subventions d'exploitation	629 551,00 €
<i>subventions publiques</i>	570 751,00 €
<i>Etat</i>	10 000,00 €
<i>MAMP</i>	30 000,00 €
<i>Région PACA</i>	159 488,00 €
<i>Conseil Départemental 13</i>	18 000,00 €
<i>Ville de Marseille (fonctionnement)</i>	252 000,00 €
<i>Ville de Marseille (financement de poste)</i>	101 263,00 €
<i>aides privées</i>	58 800,00 €
Autres Produits de gestion courante	8 000,00 €
Reprises sur amortissements et provisions	24 500,00 €
Contributions volontaires en nature	108 630,00 €
total des produits prévisionnels	770 681,00 €

L'examen du budget prévisionnel met en exergue les éléments suivants :

- La masse salariale est de 62,29% du montant total des charges.
- Les subventions publiques s'élèvent à 570 751 euros et représentent 74% du total des recettes de l'association
- La subvention demandée à la Métropole est de 30 000 euros soit 3,89% du total des recettes.

Il est demandé pour 2018 au Conseil de Territoire de Marseille Provence une subvention de 30 000 euros.

En 2017, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a subventionné l'association à hauteur de 20 000 euros.

En 2018, il est proposé de subventionner l'association à hauteur de 20 000 euros (soit un montant identique à l'année précédente).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et reprise d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros au titre de l'année 2018 à l'association Initiative Marseille Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-381/18/CT

■ Attribution de subventions aux structures de l'insertion par l'activité économique dans le domaine des filières liées à la réduction des déchets

DPEATSV 18/16758/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 mai 2018 a validé le cadre d'intervention financière en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique dans le domaine des filières liées à la réduction des déchets référencé VECO 022-195/18/CT.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence a adopté les principes d'intervention pour la sélection des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et les montants financiers proposés sont les suivants :

- localisation des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) : être situé sur le territoire du CT1 ou sur un bassin d'emploi partagé avec un autre CT ;
- public cible : recrutement de personnes suivies par les PLIE du CT ;
- partenariat : mobilisation des services de la Politique de la Ville, de la prévention et le tri des déchets ;
- inscription dans les schémas métropolitains :
 - lien avec l'agenda métropolitain du développement économique.
 - lien avec le schéma en matière d'insertion et d'emploi.

Par son intervention, le Conseil de Territoire Marseille-Provence oriente son soutien vers des opérations spécifiques d'une durée de 12 mois afin de permettre à ces structures de passer un « cap » et d'équilibrer au mieux leurs budgets.

Dans ce contexte, le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite continuer à s'impliquer dans le financement des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) à hauteur de 100 000 € TTC.

S'agissant des SIAE, il convient de préciser qu'elles se situent dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Leurs activités peuvent s'exercer dans plusieurs secteurs économiques dès lors que les avantages et aides octroyées par l'Etat ne créent pas de distorsion de concurrence et que les emplois ainsi créés ne se substituent pas à des emplois privés ou publics existants. Les biens et services qu'ils produisent peuvent être commercialisés.

En Juin 2018, l'appel à projet a identifié des structures d'Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui renforcent les politiques publiques tant en faveur de l'économie circulaire que de la cohésion sociale et l'emploi-insertion. En annexe, la liste des structures retenues et les montants approuvés.

Telles sont les raisons qui incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'instruction DGEFP n°2014-2 du 5 février 2014 « relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique » ;

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;
- La délibération VECO 022-195/18/CT du 15 mai 2018 a délibéré l'approbation du cadre d'intervention financière en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique dans le domaine des filières liées à la réduction des déchets.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence initie la dynamique Territoire Zéro déchet zéro gaspillage ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite accompagner le développement des structures impliquées dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides pour la réalisation de cinq projets décrits en annexe. Le montant total des subventions allouées s'élève à 100 000 euros TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions avec les structures retenues dans le cadre de l'appel à projets ainsi que tout document y afférent. Le modèle de convention est ainsi annexé au présent rapport.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence 2018 :

- Subvention autres personnes de droit privé - Sous-Politique E120 - Nature 65748 - Fonction 65 et Subvention aux entreprises Sous-Politique E120 - Nature 65742 - Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 11 DÉCEMBRE 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

11 DÉCEMBRE 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 13 décembre 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Muriel PRISCO - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Roger RUZE - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Paule JOUVE - Christian AMIRATY représenté par Catherine CHAZEAU - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Sandra DUGUET - Sabine BERNASCONI représentée par René BACCINO - Solange BIAGGI représentée par Michel AZOULAI - Roland BLUM

représenté par Gérard CHENOZ - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Bernard JACQUIER - Anne DAURES représentée par Brigitte VIRZI - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Laure-Agnès CARADEC - Arlette FRUCTUS représentée par Dominique TIAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAIN - André GLINKA-HECQUET représenté par Roland GIBERTI - Georges GOMEZ représenté par Maxime TOMMASINI - Andrée GROS représentée par Lionel VALERI - Louisa HAMMOUCHE représentée par Josette FURACE - Fabrice JULLIEN-FIORI représenté par Jérôme ORGEAS - Nathalie LAINE représentée par Hélène MARCHETTI - Eric LE DISSES représenté par Didier PARAKIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Marc LOPEZ représenté par Georges GOMEZ - Marie-Louise LOTA représentée par Claude VALLETTE - Laurence LUCCIONI représentée par Albert LAPEYRE - Patrick MAGRO représenté par André MOLINO - Bernard MARTY représenté par Gérard POLIZZI - Janine MARY représentée par Christian JAILLE - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Marcel MAUNIER représenté par Jacques BESNAÏNOU - Richard MIRON représenté par Frédéric BOUSQUET - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric COLLART - Lisette NARDUCCI représentée par Noro ISSAN-HAMADY - Grégory PANAGOUDIS représenté par Claudette MOMPRIVE - Christyane PAUL représentée par Patrick PAPPALARDO - Véronique PRADEL représentée par Martine GOELZER - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Richard FINDYKIAN - Isabelle SAVON représentée par Monique CORDIER - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Carine ROGER - Nathalie SUCCAMIELE représentée par Guy MATTEONI - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Jocelyne TRANI représentée par Jeanne MARTI - Josette VENTRE représentée par Marie-France DROPY OURET - Patrick VILORIA représenté par Xavier MERY.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALOCCO - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Jean-Louis BONAN - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Sandra DALBIN - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Samia GHALI - Bruno GILLES - Régine GOURDIN - Annie GRIGORIAN - Michel ILLAC - Laurent LAVIE - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Martine MATTEI - Georges MAURY - Danielle MILON - Marie MUSTACHIA - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Eric SCOTTO - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-382/18/CT

■ Budget Primitif 2019 - Approbation des budgets annexes du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 18/16916/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagements » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 230 654 467,18 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 31 897 656,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe «Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 22 645 076,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 20 686 859,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 33 361 930,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 27 624 238,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Ports de plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 11 217 793,40 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 4 052 796,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 1 945 564,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 714 394,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 76 786 705,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 80 986 415,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
DELIBERE**

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation des budgets annexes du budget primitif 2019, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 002-383/18/CT

■ Budget annexe Ports de Plaisance du Territoire Marseille Provence 2018 - Décision Modificative n°3

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 18/16937/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Budget Annexe des Ports de Plaisance du territoire Marseille-Provence est régi par les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4.

La présente Décision Modificative n°3 pour 2018 a pour objet de procéder à un ajustement des crédits votés de ce budget annexe. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Un montant de 520.000 € est proposé en section de fonctionnement.

En recettes, il correspond à la refacturation au budget principal de 520 000 € pour des dépenses de personnel imputées à tort. En effet, suite à une erreur technique, ce budget a supporté la rémunération d'agents incombant au budget annexe « Ports Ouest Territoires » qu'il convient de régulariser.

432.510 € sont inscrits à ce titre en dépenses au titre des charges de personnel. Ce montant vient abonder les crédits ouverts au titre de l'exercice 2018 qui se révèlent insuffisants compte tenu des charges imputées à tort déjà évoquées. En complément, 87.490 € sont proposés au titre des charges à caractère général. Ils viennent compléter les crédits déjà ouverts pour le paiement de la taxe foncière portant le total voté à 1.187.490 €.

Aucune inscription budgétaire n'est proposée en investissement.

Les autres budgets annexes du territoire Marseille-Provence ne sont pas mouvementés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 033-3052/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 014-3597/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 027-4076/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 041 du 18 octobre 2018 approuvant la Décision Modificative n°2 pour 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption de la Décision Modificative n°3 du Budget Annexe des Ports de Plaisance du territoire Marseille Provence, votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale. Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 520 000,00 euros

Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 003-384/18/CT

■ Budget Crématorium - Ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

**Information du Conseil de Territoire
FCT 003-11/12/18 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F220	2015108900 (ancienne 2015/0008)	Marseille	Réfection des fours et équipements du crématorium	650 000€ HT	+ 60 000€ HT	710 000€ HT
F220	2015109000 (ancienne 2015/00090)	Marseille	Etudes pour crématorium St Pierre	100 000€ HT	- 60 000€ HT	40 000€ HT
TOTAL F220				750 000€ HT	0	750 000€ HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération EPPS 003-830/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'une opération d'investissement relative aux études et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre à Marseille ;
- La délibération EPPS 004-831/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de création d'une opération d'investissement relative aux travaux de réfection et de renouvellement des fours et des équipements du Crématorium Saint-Pierre à Marseille ;
- La délibération EPPS 001-967/15/CC du 10 avril 2015 portant sur l'approbation de l'affectation de trois opérations d'investissement pour le budget des Equipements Communautaires ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 085-216/15/CC du 28 avril 2016 portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération Etudes et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre dans le cadre du budget annexe du Crématorium ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur les ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du

budget primitif 2019 du budget annexe du Crématorium pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur les ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 du budget annexe du Crématorium pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

FCT 004-385/18/CT

■ Approbation du montant des Redevances de Crémations du Crématorium Saint-Pierre pour l'Année 2019

Information du Conseil de Territoire

FCT 004-11/12/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2019.

Par délibération FAG 049-3068/17/CM du 4 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2018 du Crématorium Saint-Pierre. Les valeurs applicables étaient les suivantes :

LIBELLES	TAFIFS EURO HT	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	470,49	565,00
Crémation adultes Cercueil carton	598,43	718,00
Crémation Enfants – 12 ans	235,66	283,00
Crémation Enfants – 12 ans Cercueil carton	295,43	355,00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	117,84	141,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	470,49	565,00
Crémation Pièces Anatomiques	95,95	115,00
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	187,69	225,00

Il est proposé pour l'année 2019 une revalorisation des anciens tarifs de 1% à l'arrondi supérieur, en tenant compte de l'évolution probable des différents indices intervenant dans le coût du service. Cette augmentation ne s'applique pas aux tarifs « Crémation Enfants – 12 ans ».

En 2016, un tarif spécifique pour les cercueils en matériaux recyclés avait été adopté afin d'intégrer le surcoût lié à la surconsommation de gaz induit.

Le Crématorium Saint-Pierre s'est rapproché de l'entreprise en charge de la maintenance des fours afin de procéder à des réglages pour améliorer le niveau de consommation de gaz.

Depuis le 1er janvier 2018 il a été procédé à trois crémations de cercueils en matériaux recyclés et les réglages apportés démontrent que la consommation de gaz pour la crémation des cercueils en matériaux recyclés se rapproche de la consommation de gaz pour la crémation des cercueils en bois.

Au vue de ces observations et de ces réglages, il est proposé une tarification unique pour les cercueils en bois et les cercueils en matériaux recyclés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre qui s'est tenu le 11 octobre 2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du montant des Redevances de Crémations pour l'année 2019.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant l'approbation du montant des redevances de crémations pour l'année 2019.

FCT 005-386/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis

Information du Conseil de Territoire

FCT 005-11/12/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis à la Société S2G ;
- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2017 du

délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2017 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

FCT 006-387/18/CT

■ **Approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives ainsi qu'avec le SDIS 13 relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2018-2019**

Information du Conseil de Territoire

FCT 006-11/12/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Bureau du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2014.

En vertu de l'article 18.2 du contrat d'affermage n° 13/218, l'accueil, au sein du complexe aquatique Cap Provence, des clubs et associations sportifs du territoire métropolitain, qui en font la demande, doit faire l'objet d'une convention tripartite entre l'Association, le Délégué et l'autorité délégante.

Le délégataire propose d'accueillir les associations suivantes :

- L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP),
- L'association sportive du Collège Saint Augustin situé à Carnoux-en-Provence
- L'association sportive du Collège les Gorguettes -Gilbert Rastoin situé à Cassis

L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP) a été créée en 2010. Composée

de près d'une centaine d'adhérents, elle a pour but de développer et de favoriser la pratique des différentes activités aquatiques, telles que l'apnée, la nage avec palmes, la natation sportive et la préparation au secourisme et au brevet de Sécurité et Sauvetage Aquatique.

Les activités proposées par ces associations entrent dans le cadre des activités que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer au sein du complexe aquatique Cap Provence.

Par ailleurs, avec l'accord de la collectivité, le délégataire propose d'accueillir gratuitement le SDIS 13, pour deux séances d'une heure par semaine, en échange de la mise en œuvre annuelle par les sapeurs-pompiers de la Formation Continue des Equipiers (FCE) aux personnels du Stade Nautique.

Les conventions proposées ont pour objet de définir les modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence par ces différentes structures et de fixer les relations entre la Métropole, ces structures et le délégataire S2G.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS n°002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public n°13/218 relatif à « la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence » ;
- La délibération EPPS n°007-834/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif au remplacement d'annexes du contrat.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Les conventions jointes en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives, ainsi qu'avec le SDIS 13, relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2018-2019.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives, ainsi qu'avec le SDIS 13, relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2018-2019.

FCT 007-388/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Travaux d'aménagement dans les locaux TLM et Euromed et de son affectation

Information du Conseil de Territoire

FCT 007-11/12/18 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

Par délibération n°FAG 023-1756/17/CM du 30 mars 2017 a été créée l'opération d'investissement 2017105000 afin de réaliser des travaux d'aménagement sur les bâtiments à usage administratif et techniques du Territoire Marseille Provence liés au bon fonctionnement des services.

Dans le cadre du déménagement des Directions vers la Tour la Marseillaise et le Balthazar, des engagements complémentaires en 2018 ont dû être effectués.

Pour le Balthazar, des travaux de modification de cloisons, de zones de climatisation, d'éclairage, de reprogrammation de la sûreté et de modification des plans d'évacuation.

Quant à la Tour la Marseillaise, des travaux complémentaires auprès de Constructa ont dû être engagés et des travaux d'aménagement ont dû être effectués au 13^{ème} étage en porte et vitrophanie ; au 15^{ème} étage en portes, cloisons vitrées et vitrophanie. Quant aux différents étages, il a été rajouté des prises électriques et RJ45 puis l'alimentation des fontaines à eau et machines à café. De plus, les travaux quotidiens des autres sites EUROMED justifient la révision de l'opération 2017105000.

Afin de pouvoir assumer les dépenses liées aux travaux susmentionnés, l'opération d'investissement n°2017105000 inscrite au budget pour un montant initial de 3 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 171011BP du programme 55, doit être affectée d'une revalorisation de 3 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Travaux d'aménagement dans les locaux TLM et Euromed et de son affectation » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Travaux d'aménagement dans les locaux TLM et Euromed et de son affectation ».

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-389/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud tronçon Paul Claudel - Sainte Marguerite appartenant à la SOLEAM à Marseille 9ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16835/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Paul Claudel – Sainte Marguerite) appartenant à la SOLEAM, à Marseille 9^{ème} arrondissement », satisfait les conditions de

l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier..

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2ème tronçon s'est déroulée du 10 janvier au 28 janvier 2018.

La SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont donc convenu de conclure l'accord par la

signature d'un protocole foncier portant sur un ensemble de parcelles pour une surface de 16159m² environ, moyennant une indemnité d'un montant de 1 377 867,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine en date du 29/01/2018 ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Paul Claudel – Sainte Marguerite) appartenant à la SOLEAM, à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

parcelles suivantes appartenant à la SOLEAM :

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière l'ensemble de

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
847 D	3	Ter. agrémentSol	164 ancien chemin de cassis	5746	113	B	2203	A C	1507 2022
847 D	179	Sol	152 ancien chemin de cassis	2061	112		1743	F G	307 11
847 D	192	Ter. Agrément	ancien chemin de cassis	1778	114		1042		736
847 D	239	Sol	9 av solvert	1152	110		1152		0
847 A	180	TAB	Tra pastre	8556	104	A	5280		3276
847 D	173	Sol	Bd du cabot	350	116		350		0
847 A	170	TAB	Tra regny	16810	103		1875		14935
847 A	172	TAB	Tra regny	20878	102		2514		18364
						Total	16159		

sises ZAC Régny, à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Paul Claudel / Sainte Marguerite).

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Paul Claudel – Sainte Marguerite) appartenant à la SOLEAM, à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-390/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant aux consorts Fabre-Gros**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16781/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de

Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant aux consorts FABRE – GROS » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La société AFIM MEDITERRANEE a par courrier du 25 juin 2015 demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'acquérir la parcelle 864 C 269 d'une superficie de 45 m², située « Domaine des Chevêches » 56 chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant aux consorts FABRE – GROS.

Ce terrain est réservé sous le numéro 11-080 au plan local d'urbanisme de Marseille pour élargissement de voie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts FABRE – GROS, ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain à l'euro symbolique compte tenu du transfert de charge qui en découle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant aux consorts FABRE – GROS ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle 864 C 269 permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant aux consorts FABRE – GROS ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 003-391/18/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires de la résidence dénommée - Le Major - située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16778/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès

des copropriétaires de la résidence dénommée « Le Major » située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une parcelle cadastrée 893 D n° 225 d'une superficie d'environ 79 m², sise 100 avenue du Merlan, Madame Marie-Hélène LECA, Directrice du Cabinet CITYA-CARTIER Marseille, représentant de par son statut les copropriétaires de la résidence « Le Major » s'est rapprochée en date du 3 avril 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'en régulariser la cession, car la présente parcelle déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie n'a pas vocation à rester dans le domaine privé. Le Syndicat des Copropriétaires, propriétaires des biens et droits immobiliers demande la cession au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'intégration dans le domaine public routier métropolitain.

En conséquence, les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires de la résidence dénommée « Le Major » située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle cadastrée 893 D 225 auprès des copropriétaires de la résidence dénommée « Le Major » située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires de la résidence dénommée « Le Major » située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement .»

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-392/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier dénommé Le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16782/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé Le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 9 février 2006 a été signée entre les différents partenaires la convention relative au projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – Saint Antoine- La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réalisé un vaste programme de requalification des voiries existantes et d'aménagement des espaces publics tel que défini par la convention pluriannuelle relative au projet de

rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – Saint Antoine- La Viste.

Au titre d'une convention portant autorisation d'occupation temporaire en date du 1^{er} décembre 2014, le syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé le Plan d'Aou a autorisé la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à prendre possession des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètre a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires (bailleurs, Ville de Marseille...).

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain du boulevard des Corsaires, du boulevard du Commandant Thollon, de la place du Sud, de la rue des Frégates et de la rue des Malouins, le syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé le Plan d'Aou cède à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 904 N numéros 49-51-54-56-60-62-69-70-73-79, la parcelle cadastrée Section 907 I numéro 362 et la parcelle cadastrée Section 906 H n°243 pour une superficie totale de 13 257 m² environ.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé Le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé Le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé Le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VU 005-393/18/CT

■ Cession à titre onéreux d'un immeuble auprès de l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée sis 52 rue de Lyon à Marseille 15ème arrondissement nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est dans le cadre du programme de la ZAC Littorale

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16779/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de

Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'un immeuble auprès de l'établissement public d'aménagement public Euroméditerranée sis 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est dans le cadre du programme de la ZAC Littorale » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'extension du périmètre de l'EPAEM, sur un ténement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'îlot XXL)

La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000 m² de SDP (le Projet) porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'en engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018.

Pour ce faire, EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier / Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Eco Quartier méditerranéen, sur le périmètre, reproductible dans la métropole marseillaise,
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants,
- Mener sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants,
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux,
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000 m² de surface de plancher,
- Le foncier objet de la présente cession fait partie du ténement en passe de remembrement dit îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon qui devrait accueillir une programmation de 48 000 m² SDP.

C'est pourquoi, la réalisation de cette opération nécessite l'acquisition d'un immeuble situé 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, cadastré 901 C 121, par Euroméditerranée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une superficie d'environ 118 m².

Cette cession est faite à titre onéreux conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux d'un immeuble auprès de l'établissement public d'aménagement public Euroméditerranée sis 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est dans le cadre du programme de la ZAC Littorale ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à titre onéreux à l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée un immeuble sis 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant

sur « Cession à titre onéreux d'un immeuble auprès de l'établissement public d'aménagement public Euroméditerranée sis 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est dans le cadre du programme de la ZAC Littorale ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-394/18/CT■ Echange de terrains sans soulte sis boulevard Paul Raphel à Saint Victoret entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Falcone

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 18/16780/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Echange de terrains sans soulte sis boulevard Paul Raphel à Saint Victoret entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Falcone » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° VOI 018-2399/10/BC du 10 décembre 2010, le Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'échange sans soulte d'une bande de terrain de 98 m² appartenant à Monsieur et Madame Falcone contre une bande de terrain nu de 98 m² en vue de

l'élargissement du boulevard Paul Raphel à Saint-Victoret.

Il convient d'annuler cette délibération et de la remplacer par la présente en raison d'une modification de la surface du projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une bande de terrain de 65 m² à détacher de la propriété de Monsieur et Madame FALCONE, cadastrée Section AR n° 265 en nature de terrain nu et cède en échange une bande de terrain nu de 65 m² à Monsieur et Madame Falcone à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 267. Cet échange est réalisé sans soulte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Echange de terrains sans soulte sis boulevard Paul Raphel à Saint Victoret entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Falcone ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la bande de terrain à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 265 sise boulevard Paul Raphel, en nature de terrain nu, d'une superficie de 65 m² et la cession d'une bande de terrain à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 267, d'une superficie de 65 m², sont nécessaires à l'élargissement du boulevard Paul Raphel à Saint-Victoret.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Echange de terrains sans soulte sis boulevard Paul Raphel à Saint Victoret entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Falcone ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-395/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Florida Parc nécessaire à l'élargissement de l'Avenue Lacanau à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16785/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Florida Parc, nécessaire à l'élargissement de l'Avenue Lacanau, à Marignane », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 185 d'une superficie de 225m² propriété de la Copropriété Florida Parc.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Copropriété Florida Parc accepte de céder l'emprise moyennant la somme de 225,00 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Florida Parc, nécessaire à l'élargissement de l'Avenue Lacanau, à Marignane ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'élargissement de l'avenue Lacanau sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière auprès de la Copropriété Florida Parc, l'emprise nécessaire afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Florida Parc, nécessaire à l'élargissement de l'Avenue Lacanau, à Marignane ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 008-396/18/CT

■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise Route des Martigues à Marignane à la Société BO STONES

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16784/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise Route de Martigues, à Marignane, à la Société BO STONES », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble de parcelles cadastré BS 1, 2, 3, 4 et 5 à Marignane, situé face à la ZAC des Florides et hors périmètre de celle-ci.

C'est pourquoi elle a décidé de le valoriser avec un porteur de projet qui doit y développer de l'activité commerciale (restaurant, boulangerie, commerce ou salle de sport), une offre attendue par les entreprises implantées dans la ZAC des Florides.

La Métropole a donc décidé de céder à la Société BO STONES, représentée par Monsieur Grégory BOYADJIAN, une emprise de 6080m² environ à détacher des parcelles cadastrées BS 1, 2, 3, 4 et 5 à Marignane, moyennant une indemnité de 171 650,00 Euros HT conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine en date du 3/04/2018 ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise Route de Martigues, à Marignane, à la Société BO STONES ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession de la parcelle de 6080m² environ, à détacher des parcelles cadastrées BS 1, 2, 3, 4 et 5 par la Métropole Aix-Marseille-Provence doit permettre à la Société BO STONES de réaliser une opération de construction de commerce.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain

sise Route de Martigues, à Marignane, à la Société BO STONES ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-397/18/CT

■ Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane - Approbation d'un avenant numéro 3 au protocole foncier de cession du lot 23 au profit des Sociétés Curilo et Barjane

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16826/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane - Approbation d'un avenant numéro 3 au protocole foncier de cession du lot 23 au profit des Sociétés CURILO et BARJANE, », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 21 février 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le protocole foncier portant sur la cession au profit de la société CURILO d'un terrain à bâtir d'une surface de 33 543m² représentant le lot n° 23 de la ZAC des Florides. Un exemplaire original signé du protocole foncier dûment régularisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société CURILO

a été transmis à la Société CURILO par courrier du 31 mars 2014.

Ce protocole foncier a fait l'objet d'un avenant n° 1 approuvé par délibération du 10 avril 2015 du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et signé par les parties en date du 30 avril 2015, ayant pour objet d'une part, de prolonger la durée de réitération de l'acte authentique jusqu'en décembre 2016 et d'apporter des précisions sur la condition suspensive liée à la signature de baux entre le bénéficiaire et les preneurs, notamment sur le type d'activité à accueillir dans les futurs locaux en lien avec l'activité aéronautique.

Par avenant n° 2 approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille- Provence en date du 15 décembre 2016, il a été proposé de prolonger à nouveau les délais de réitération de l'acte authentique au 20 décembre 2018.

Le Groupe BARJANE et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont rapprochés courant juillet 2018 afin d'évoquer la situation de ce projet au regard de la commercialisation en cours.

Durant la période écoulée de l'avenant 2, plusieurs dossiers d'implantation ont fait l'objet d'études approfondies mais qui pour l'instant n'ont pas aboutis du fait de l'évolution des stratégies d'implantation de ces opérateurs économiques.

Par ailleurs le permis de construire n° PC 13054 13 F 0035 délivré le 20 décembre 2013, prorogé à deux reprises, expirera le 1er juillet 2019.

Par ailleurs l'arrêté préfectoral portant enregistrement de l'exploitation d'un entrepôt sur le lot 23 délivré le 1er juillet 2014 est arrivé à expiration le 30 juin 2017 malgré la demande de prorogation adressée par la Société BARJANE le 23 mai 2017.

Il convient donc de redéposer de nouvelles demandes d'autorisation d'urbanisme et administrative, sachant que les études réalisées pour l'obtention des premières autorisations ont été supportées par la Société CURILO.

De plus, du fait des difficultés rencontrées ces dernières années par la filière aéronautique et du positionnement spécifique de la ZAC des Florides au cœur du projet Henri Fabre, le rythme de commercialisation de ce projet a été ralenti.

Toutefois, au regard de la reprise économique de cette activité, nous pouvons considérer que les possibilités d'accueil d'entreprises sur ce site devraient se développer.

Ainsi le projet porté par le Groupe BARJANE à savoir l'implantation sur le lot 23 de la ZAC des Florides d'un bâtiment industriel livrable sous 12 mois après la signature d'un contrat de VEFA ou de location avec un ou plusieurs industriels, prend encore plus

aujourd'hui un intérêt opérationnel dans le cadre de la diversification de l'offre d'accueil.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure un avenant n° 3 au protocole foncier qui aura pour objet :

- De prolonger la réitération de l'acte en lien avec la commercialisation,
- D'élargir à des activités liées aux services à l'industrie et notamment dans les secteurs de l'aéronautique, de la défense, des biens d'équipement et de l'énergie,
- D'encadrer les délais liés au renouvellement des autorisations administratives,
- De préciser les délais de réitération de l'acte à un seuil de commercialisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane - Approbation d'un avenant numéro 3 au protocole foncier de cession

du lot 23 au profit des Sociétés CURILO et BARJANE».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'approbation d'un avenant n° 3 au protocole foncier de cession du terrain à bâtir moyennant un prix de 61,00 Euros / m², d'une superficie de 33 557m² environ pour un montant de 2 046 123,00 Euros HT, sis ZAC des Florides sur la commune de Marignane, permettra la réalisation d'immeubles en vue de conclure des baux de location avec les Sociétés dont les activités seront des services à l'industrie.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane - Approbation d'un avenant numéro 3 au protocole foncier de cession du lot 23 au profit des Sociétés CURILO et BARJANE, ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 010-398/18/CT

■ **Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle sise Gignac-La Nerthe appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit des parcelles appartenant à la Société EVEXUS PROMOTION**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16786/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle sise Gignac-La-Nerthe, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à la Société EVEXUS PROMOTION », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre d'une opération de construction sur la parcelle cadastrée AP 514, sise Impasse de la Bergerie, quartier des Pielettes, à Gignac La Nerthe, la Société EVEXUS PROMOTION a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire de la parcelle cadastrée AP 398, en vue d'obtenir un droit de passage en surface et en tréfonds sur celle-ci.

En effet, cette constitution de servitude de passage en surface et en tréfonds doit permettre l'installation des réseaux eau, assainissement, électricité et communications jusqu'au point de raccordement, au nord-ouest de la parcelle AP 398, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour accéder au domaine public métropolitain rue du Moulin d'Huile.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société EVEXUS PROMOTION, représentée par Monsieur Gilbert GAILLICOU, Gérant, ont convenu de conclure l'accord suivant sur la constitution d'une servitude de passage en surface et en tréfonds pour la pose des canalisations d'eau potable, assainissement, réseaux ci-dessus énoncés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle sise Gignac-La-Nerthe, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à la Société EVEXUS PROMOTION ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution de servitude de passage en surface et en tréfonds doit permettre à la Société EVEXUS PROMOTION de desservir leur propriété à différents réseaux assainissement, eau potable, électricité et télécommunications ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle sise Gignac-La-Nerthe, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à la Société EVEXUS PROMOTION ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-399/18/CT

■ Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement - Approbation du bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16794/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation du bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

La convention de concession a fait l'objet de 21 avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation du concédant au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2020.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le programme des équipements publics de la ZAC prévoit la réalisation d'un parking public sur une parcelle d'environ 3 400m² au nord du site pour répondre au besoin en stationnement des projets de mosquée et de transport collectif en site propre. Ces projets n'ayant pas été réalisés, la Métropole n'a pas encore engagé la construction du parc de stationnement.

La réservation pour équipement public est cependant maintenue dans le projet de PLUI arrêté de la Métropole car l'opportunité de réaliser un parking relais pourra se présenter à un horizon de dix à quinze ans quand une nouvelle ligne de transport en commun arrivera à proximité du site.

Afin de donner un usage à cette parcelle dans les années à venir la Métropole prévoit en accord avec la Ville de Marseille de faire réaliser par la SOLEAM un aménagement destiné au stockage des poteaux d'éclairage du service de l'éclairage et des illuminations de la Ville de Marseille en vue de délocaliser le parc à poteaux situé rue André Allar dans l'opération Euroméditerranée.

Ce terrain d'une superficie qui appartient à la Soléam aménageur de la ZAC sera donné à bail à la Ville de Marseille pour une durée de sept ans.

Ce bail qui est soumis pour approbation à notre assemblée prévoit que la Soléam réalisera les travaux de plateforme de stockage des poteaux, d'une voie de livraison, d'un dispositif de rétention des eaux pluviales, et d'une clôture de terrain. La livraison de cet équipement à la Ville de Marseille est prévue en mai 2019.

Le financement de cet équipement d'un cout maximum de 400 000 euros TTC est pris en charge par l'opération de ZAC qui recevra en recette un loyer annuel de 57 200 euros TTC. Ce loyer sera versé au bilan de l'opération d'aménagement concédée à la SOLEAM puis directement à la Métropole au terme de la concession d'aménagement prévue en 2020 après rétrocession par la SOLEAM du terrain d'assiette du bail à la Métropole.

La Métropole intervient dans les signatures de ce bail en sa qualité de concédant ayant vocation à recouvrer la propriété du terrain d'assiette du bail avant le terme de celui-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation du bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation du bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation du bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain d'environ 3 400 m2 aménagé pour le stockage des poteaux d'éclairage de la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-400/18/CT

■ **Convention de gestion et de prestations de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Zone d'Activité des Florides**

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16783/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activité des Florides.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM

Sur la commune de Marignane, la Métropole Aix Marseille Provence procède à l'aménagement du Technoparc des Florides d'une surface totale de 87 Ha.

Sur le Territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine assurait déjà les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau, l'assainissement sanitaire et pluvial.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activité Economique font partie des compétences de la Métropole à compter du 1er Janvier 2018 et impliquent la prise en gestion outre des voies et réseaux, antérieurement dans le champ des compétences Métropolitaines des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, la Métropole ne s'est pas dotée des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Aussi sur le périmètre du parc d'activité des Florides, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de la commune en lui confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

La présente convention a pour objet, sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, de remettre provisoirement en gestion à la commune de Marignane l'entretien des espaces verts sur les deux tranches de la ZAC des Florides d'une surface globale de 13.5Ha, ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public, d'en fixer la durée et de définir les modalités budgétaires, comptables et financières liées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine à La Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Zone d'Activités des Florides».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver une délibération portant sur l'approbation de la convention de remise en gestion provisoire à la ville de Marignane des espaces verts de l'arrosage et de l'éclairage public de la ZAC des Florides.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Zone d'Activités des Florides.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 015-401/18/CT

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu avec l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée à Marseille 2ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16790/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de

Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant 1 à la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée à Marseille 2ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a engagé la requalification du secteur urbain dégradé délimité par les rues Montolieu, Bon Pasteur et Fauchier, dénommé « Ilot Montolieu » dans le 2^e arrondissement, quartier Grands Carmes, à l'intérieur du périmètre de l'Opération d'intérêt National (OIN).

Cette opération s'inscrit dans un ensemble d'interventions qui ont pour objectif de remettre à niveau les quartiers d'habitat ancien du territoire de l'OIN : Programme de Rénovation Urbaine ZUS Centre Nord conventionné avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) pour plusieurs îlots urbains dégradés, Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Joliette, ZAC Saint Charles et ZAC Cité de la Méditerranée, en lien avec des opérations à l'initiative de la Ville telles l'Opération Grand Centre-Ville, la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) pour la rénovation des immeubles les plus dégradés, la requalification d'équipements municipaux de proximité.

Le schéma d'intervention établi par l'EPAEM pour l'îlot Montolieu prévoit sa rénovation complète et une reconfiguration permettant de créer des espaces verts en cœur d'îlot. L'opération consiste en l'acquisition et la démolition de bâtiments vétustes pour reconstituer une offre équilibrée de logements neufs, locatifs et en accession à la propriété, ainsi

que des bureaux et des locaux d'activité, à vocation culturelle, ouverts sur le quartier. Le projet inclut la production du foncier nécessaire à l'extension du groupe scolaire Montolieu mitoyen.

L'intérêt de l'opération d'aménagement a justifié sa Déclaration d'Utilité Publique qui permet de mener à bien les expropriations et les évictions nécessaires pour compléter la maîtrise du foncier et le libérer de son occupation.

Le montant total de dépenses de l'opération a été estimé à 6 000 000 euros, générant un déficit prévisionnel par rapports aux recettes escomptées de 3 200 000 euros. L'EPAEM finance 1 500 000 euros dans le cadre de la programmation inscrite au protocole-cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel 2012-2020.

Les partenaires de l'EPAEM sont convenus avec lui que le solde du déficit, soit 1 700 000 euros, serait financé entre la ville de Marseille, l'EPCI, alors communauté urbaine Marseille-Provence Métropole, et le Département des Bouches-du-Rhône à raison d'un tiers du montant chacun, soit 566 000 euros.

Tel est l'objet de la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu approuvée par le Conseil Municipal du 25 juin 2012. Cette convention signée entre la ville de Marseille, l'EPCI, le Département des Bouches-du-Rhône et l'EPAEM, a été notifiée le 8 avril 2013 sous le numéro 13/00562.

Depuis la signature de la convention, des évolutions ont conduit l'EPAEM à actualiser le bilan financier de l'opération dont le déficit a augmenté de 1 800 000 euros, dûs :

- pour 1 400 000 euros aux évictions commerciales beaucoup plus onéreuses que prévu du fait de la rénovation du Marché du Soleil,

- pour 400 000 euros à la perte de surface commercialisable du fait des restructurations nécessaires pour les surfaces dévolues au groupe scolaire.

Aujourd'hui les procédures liées aux évictions commerciales et expropriations sont suspendues faute de la trésorerie nécessaire et de la capacité d'assurer leur paiement. La mise en œuvre de l'opération d'aménagement est à l'arrêt.

L'EPAEM prévoit de mobiliser des financements de l'ANRU dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine en cours d'élaboration pour le centre ville : une subvention du déficit global de 5 000 000 euros au meilleur taux possible doit permettre en effet de couvrir les 1 800 000 euros de

dépassement du déficit initial. Toutefois la décision d'octroi d'une subvention par l'Agence n'est pas envisageable avant le premier trimestre 2019.

Pour ne pas retarder l'action foncière qui bloque la mise en œuvre de toute l'opération, l'EPAEM propose aux partenaires de lui apporter une garantie de recette de 1 800 000 euros à valoir sur la subvention à obtenir de l'ANRU.

Dans la mesure où la ville de Marseille souhaite que la libération du foncier nécessaire à l'extension du groupe scolaire Montolieu ne soit pas davantage retardée, par délibération n°18/0464/UAGP de son Conseil Municipal réuni le 25 juin 2018, elle a répondu favorablement à la sollicitation de l'EPAEM en posant les conditions suivantes :

-l'EPAEM s'oblige à solliciter auprès de l'ANRU une subvention du déficit global de 5 000 000 euros au meilleur taux possible. Il est escompté une subvention d'au moins 40 % qui couvrirait la totalité des 1 800 000 euros de dépassement du déficit initial.

-la couverture assurée par la ville de Marseille comptera dans sa participation financière globale au protocole-cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel dont l'actualisation est en cours de négociation entre les financeurs de l'EPAEM.

Les dispositions nécessaires sont introduites par l'avenant n°1 à la convention n°13/00562 de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu. L'avenant prévoit expressément qu'au cas où la subvention octroyée par l'ANRU est supérieure à 1 800 000 euros, le bonus viendra en déduction de la part de la ville de Marseille puis de la Métropole Aix-Marseille Provence substituée à l'EPCI Marseille Provence Métropole depuis le 1er janvier 2016 et du Département des Bouches du Rhône.

Les participations respectives de la métropole Aix-Marseille-Provence et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sont inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 à la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée à Marseille 2ème arrondissement »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 1 à la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée à Marseille 2ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 à la convention de

partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'ilot Montolieu avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée à Marseille 2ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VU 016-402/18/CT

■ Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille - Opération de restauration immobilière sur l'immeuble sis 5 rue Francis de Pressensé 1er arrondissement - Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique du programme de travaux nécessaire à la restauration immobilière de l'immeuble

Avis du conseil de Territoire DUFSV 18/16793/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille - Opération de restauration immobilière sur l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé - 1er arrondissement – Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique du programme de travaux nécessaire à la restauration immobilière de l'immeuble » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif et un volet coercitif. L'objet est de traiter 500 immeubles dégradés sur l'ensemble de la Ville découpée en deux lots géographiques. Ainsi, sur la base de diagnostics complets des immeubles cibles, l'action s'articule de la manière suivante :

- l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) permet d'aider les propriétaires privés (techniquement et financièrement) à mettre en œuvre un plan de redressement pérenne lorsqu'il est à leur portée ;
- lorsque le diagnostic conclut à une situation trop complexe ou dégradée qui, de ce fait, relève d'une intervention publique, la concession d'aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) permet la maîtrise foncière, amiable ou au titre de l'utilité publique, afin de traiter l'immeuble avec les moyens qui s'imposent.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Par délibération n°11/1283/SOSP du 12 décembre 2011, la Ville de Marseille a approuvé la mise en œuvre d'une opération de restauration immobilière au titre de l'article L313-4 du code de l'Urbanisme sur l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé dans le 1^{er} arrondissement (parcelles n°201801 A0075) et a habilité Monsieur le Maire, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique suivie de l'enquête parcellaire prévues aux articles R 313-23 et suivants du Code de l'Urbanisme, au profit de la Ville ou de son concessionnaire afin de mettre en œuvre l'opération.

Le Préfet, par arrêté n°2014-25 du 21 mars 2014, a prononcé au profit de Marseille Habitat la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la réalisation des travaux nécessaires à l'opération de restauration immobilière de l'immeuble situé 5, rue Francis de Pressensé.

Après une phase amiable d'incitation pour obtenir la réalisation des travaux, la puissance publique a décidé de recourir aux mesures contraignantes de la DUP, face à la carence du propriétaire.

Lors de l'enquête parcellaire, ouverte par arrêté préfectoral n°2014-47 du 25 juillet 2014, le propriétaire ne s'est pas engagé à réaliser les

travaux auprès du commissaire enquêteur qui a conclu favorablement à la cessibilité du bien. Mais, suite à un vice de forme dans la notification de la procédure au propriétaire, la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence a rendu une ordonnance de refus d'expropriation le 18 mars 2018.

Compte tenu de la durée de validité de cinq ans de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2014, l'expiration de la DUP le 20 mars 2019, ne permettra pas de maintenir les pleins effets de cet outil indispensable à la poursuite efficace du processus de requalification de ce bien. Il est donc proposé de demander la prorogation de cette procédure pour une durée de cinq ans supplémentaires, reportant ainsi le délai d'expiration au 20 mars 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille - Opération de restauration immobilière sur l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé - 1er arrondissement – Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique du

programme de travaux nécessaire à la restauration immobilière de l'immeuble.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille - Opération de restauration immobilière sur l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé - 1er arrondissement – Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique du programme de travaux nécessaire à la restauration immobilière de l'immeuble.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille - Opération de restauration immobilière sur l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé - 1er arrondissement – Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique du programme de travaux nécessaire à la restauration immobilière de l'immeuble.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 017-403/18/CT

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis-Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification n° 6s

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16791/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets

de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification n°6s » satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Présentation du rapport :

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis a fait l'objet de plusieurs procédures de modifications, révisions simplifiées et modifications simplifiées ; la modification simplifiée approuvée au conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portait sur l'inscription d'un secteur de mixité sociale et la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 11, sise avenue Alphonse Daudet, pour la réalisation de logements locatifs sociaux.

Par délibération du 14 novembre 2017, la commune de Cassis a sollicité du Conseil de Territoire Marseille Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s afin de corriger une erreur matérielle émanant de la procédure susvisée ; en effet, le projet bénéficiant d'une assiette plus étendue, il convient d'inscrire un secteur de mixité sociale et d'étendre la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 10, mitoyenne de la parcelle CM 11, sise avenue Alphonse Daudet.

Les adaptations envisagées du POS tenant lieu de PLU remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie de modification simplifiée.

Par délibération du 15 mai 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°6s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°18/093/CM du 22 juin 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°6s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°18/018/CT du 2 Août 2018, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au public du projet de modification n°6s du POS tenant lieu de PLU de Cassis. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé en mairie de Cassis et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant un mois, du 3 septembre 2018 au 3 octobre 2018 inclus.
- le dossier a été consultable sur une page dédiée du site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant la même période : www.marseille-provence.fr.
- les observations pouvaient être adressées par voie dématérialisée à l'adresse mail suivante : consultation-modif6plucassis@ampmetropole.fr.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 23 Août 2018 et 4 septembre 2018.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en commune et au Pharo, ni sur l'adresse électronique dédiée.

Le Conseil Municipal de la commune de Cassis a, par délibération du 8 novembre 2018, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°6s de

son POS tenant lieu de PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cassis du 14 novembre 2017 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de

la modification simplifiée n°6s du POS de la commune de Cassis et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

- La délibération du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification n°6s du POS valant PLU de la commune de Cassis ;
- L'arrêté d'engagement du 22 juin 2018 de la procédure de modification simplifiée n°6s du POS valant PLU de la commune de Cassis ;
- L'arrêté du 2 Août 2018 de mise à disposition de la modification simplifiée n°6s du POS valant PLU de la commune de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la modification n°6s ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au bilan de la mise à disposition au public et à l'approbation de la modification n°6s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification n°6s ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 018-404/18/CT

■ Opération Grand centre Ville - Pôle Flammarion à Marseille 4ème arrondissement - Approbation du dossier de création de la zone d'aménagement concerté Flammarion

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16804/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre Ville – Pôle Flammarion à Marseille 4^{ème} arrondissement – Approbation du dossier de création de la zone d'aménagement concerté Flammarion » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville et la CU MPM ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 35 pôles, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activités et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale Soléam. Elle s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Inclus dans l'Opération Grand Centre Ville, le pôle Flammarion est mitoyen d'autres opérations d'urbanisme en lien avec la rénovation du réseau ferré et la reconversion des friches militaires. Il s'agit d'un secteur adossé aux voies ferrées, bordé par la rue Bénédict et le boulevard Flammarion dans le quartier des Chutes Lavies au nord-ouest du 4^{ème} arrondissement de Marseille. Cet ancien secteur industriel d'une superficie de près de 6 ha connaît une évolution suite au départ de nombreuses entreprises trop à l'étroit en centre ville. Il est devenu un site stratégique en terme de renouvellement urbain du centre ville et une mutation s'est déjà engagée avec la création de plus de 300 logements, mais sans réelle cohérence d'ensemble, l'occupation actuelle restant disparate et mal irriguée, voire enclavée.

L'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre de l'îlot Flammarion a été approuvé en conseil municipal du 6 février 2012 afin de ne pas compromettre l'opération d'aménagement sur ce secteur.

Les études préalables conduites visent à permettre la création et la desserte d'un îlot résidentiel. Les principes d'aménagements s'articulent autour d'un maillage doux irriguant une nouvelle centralité où la gestion hydraulique et paysagère devra être mise en avant. Le programme proposé s'oriente essentiellement vers du logement dans un secteur du centre ville où la demande est forte, complété par des équipements publics (groupe scolaire, crèche, équipement de proximité) induit par l'arrivée de près de 1000 personnes nouvelles et des activités tertiaires.

L'objectif de créer sur la commune de Marseille une opération d'aménagement d'ensemble sur le pôle « Flammarion », le recours à la procédure de ZAC

envisagée pour assurer la cohérence urbaine et le financement des équipements ainsi que la définition des modalités de concertation publique ont été délibérés au conseil de la métropole lors de sa séance du 15 décembre 2016.

La concertation publique a eu lieu en juin et juillet 2017. Le bilan de cette concertation publique préalable à la création de ZAC Flammarion a été approuvé par le conseil métropolitain du 19 Octobre 2017.

Il convient maintenant d'approuver le dossier joint de création de la ZAC Flammarion. Ce dossier de création est constitué :

- d'un rapport de présentation qui rappelle les objectifs et les principes d'aménagement de la zone ;
- d'un plan de situation ;
- d'un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;
- de l'arrêté préfectoral n° AE-F09316P0218 du 13/12/2016 précisant que les impacts du projet sur l'environnement ne paraissent pas significatifs et que le projet de création de la ZAC n'est pas soumis à étude d'impact en application du code de l'environnement ;
- d'une étude circulation.

Le projet de ZAC prévoit la réalisation d'environ 300 logements, 800 m2 SDP d'activités, une crèche, un groupe scolaire et un équipement de proximité. Le programme sera précisé dans le dossier de réalisation de la ZAC sur lequel le Conseil de la Métropole sera amené à délibérer ultérieurement.

Le mode de réalisation choisi par la Métropole est celui de de la Convention Publique d'Aménagement au sens de l'article R311-6, 2ème alinéa du code de l'urbanisme. A ce titre, l'aménageur désigné sera la Soléam dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville à l'occasion de la délibération du CRAC 2017 de la concession OGCV et de son avenant n°9.

Le régime applicable en regard de la Taxe d'Aménagement sera l'exonération de la part intercommunale au profit du régime des participations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre Ville – Pôle Flammarion à Marseille 4^{ème} arrondissement – Approbation du dossier de création de la zone d'aménagement concerté Flammarion.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre Ville – Pôle Flammarion à Marseille 4^{ème} arrondissement – Approbation du dossier de création de la zone d'aménagement concerté Flammarion.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre Ville – Pôle Flammarion à Marseille 4^{ème} arrondissement – Approbation du dossier de création de la zone d'aménagement concerté Flammarion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 019-405/18/CT

■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16858/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Au-delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'exploitation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs et au-delà d'un tissu économique, pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

Le projet consiste en l'aménagement d'une voie publique et correspond à l'emplacement réservé ER 14-015, avec la réalisation d'une raquette de retournement qui avait fait l'objet d'une demande de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme par délibération n° 026-1528/16/CM du 15 décembre 2016.

Cette modification est prise en compte dans le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté le 26 juin 2018, il n'est donc plus nécessaire de demander la mise en compatibilité au titre de la déclaration d'utilité publique.

De ce fait, il convient d'annuler la délibération n° 026-1528/16/CM du 15 décembre 2016, adoptée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui portait sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ainsi que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Toutefois, pour permettre la réalisation de cette opération la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir plusieurs parcelles.

Les premières négociations ont été engagées avec certains propriétaires concernés pour acquérir à l'amiable les emprises nécessaires au projet.

Si celles-ci n'aboutissent pas, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation.

En application de l'article R131-14 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône les ouvertures de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l’élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Demande d’ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d’utilité publique et parcellaire pour la requalification d’une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l’ouverture conjointe de l’enquête publique préalable à la déclaration d’utilité publique avec celle relative à l’enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer d’utilité publique les travaux de requalification de la voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toute démarche et négociation au vu d’obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains concernés par l’opération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Demande d’ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d’utilité publique et parcellaire pour la requalification d’une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 020-406/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d’aménagement de la ZAC du Vallon de Régny à Marseille 9^{ème} arrondissement - Approbation de la participation de la Métropole à l’équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l’avenant 13 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16807/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d’aménagement de la ZAC du Vallon de Régny à Marseille 9^{ème} arrondissement – Approbation de la participation de la Métropole à l’équilibre du bilan – Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole – Approbation de l’avenant 13 à la convention de concession » satisfait les conditions de l’article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement en limite avec le 10^{ème} et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l’hôpital

Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régny pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régny».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de

concedant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Régny a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, l'absence d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération a également contribué à retarder la commercialisation et la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux portions des contre-allées du boulevard Urbain Sud existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régny a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la Soleam par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions de la collectivité a été envisagée dès 2015. Dans ce contexte, la Soleam a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil pour réinterroger tout le projet initial, en intégrant les projets en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Indigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte :

- du transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,
- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

D'autre part, au regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Cette première convention étant devenue caduque en 2018, une nouvelle convention a été approuvée lors du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 afin de prendre en compte les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions récentes du projet urbain et de ses abords ainsi que les échéances du Projet Urbain Partenarial.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVDD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette

baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL Soleam suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un échéancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant 7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement

- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 Octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie

portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence se substitue à cette dernière pour la poursuite de l'opération. Un avenant n° 9 en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n°T1600915C0.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°10 a approuvé ces modifications ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération n°URB 010-2349/17/CM du 13 juillet 2017 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 70 176 133 euros TTC en augmentation de 1 184 282 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été inchangée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°11 a approuvé la modification de l'échéancier de versement de la participation du concédant aux équipements publics ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°12 à la convention de concession ayant pour objet :

- de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur pour les missions de commercialisation, de gestion locative et de

liquidation pour les mettre en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.

- de préciser l'échéancier de prise de rémunération pour la réalisation des équipements scolaires

L'objet du présent rapport est de soumettre au Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM

Activité de la concession sur l'année 2017 et perspective pour les années à venir :

En ce qui concerne les acquisitions foncières : en 2017, l'aménageur a poursuivi des négociations amiables afin de maîtriser la dernière parcelle à acquérir pour la réalisation de la U522 tronçon sud. Cette négociation n'a pas aboutie et se poursuivra en 2018. Un engagement des négociations avec les propriétaires sera effectué en 2018 afin de maîtriser les emprises du tronçon Nord de la U522, entre l'ancien chemin de Cassis et le Bd Paul Claudel. Un dossier de demande de DUP sera élaboré pour les acquisitions qui ne pourraient pas être réalisées à l'amiable.

Par ailleurs, l'aménageur a prévu en 2018 d'acquérir la Bastide « Les Trembles » appartenant à HMP en limite extérieure de la ZAC, en vue de sa restauration et de sa revente pour un usage qui sera défini en lien avec le nouveau projet urbain. De plus, SOLEAM devra acquérir des reliquats de terrains appartenant à la Ville, situés au cœur de l'opération ainsi qu'une parcelle bâtie appartenant à la Métropole, située sur l'emprise de la U522 Nord.

En ce qui concerne les études :

L'année 2017 a été consacrée à la poursuite des études urbaines et paysagères en vue de l'approbation d'un nouveau plan d'aménagement de la ZAC.

L'année 2018 permettra de poursuivre les réflexions urbaines, paysagères et architecturales afin de préciser les prescriptions qui seront intégrées aux fiches de lot et cahiers des charges de cession des terrains aux constructeurs. Il est notamment envisagé la poursuite de la mission d'architecte conseil, le lancement d'études techniques hydrauliques et de sols, la poursuite des études de conception des espaces publics, la désignation d'un OPC urbain chargé de la coordination générale de l'opération, le lancement d'études visant à modifier le dossier de réalisation ainsi qu'une mise à jour de l'étude d'impact.

Il sera également engagé une réflexion sur la soumission d'une candidature de cette opération aux labels Ecoquartier et/ou NF AMENAGEMENT HQE.

En ce qui concerne les travaux :

Il n'y a pas eu de nouveaux travaux réalisés en 2017, il n'est pas prévu de travaux d'importance en 2018.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses engagées s'élèvent à 281 000 euros en baisse de 613 053 euros par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- Le non aboutissement de l'acquisition de la dernière parcelle nécessaire à la mise en œuvre du tronçon sud de la U522,
- le volume d'étude en baisse par rapport aux prévisions,
- des dépenses annexes supplémentaires pour « entretien sur terrains et patrimoine ». Ceci est dû à la mise en place d'un contrat de nettoyage hebdomadaire de la place Didier Garnier, devant le Collège Gyptis dans l'attente de sa reprise en gestion par les services de la Métropole, à la nécessité de réparer régulièrement les clôtures protégeant les terrains, à une campagne de débroussaillage ayant un coût plus important que prévu. Par ailleurs le poste « taxe foncière » n'avait pas fait l'objet d'une prévision de dépenses sur 2017 alors qu'elle s'est élevée à 19 428 euros. En conséquence, ce budget devra être réévalué pour les prochaines années.
- Une baisse des frais financiers par rapport au montant prévu en 2017. Les emprunts contractés en 2017 généreront au final des frais financiers qui ne seront facturés qu'en 2018. Par ailleurs il a été réglé des frais financiers court terme qui se sont révélés plus importants que prévus du fait du décalage de mise en place des emprunts.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 20 644 393 euros soit 29.90% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 334 286 euros soit 28.80% de réalisation par rapport au budget prévisionnel à terme

- budget acquisition (dont U522) : 12 491 823 euros soit 71.75% de réalisation

- budget travaux : 5 145 369 euros soit 18.59% de réalisation

- budget dépenses annexes : 544 178 euros soit 38.94% de réalisation

- budget frais financiers : 842 137 euros soit 87.54% de réalisation

- Rémunération de l'aménageur : 1 280 768 euros soit 25.50 % de réalisation

- Groupe scolaire : 5 832 euros soit 0.03% de réalisation

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 73 051 693 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 1 160 744 euros soit 1,60% du coût de l'opération

- Acquisitions (dont U522) : 17 408 036 euros soit 23.80% du coût de l'opération

- Travaux : 27 668 116 euros soit 38% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 1 397 222 euros soit 1,90% du coût de l'opération

- Frais financiers : 961 930 euros soit 1,30% du coût de l'opération

- rémunération aménageur 5 021 185 euros soit 6,80% du coût de l'opération

- Groupe scolaire 15 412 484 euros soit 21,10% du coût de l'opération

- TVA reversée 4 021 976 euros soit 5,50 % du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 2 875 560 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une augmentation de 363 596 euros du budget études du fait de la relance des études urbaines, architecturales, paysagères et programmatiques sur l'ensemble du site de l'opération.

- une augmentation de 1 922 873 euros du budget acquisitions du fait d'une réévaluation du coût de certaines acquisitions, de la nécessité d'acquérir de nouvelles parcelles pour les besoins du nouveau projet d'aménagement, de la provision d'une indemnité de remploi induite par la nécessité d'instaurer une DUP sur le secteur de la U522 Nord.

- une baisse de 555 196 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement liée à un ajustement des montants avec les coûts réels constatés, un réajustement des montants des travaux restant à réaliser et une réévaluation à la baisse des honoraires techniques.

- une augmentation de 95 572 euros concernant le budget des équipements scolaires.

- une augmentation de 328 813 euros du poste Dépenses annexes lié au besoin croissant de gestion des terrains du fait de leur accessibilité nouvelle ainsi que pour procéder à de lourds travaux sur le patrimoine arboré existant.

- une augmentation de 1 285 678 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- une baisse de 676 222 euros du poste Frais Financier qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération.

- une augmentation de 110 446 euros du poste TVA résiduelle

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 3 052 euros correspondant à des produits divers et loyers.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 643 853 euros soit un taux d'avancement de 9.08% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 4 517 205 euros soit 9% du budget prévisionnel à terme

- Produits divers : 126 648 euros soit 10.82% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 51 118 802 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et

aux équipements, en hausse de 1 365 315 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse des recettes s'explique essentiellement par la réévaluation du montant des charges foncières. Elle est toutefois minorée par l'instauration d'une provision pour abattement sur prix de vente d'un montant total de 9 841 296 euros TTC , qui permettra dans le cadre des négociations avec les opérateurs, d'envisager des dispositions financières incitatives pour la réalisation de bâtiments exemplaires sur le plan environnemental et en terme d'innovation. Par ailleurs, il est intégré au bilan la cession à la Métropole des terrains d'assiette du Boulevard Urbain Sud au montant de l'estimation des Domaines, cet ouvrage n'étant pas prévu à la charge de l'opération au programme des équipements publics.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2016. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires : 15 560 621 euros

Lors de l'approbation par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 du CRAC , arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser par l'aménageur deux groupes scolaires dans le cadre de la concession.

En effet, la prise en compte des besoins générés par les opérations de logements aux abords de la ZAC nécessite de renforcer les équipements scolaires et d'envisager une première école primaire composée de 6 maternelles et 10 élémentaires pour la rentrée scolaire 2021 ainsi qu'une deuxième école composée de 3 maternelles et 5 élémentaires à plus long terme.

Au vu de l'avancement des études et des chiffrages relatifs à la première école, il est constaté que la participation globale de la Ville de Marseille d'un montant de 15 560 621 euros affectée pour la réalisation des deux écoles ne permettra de couvrir que le coût du premier équipement scolaire.

Le versement de cette participation a fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016. Il conviendra que la Ville augmente cette participation si la réalisation du deuxième groupe scolaire se révélait nécessaire.

Le versement de la participation de la Ville est envisagé de la manière suivante :

2018 :	209 758 euros
2019 :	1 300 000 euros
2020 :	5 534 000 euros
2021 :	8 000 000 euros
2022 :	516 864 euros

- participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 5 007 761 euros soit une augmentation de 882 855 euros par rapport au dernier bilan, du fait d'une réévaluation des coûts du foncier à acquérir et du montant prévisionnel des travaux estimés par le maître d'œuvre, ainsi que de la rectification d'erreurs dans les calculs du montant de participation dans les deux derniers CRAC approuvés.

Son échéancier de versement est envisagé de la manière suivante :

2018 :	325 979 euros
2019 :	325 806 euros
2020 :	819 343 euros
2021 :	1 404 588 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	727 457 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une première avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée en 2016. Selon les principes approuvés lors du transfert de l'opération, le remboursement de cette avance sera effectué par l'aménageur à la Métropole. Ce remboursement en un seul versement prévu en 2021 a été reporté en 2023 lors de l'approbation du dernier bilan et a fait l'objet de l'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régný a été freinée dans sa réalisation. Ceci entraîne un retard de rémunération pour

l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 521 826 euros selon le montant des dépenses actuelles. Au 31 décembre 2017, l'aménageur a déjà perçu 282 807 euros de rémunération sur dépenses effectuées et 469 009 euros d'avance sur rémunération.

Avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet d'approuver l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et son échéancier de versement ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Solde de Trésorerie :

Il est positif au 31 décembre 2017 pour un montant de 1 099 134 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2017 s'élèvent à 18 000 000 euros dont 12 000 000 euros ont été remboursés au 31 décembre 2017. Un emprunt de 6 000 000 euros a été contracté en 2017 par l'aménageur pour pallier la trésorerie négative de l'opération. Le remboursement de cet emprunt s'étalera entre 2018 et 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la ZAC du Vallon de Régný à Marseille 9^{ème} arrondissement – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole – Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la ZAC du Vallon de Régný à Marseille 9^{ème} arrondissement – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole – Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la ZAC du Vallon de Régný à Marseille 9^{ème} arrondissement – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole – Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 021-407/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du site Billard Bricard - Gignac la Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16909/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence .

Par délibération en date du 3 Juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement du secteur Billard – Bricard et a approuvé un mandat d'étude avec la SOLEAM en vue de conduire les études préalables à la création d'une ZAC à vocation économique.

Dans le cadre des études pré-opérationnelles engagées sur le périmètre de projet de 20 hectares, des investigations sur la pollution d'un site de stockage de terres inertes situé au cœur du périmètre de projet ont été menées, mettant en évidence sur ces tènements fonciers la présence de terres polluées provenant de déchets de matériaux du BTP comprenant notamment des fibres d'amiante.

Ce site est pour un tiers de sa surface (soit 1.5ha environ) désormais propriété de la Métropole suite à une acquisition en 2012.

Compte tenu de ces éléments, il est apparu nécessaire de faire évoluer le mandat d'étude confié à la SOLEAM dans le cadre d'un avenant au mandat d'étude approuvé lors de la séance du conseil Métropolitain du 18 Octobre dernier.

En regard du nouveau contexte, cet avenant confie à la SOLEAM les missions de compléments des études pollutions du site avec analyse de l'impact sur la nappe phréatique, la définition des principes de sécurisation du site pollué et l'engagement des études préalables à la réhabilitation de ce site, et

enfin la reprises des scénarii d'aménagement global du site en intégrant les données liées à la pollution.

Ainsi, il convient d'ouvrir une autorisation de programme permettant d'une part de poursuivre ces études pollution et pré-opérationnelles sur ce site et d'intégrer les travaux de réhabilitation du site pollué dans le cadre du projet d'aménagement.

L'opération d'investissement n°2019001100, « Aménagement site Billard Bricard – Gignac la Nerthe », d'un montant de 6 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Aménagement du site Billard Bricard - Gignac la Nerthe » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du site Billard Bricard - Gignac la Nerthe ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 022-408/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement établi au 31 décembre 2017 et approbation de l'avenant 8 à la convention de concession

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 18/16811/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement établi au 31 décembre 2017 et approbation de l'avenant 8 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée à 2 reprises de deux années par avenants portant son échéance au 31 janvier 2021.

Par avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n°T1600908CO notifié à la Soléam le 7 juin 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, il a été décidé de procéder à la démolition du groupe des Cèdres sud et de la tour des Cyprès. Du fait de sa désaffectation, il a également été envisagé de recycler le centre commercial des Cèdres.

Ce changement d'orientation du PRU a conduit le GIP Marseille Rénovation Urbaine à mener une étude urbaine en 2012 et à étudier les conditions financières de mise en œuvre d'un nouveau projet.

Cette étude a permis de redéfinir le contenu du PRU et d'élaborer un programme et un bilan financier du projet d'ensemble. Ce nouveau programme a été approuvé par un avenant n°2 à la convention ANRU qui a été signé le 12 avril 2016 par les partenaires.

Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation d'un quartier presque exclusivement constitué d'habitat social vétuste en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre, la concession du Vallon de Malpassé vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'objet du présent rapport est de présenter au conseil de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017

L'année 2017 est la cinquième année de la concession d'aménagement.

Depuis 2013 ont été précisées les études urbaines d'aménagement, et engagées les études techniques et foncières. Les premières opérations ont été lancées, ce qui a permis en particulier de livrer à la Ville de Marseille les jardins partagés des Lauriers et de lancer la réalisation du square et de la descente des collèges.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2017 et pour les années suivantes porte principalement sur :

- les acquisitions de biens publics et privés nécessaires à l'opération

Un avenant n°1 au protocole foncier établi avec HMP a été signé concernant le lot 2, pour le programme de construction de l'Association Foncière Logement (AFL), et pour le lot 3 destiné à recevoir une crèche. Un protocole sera établi avec HMP pour l'acquisition du foncier du lot 22.

Les acquisitions dans le centre commercial des Cèdres (2lots) ont été poursuivies en 2017 et Habitat Marseille Provence (HMP) a cédé le foncier support des jardins partagés et du lot 3 destiné à accueillir une crèche.

- la commercialisation des lots à bâtir

La cession du lot 2 à l'AFL doit intervenir en 2018, il s'agit d'une vente à l'euro symbolique conformément à la convention ANRU.

La pré-commercialisation des lots 4 et 6 est également envisagée en 2018.

La commercialisation du lot 10 sera engagée après l'acquisition des murs et fonds du centre commercial, un dossier de déclaration d'utilité publique a été établi pour permettre l'expropriation, il sera déposé fin 2018 ou début 2019.

La commercialisation du lot 22 est conditionnée par la libération par HMP des terrains du groupe des « Cèdres sud » prévue courant 2018.

- les études

Les études relatives à la « descente des Cèdres » ont été lancées, ainsi que celles relatives au

parachèvement de l'esplanade des Cèdres.

- les travaux

Les travaux du square des collèges ont été réceptionnés au mois d'août 2017, ceux de la traverse des collèges réceptionnés, avec réserves, au mois de décembre. Le lancement des travaux de la descente des Cèdres, de la traverse des Cyprès et du square des Cèdres est envisagé en 2019. Le parachèvement de la place des Cèdres interviendra à la fin des opérations.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2017

Le bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2016 approuvé au Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017.

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées s'élèvent à 828 376 euros TTC, en diminution de 1 100 324 euros TTC et se décomposent-en :

- 34 459 euros TTC d'études, 196 730 euros TTC d'acquisitions, 25 836 euros TTC d'honoraires techniques, 437 605 euros TTC de travaux VRD.

Ces postes sont globalement en diminution par rapport au budget prévisionnel principalement en raison du décalage en 2018 de paiements prévus en 2017 et de postes provisionnés non consommés.

- 32 747 euros TTC de dépenses annexes et 248 euros TTC de frais de commercialisation, 107 euros TTC de frais financiers, montants restés stables,

- 100 644 euros TTC de rémunération forfaitaire sur dépenses, en baisse de 30 203 euros, cette opération générant des dépenses à un rythme moins rapide qu'envisagé,

- 99 000 euros TTC de dépenses de dépollution sont reportées,

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017,

Les dépenses réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 2 510 719 euros TTC (17,84 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 79 107 euros TTC pour les études soit 44,59 % du budget total prévisionnel des études.

1 089 999 euros TTC pour le foncier soit 21.83 % du budget total prévisionnel du foncier,

- 771 981 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 10.29 % du budget total de ces postes,

- 69 024 euros TTC pour les dépenses annexes soit 29,92 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

- 909 euros de frais financiers soit 100 % du budget prévisionnel en frais financier,

- 499 699 euros de rémunération soit 42.97 % du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, des dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, hors TVA non récupérable (477 664 euros) à 14 066 185 euros TTC en augmentation de 714 952 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2016.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 177 398 euros TTC pour le budget études (1,26 % des dépenses totales) qui est en augmentation de 26 400 euros par rapport au CRAC précédent du fait des besoins supplémentaires en études géotechniques,

- 4 992 828 euros TTC pour le foncier (34,5 % des dépenses totales) ; en diminution de 103 950 euros du fait de la réduction de la surface du lot 6 dont une partie sera cédée directement à la Ville de Marseille pour permettre la reconstruction de l'école Bouge,

- 7 501 569 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (53 % des dépenses totales) ; ce montant est en augmentation de 494 313 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent pour répondre au programme qualitatif du PRU et aux contraintes du site,

- 230 681 euros pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (1,63 % des dépenses totales), en augmentation de 76 804 euros, du fait principalement de l'accroissement des taxes foncières relatives au portage foncier du centre social.

- 909 euros TTC de frais financiers,

- 1 162 800 euros TTC de rémunération (8.26 % des dépenses totales) en augmentation de 341 118 euros. Afin de rémunérer l'aménageur pendant la phase d'étude plus longue et complexe que prévue, il est proposé d'octroyer une rémunération forfaitaire de 50 000 euros par an sur une durée de 6 ans.

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2017 d'un montant de 73 214 euros TTC correspondant à la subvention versée par la Région Provence Alpes Côte d'Azur au titre de sa participation au PRU.

Elles sont en diminution de 649 961 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage à 2018 des règlements de la cession du lot 1 (11 543 euros) , du lot 3 (156 000 euros) et de la subvention de la Ville de Marseille au titre du PRU (482 417 euros)..

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les recettes s'élèvent à 2 667 719 euros TTC, soit 19,36 % des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 880 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 5 %,

- à la subvention de l'ANRU pour 310 973 euros, à la subvention Région pour 73 214 euros soit un taux d'avancement de 10,2 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,

- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier et de la Métropole pour 1 500 000 euros d'équilibre et 360 000 euros au titre de la convention ANRU, soit un taux d'avancement du versement des participations de 36 %,

- à des produits financiers et divers pour 3 360 euros.

Au terme de la concession, les recettes (hors la participation du concédant à l'équilibre de l'opération et l'apport foncier en nature) s'élèvent à un montant global de 8 361 181 euros, en baisse de 333 468 euros en regard du bilan approuvé l'an dernier. Ceci provient principalement des pertes de recettes attendues sur plusieurs projets immobiliers à commercialiser. Elles comprennent principalement :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 4 195 585 euros TTC,

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU, inchangée à savoir :

- la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC qui a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soléam, signée le 23 novembre 2016. Cette participation versée en deux règlements

égaux de 482 417 euros TTC en 2017 et 2018, ne pourra être inscrite qu'en 2018 dans les comptes de la Soleam, le premier versement n'ayant été perçu qu'en début d'année 2018,

- l'ANRU pour 2 073 153 euros TTC,

- la Région pour 732 139 euros TTC.

La participation de la Ville alors concédante

La Ville a contribué à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM d'un montant de 210 332 euros.

La participation de la Métropole

La Métropole versera à la Soleam une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 5 202 123 euros, en augmentation de 1 303 053 euros par rapport au précédent CRAC. 1 500 000 euros TTC ont déjà été versés en 2017, les autres règlements seront versés selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 2018 : 617 583 euros TTC

- 2019 : 622 819 euros TTC

- 2020 : 900 000 euros TTC

- 2021 : 1 345 260 euros TTC

- 2022 : 216 721 euros TTC

La participation liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soléam n°16/077 susvisée d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2020

Avance

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2021.

La TVA et la trésorerie

La TVA reversée à l'opération est estimée à 900 067 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive à hauteur de 560 347 euros fin 2017, en lien avec le

différentiel des dépenses et recettes réalisées.

Avenant à la concession

L'avenant 8 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé T1600908CO soumis à votre approbation a pour objet d'acter :

- la prorogation de 2 années de l'opération, soit jusqu'au 31 janvier 2023 ;

- l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM au titre de cette participation et au titre du conventionnement avec l'ANRU,

- compte tenu de la complexité de l'opération, de la durée de la phase étude plus longue que prévue et de sa prolongation, il est acté une rémunération forfaitaire 300 000 euros sur toute la durée de l'opération, correspondant à 50 000 euros par an de 2013 à 2018 ;

- les modalités d'imputation de la rémunération sur dépenses qui augmente de 514 965 euros à 549 821 euros;

- de mettre le calcul de la rémunération de liquidation en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement établi au 31 décembre 2017 et l'approbation de l'avenant 8 à la convention de concession ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement établi au 31 décembre 2017 et l'approbation de l'avenant 8 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement établi au 31 décembre 2017 et l'approbation de l'avenant 8 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 023-409/18/CT

■ Approbation des dévalorisations des opérations d'aménagement transférées de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16898/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence .

Par délibérations N°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le transfert par la Ville de Marseille de 18 opérations d'aménagement en cours d'exécution :

- ZAC des Hauts de Sainte Marthe
- ZAC Château Gombert
- ZAC Saint Louis
- ZAC de la Jarre
- ZAC du Rouet
- ZAC Saumaty Séon
- ZAC de la Valentine
- ZAV Vallon Régnys
- ZAC Capelette
- ZAC saint Just
- Concession d'aménagement Kalliste
- Eradication Habitat Insalubre (EHI) Lot 1
- Eradication Habitat Insalubre (EHI) Lot 2
- Résorption Habitat Insalubre 5RHI) Saint Mauront Gaillard
- Opération d'aménagement Malpassé
- Opération d'aménagement Savine
- Opération d'aménagement Grand Centre Ville
- Opération d'aménagement Mardirossian

Certaines de ces opérations nécessitent un réajustement du montant de l'autorisation de programme qui leur est affectée.

Une hausse, d'un montant total de 17 200 000 euros TTC, est liée à des ajustements de la participation du concédant à l'équilibre du bilan, à des travaux, des études, ou encore des périmètres d'opérations qui évoluent en lien avec des acquisitions foncières plus élevées et concerne les opérations suivantes :

- ZAC Château Gombert
- ZAC de la Valentine
- Opération d'aménagement Savine
- Opération d'aménagement Grand Centre Ville

Ces révisions d'autorisation de programme font l'objet de délibérations spécifiques.

En contrepartie, une étude fine de chaque opération d'aménagement a permis de réajuster à la baisse la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant global de 16 050 000 euros TTC, sur les opérations suivantes :

- ZAC de la Jarre : - 1 400 000 euros (opération 2015119700 – AP 151064BP)
- Opération d'aménagement Mardirossian : - 5 800 000 euros (opération 2015120900 – AP 151064BP)
- ZAC Capelette : - 4 000 000 euros (opération 2015121000 – AP 151064BP)

- ZAC Saint Just : - 1 000 000 euros (opération 2015121100 – AP 151064BP)
- EHI Lot 1 : - 3 300 000 euros (opération 2015120300 – AP 151065BP)
- EHI Lot 2 : - 550 000 euros (opération 2015120400 – AP 151065BP)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation des dévalorisations des opérations d'aménagement transférées de la Ville de Marseille ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation des dévalorisations des opérations d'aménagement transférées de la Ville de Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 024-410/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - ZAC Château Gombert - Marseille - et de son affectation

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16899/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence .

L'évolution de l'opération d'aménagement sur la Zone d'Aménagement Concerté Château Gombert à Marseille implique une hausse de la participation du concédant à l'équilibre du bilan.

Cette hausse a pour but de compenser les postes suivants :

- l'augmentation du budget « Travaux / honoraires Techniques » et plus particulièrement la hausse des postes Amélioration des équipements publics du Technopole, de parachèvement avant rétrocession, des imprévus ainsi que des honoraires techniques correspondants,
- la baisse du budget cessions Logements s'expliquant principalement par les réductions du prix de cession de la « Bastide Blanche » ré-estimé après prise en compte des travaux de remise en état nécessaires et du terrain « arrière SERETE suite à une réduction de la densité du programme immobilier de SNI,
- la baisse du budget Cessions Centre Urbain résultant du réajustement du prix de cession du terrain d'assiette du projet de restaurant solaire Le Présage suite à une surestimation dans les précédents CRAC et à une diminution de densité liée à la nature du projet.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015119500 inscrite au budget pour un montant initial de 4 800 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119500 - ZAC Château Gombert - Marseille- et de son affectation ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119500 - ZAC Château Gombert - Marseille- et de son affectation ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 025-411/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement- ZAC de la Valentine Marseille - et de son affectation

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16900/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence .

La ZAC de la Valentine a été supprimée depuis octobre 2016 (atteinte du programme de construction).

La concession d'aménagement demeure afin d'achever des travaux et études engagées.
Le montant total de participations de la collectivité publique à l'opération est de 7 448 455 euros dont 5 440 297 euros ont déjà été payés par la Ville de Marseille.

Le solde de paiement est ainsi de 2 008 158 euros (dont 1 500 000 euros à payer en 2019 et 508 158 euros en 2020). Ces montants sont inchangés depuis plusieurs années et nécessaires à l'équilibre de l'opération.
Les dates de paiements sont adaptées aux besoins de trésorerie de l'opération.

Afin de pouvoir assumer la participation de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120000 inscrite au budget pour un montant initial de 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 2 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - ZAC de la Valentine Marseille - et de son affectation ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'« Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - ZAC de la Valentine Marseille - et de son affectation ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 026-412/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aménagement Savine Marseille - et de son affectation

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16901/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire pour information le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement de la Savine à Marseille, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est en augmentation de 2 557 011 euros et comprend à la fois la participation pour équipements publics et la participation à l'équilibre.

Cette augmentation s'explique principalement par l'extension de plus de 40% du périmètre de l'opération sur le site haut de la Savine fin 2017 et par conséquent par un poste d'acquisition foncière plus élevé, et par une augmentation globale de l'estimatif des travaux de voirie.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120700 inscrite au budget pour un montant initial de 5 600 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 3 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 9 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de

l'opération d'investissement - Aménagement Savine Marseille - et de son affectation » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120700 - Aménagement Savine Marseille - et de son affectation » .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 027-413/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aménagement Grand Centre Ville Marseille - et de son affectation

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16902/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Autorisation de Programme concernant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » de Marseille n'a pas été votée par l'EPCI à hauteur des montants contractuels nécessaires.

La présente révision du montant de l'opération d'investissement consiste en l'ajustement de l'enveloppe par rapport au besoin du dernier Compte rendu à la collectivité approuvé par délibération URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017, soit une enveloppe prévisionnelle globale de 95 000 000 euros décomposée comme suit :
46 000 000 euros pour couvrir la participation au déficit de l'opération,
49 000 000 euros pour la participation aux aménagements d'espace public.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120800 inscrite au budget pour un montant initial de 85 700 000 euros TTC et enregistrée dans

l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 9 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 95 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aménagement Grand Centre Ville Marseille - et de son affectation » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aménagement Grand Centre Ville Marseille - et de son affectation » .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 028-414/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement friche Duclos

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16908/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette opération vise à engager sur une ancienne friche industrielle de la commune de Septèmes-les-Vallons après acquisition du site dans le cadre d'une convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA, des études pré opérationnelles permettant de définir le futur projet d'aménagement et d'évaluer le coût d'aménagement.

Ce site situé en entrée de ville permettra de mettre en œuvre un projet de réaménagement d'ensemble du Centre-ville Nord de la Commune.

Sur 24 Ha, ce projet devra redévelopper un lien urbain entre le centre-ville au Sud et la Gare de Septèmes les vallons au Nord. Ce site est compris dans le périmètre de la démarche éco quartier mise en œuvre par la commune en 2015.

Dans ce cadre, d'ores et déjà une Orientation Publique d'Aménagement d'intention établie lors de l'élaboration du PLUi arrêté en Juin 2018 exprime les principales orientations urbaines dans le cadre de la requalification de ce site qui passe au PLUI en zonage urbanisation future.

La programmation attendu sur ce site doit permettre d'accueillir des logements, la requalification d'espace public, la création d'une esplanade traversant la départementale vers la médiathèque situé en face, mais également la création de continuités bâties, douces ou paysagère.

L'opération d'investissement n°2019001000, « Duclos Septèmes », d'un montant de 1 200 000 euros TTC , inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aménagement friche Duclos ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aménagement friche Duclos ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 029-415/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement Grand Centre Ville à Marseille - Approbation de l'avenant 9 à la concession - Approbation de l'avenant 2 à la

convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16809/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement "Grand Centre Ville" à Marseille - Approbation de l'avenant 9 à la concession - Approbation de l'avenant 2 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille – Approbation de la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat T1600914CO.

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels au concédant (CRAC) ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes :

- par délibérations du Conseil Municipal de Marseille pour les exercices 2011, 2012, 2013,

- par délibération du Conseil Communautaire Marseille Provence Métropole pour l'exercice 2014,

- par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 a été approuvé, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant 7 à la concession d'aménagement T1600914CO qui a repris les objectifs ajustés sur 25 pôles de projet prioritaires :

- .Produire 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,

- .Produire de 11 600 m² locaux d'activité ou commerce et 9 000 m² d'équipements,

- .Améliorer 2 000 logements par une incitation des propriétaires grâce à un système d'aides aux travaux,

- .Ravaler 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre ville,

- .Créer et améliorer 47 000 m² de voiries et d'espace public pour renouveler l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

- par délibération URB 002-3276/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a été approuvé, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant 8 à la concession d'aménagement T1600914CO prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2025 compte tenu du délai des procédures d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre des opérations engagées.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole :

- le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la concession «Grand Centre Ville »,

- l'avenant 9 à la dite concession actualisant l'échéancier de versement des participations,

- l'avenant 2 à la convention tripartite entre la Métropole, la SOLEAM et la ville de Marseille pour le financement d'investissements municipaux, actualisant le programme et fixant l'échéancier de versement de la participation municipale.

- la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services prise au titre des articles L5215-17 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, afférente à ce programme

Il est rappelé que par délibération du 11 décembre 2016 ont été approuvés le principe du recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour le pôle Flammarion, et les modalités de la concertation publique qui a ainsi pu se dérouler du 21 juin au 21 juillet 2017 et dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole 10 octobre 2017.

Le dossier de création de la ZAC en cours d'élaboration doit préciser le mode de réalisation. Il est prévu que cette opération soit concédée à la SOLEAM dans le cadre de la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » T1600914CO dont le bilan global intègre un sous-bilan prévisionnel en dépenses et recettes sur le pôle Flammarion qui provisionne les participations de la Métropole et de la ville de Marseille.

Par ailleurs, le programme des équipements municipaux partie prenante de l' « Opération Grand Centre Ville » et resté à la charge financière de la ville de Marseille doit faire l'objet d'un remaniement de son montage juridique et financier pour permettre l'encaissement de subventions mobilisables à hauteur de 40% auprès de l'ANRU par la ville de Marseille.

Tel est le contexte dans lequel ont été examinés les équilibres opérationnels du bilan de la concession « Grand Centre Ville », qui évoluent de la manière suivante :

-Le montant total des dépenses de 235 289 133 euros, dont 8 717 653 euros de TVA, versée, est inchangé,

-Le montant total des recettes privées passe de 102 750 077 euros à 91 862 230 euros,

Les participations publiques au financement de l'opération évoluent de manière suivante :

-la participation d'équilibre demeure à 60 700 747 euros, dont 45 560 745 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,

-la participation aux aménagements métropolitains est maintenue à 47 552 436 euros sur laquelle la TVA est récupérable,

-la contribution de la ville de Marseille pour le financement du programme des équipements municipaux passe de 20 541 671 euros à 31 429 717 euros TTC, dont 10 887 995 euros d'acquisition in fine de trois des équipements du programme.

-l'apport en nature de foncier gratuit reste valorisé à 3 743 500 euros.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2017 affiche par poste les variations suivantes :

DEPENSES :

*Etudes :

La dépense cumulée à fin 2017 s'établit à 1 672 258 euros.

Globalement, sur la durée de la concession ce poste, passe de 3 989 269 euros TTC à 4 018 406 euros TTC.

Il est prévu un budget de 511 797 euros pour l'exercice 2018.

*Acquisitions foncières, gestion et relogements :

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 19,8 millions d'euros.

Globalement, sur la durée de la concession, le poste passe de 102 104 374 euros à 102 489 230 euros TTC.

Il est prévu un budget de 6 515 418 euros pour l'exercice 2018.

*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement publics dont la SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 6,5 Millions d'euros.

Il est prévu un budget de 3 666 170 euros pour l'exercice 2018.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 75 464 410 euros à 84 183 402 euros TTC.

Cette hausse de 8,7 millions d'euros s'explique d'une part par les surcoûts constatés dans les opérations complexes d'équipement ou d'aménagement, d'autre part par des programmes complémentaires.

*TVA reversée :

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 8 076 658 euros à 8 717 653 euros.

RECETTES :

*Cessions foncières :

Depuis le début de la concession la recette foncière encaissée est de 3 635 759 euros à fin 2017.

Globalement, sur la durée prorogée de la concession, ce poste passe de 84 531 266 euros à 94 279 413 euros, dont 83 391 367 de cessions privées et 10 888 046 euros de cession à la ville de Marseille de trois équipements publics.

Une recette foncière de 3 093 755 euros est prévue pour l'exercice 2018.

***Subventions :**

Dans le cadre de ses missions la SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations subventionnées. Il s'agit des subventions mobilisées auprès de la Région, du Département, de l'ANRU, dont en particulier :

- le déficit d'îlot Abadie, dans le quartier du Panier,
- le déficit d'îlot Korsec dans le quartier Belsunce,
- l'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'îlot Korsec.

La SOLEAM a sollicité d'autres subventions pour les aménagements métropolitains dont elle assure la maîtrise d'ouvrages.

Globalement le montant des subventions est ramené de 5 632 158 euros à 3 286 440 euros car la SOLEAM ne pourra pas percevoir de subventions de l'ANRU comme initialement prévu sur les équipements à vocation municipale. Les subventions doivent être sollicitées et encaissées par la ville de Marseille dans le cadre du Nouveau Programme de Renovation Urbaine.

Depuis le début de l'opération SOLEAM a encaissé 565 609 euros de subvention à fin 2017.

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 1 688 597 euros en 2018.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

***Participation aux équipements publics métropolitains :**

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

-pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,

- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,
- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.
- pôles Trois Rois / Curiol / Olivier / Nau : requalification de la place Jean Jaurès,
- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,
- pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme, détaillé en annexe de l'avenant 9, correspond à une surface créée ou requalifiée de 56 500 m².

Le budget reste à 47 552 435 euros TTC.

Des versements à hauteur de 261 365 euros ont été effectués en 2016, encaissés en 2017, sans autre versement.

La participation prévue pour l'année 2018 est de 6 000 000 euros.

***Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :**

La participation d'équilibre reste à 60 700 747 euros

dont 15 140 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante

45 560 747 euros sont à la charge de la Métropole concédante qui a déjà versé 14 500 000 euros à fin 2017.

Il n'est pas prévu de versement pour 2018, la trésorerie de l'opération étant suffisante.

***Participation aux équipements municipaux :**

Le programme actualisé des équipements municipaux et prestations réalisés dans le cadre de l'opération, objet d'une convention tripartite associée, a évolué comme suit :

Les équipements subventionnables jusqu'à 40 % par l'ANRU seront achetés à la livraison :

Equipements achetés in fine à prix coûtant TTC par la Ville : 10 887 995 euros TTC

.pôles Noailles : équipement intergénérationnel
Domaine Ventre : 4 305 578 euros

.pôles Noailles : équipement jeunesse
Aubagne : 2 568 788 euros

.pôle Nationale-Providence : équipement périscolaire : 4 013 629 euros

Les lignes sont inscrites au bilan en recette de cession publique.

Equipements financés par une participation au reste à charge : 20 541 671 euros TTC

.pôle Korsec : les équipements sportifs et associatifs Korsec passent de 3 269 210 euros à 4 303 552 euros,

.pôle Nadar-Pouillon : le Jardin des Récollettes passe de 343 600 euros à 304 861 euros,

.pôle Folies Bergères : la requalification du passage passe de 217 088 euros à 219 219 euros,

.pôle Opéra : l'annexe de l'Opéra Municipal 3-5, rue Molière passe de 2 327 962 euros à 2 700 000 euros,

.pôle Flammarion : la création du groupe scolaire 8 classes passe de 8 991 969 euros à 10 311 007 euros par ajout du coût du Foncier initialement prévu en apport en nature par la Ville,

.pôle Flammarion : la provision pour équipement de proximité passe de 1 482 146 euros à 2 277 023 euros.

Les prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades imputable à la concession se clôturent à fin 2017 à un montant de 425 393 euros. Ainsi la contribution financière de la ville de Marseille à la concession passe de 20 541 671 euros à 31 429 665 euros TTC.

Ce programme est détaillé dans l'avenant 2 à la convention tripartite annexé, correspond à une surface d'équipement de 10 124 m².

*Apport en nature :

Les apports en nature par la ville de Marseille, réalisés ou transférés à la concession, sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros détaillé en annexe à l'avenant 9.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2016 il est entièrement remboursé.

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros est reporté à la nouvelle échéance de fin de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2017 est de +1 433 857 euros. Un solde négatif est en prévision pour l'exercice 2018. La SOLEAM a repoussé à 2019 l'emprunt de 10 000 000 euros remboursé sur 6 ans envisagé pour faire face au pic de dépenses de travaux notamment sur les exercices 2020-2021.

A compter de 2018 les missions d'aide au ravalement de façade sont assurées par la SOLEAM dans le cadre d'une convention spécifique passée avec la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement "Grand Centre Ville" à Marseille - Approbation de l'avenant 9 à la concession - Approbation de l'avenant 2 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille – Approbation de la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement "Grand Centre Ville" à Marseille - Approbation de l'avenant 9 à la concession - Approbation de l'avenant 2 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille – Approbation de la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement "Grand Centre Ville" à Marseille - Approbation de l'avenant 9 à la concession - Approbation de l'avenant 2 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille – Approbation de la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VU 030-416/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Convention financière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée

**Information du Conseil de Territoire
DGDU 18/16910/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon la délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel

pour la phase 1 (2011-2020) ainsi que les dispositions de financement complémentaire de recouvrement des protocoles.

Ce dernier protocole, qui organise les financements publics de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée, a été signé par l'ensemble des partenaires le 30 juin 2011 et a trouvé son accomplissement avec la convention financière passée avec l'EPAEM pour l'année 2017.

En 2018 aucune convention financière n'a été établie avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée compte tenu de ses besoins budgétaires et de la réalisation de ses opérations.

Aujourd'hui mandat a été donné par l'Etat à Monsieur Pierre DARTOUT, Préfet de Région, pour formaliser un nouveau protocole financier entre l'ensemble des partenaires publics de l'opération Euroméditerranée.

Ce protocole financier doit être conclu avant la fin de l'année 2019 et permettra aux partenaires de programmer leur participation à l'opération dans un calendrier donné (2019-2023).

L'enveloppe financière de ce protocole devrait à ce stade être de 218,5 millions d'euros pour un déficit à financer de 107 millions d'euros.

L'opération d'investissement n°2019001200, « Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et EPAEM Euroméditerranée », d'un montant de 16 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Convention financière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Convention financière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ».

VU 031-417/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aides à la pierre Délégation de compétences - et de son affectation

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16904/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'opération d'investissement 2016104500 a été initialement créée dans le cadre de la délégation des

aides à la pierre sur la Communauté urbaine Marseille Provence.

Exercée depuis 2006, cette opération permet de verser, par délégation de l'Etat, des subventions à des bailleurs sociaux pour réaliser des logements locatifs sociaux.

A partir de 2017, la délégation des aides à la pierre s'opère à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'opération père initiale s'élargit donc à toutes les opérations agréées et financées au nom de l'Etat par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'ensemble de son territoire.

La convention de délégation des aides à la pierre actuelle a été signée pour la période 2017-2022. L'opération père est donc prévue jusqu'en 2026 (pour payer les opérations engagées jusqu'en 2022).

De 2017 à 2022, il est projeté un engagement moyen de 10 000 000 euros par an.

Les crédits de paiement sont couverts par des recettes équivalentes de l'Etat.

Les opérations fils sont ventilées de 2008 à 2022 (2006 et 2007, premières années de la délégation, sont à clôturer, l'ensemble des paiements ayant été fait).

L'opération fils 2017 est à revaloriser au montant des engagements effectués, soit 10 540 000 euros, les cinq opérations fils 2018-2022 sont à inscrire pour un engagement de 10 000 000 euros par an.

Afin de pouvoir assumer le paiement des aides à la pierre sur la phase de délégation 2017-2022, l'opération d'investissement n°2016104500 inscrite au budget pour un montant initial de 122 771 352 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161091BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 35 228 648 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 158 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aides à la pierre Délégation de compétences - et de son affectation » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aides à la pierre Délégation de compétences - et de son affectation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 032-418/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Création aires d'accueil des gens du voyage - et de son affectation

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16907/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage prévoyait que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches-du-Rhône, le schéma d'accueil des Gens du Voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 Juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er Mars 2002, puis révisé au 10 Janvier 2012.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence sont titulaire de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyages.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines communes ou regroupements de Communes. Sur le Territoire Marseille Provence, le schéma départemental nécessite la production de 190 places assortie d'une aire de grand passage et localise ces besoins sur les communes suivantes :

- Marignane : 30 places
- Gémenos : 25 places
- Marseille : 40 places + Aire de grand passage
- La Ciotat : 50 places
- Gignac-la-Nerthe : 45 places.

La réalisation de l'ensemble de ces aires d'accueil peut être évaluée à 24 000 000 euros HT.

Nous proposons d'engager deux premières réalisations, sur Marignane et La Ciotat où des sites ont été identifiés et dont leur capacité pourra accueillir ces programmes.

D'autre part, il est prévu également d'améliorer le fonctionnement de l'aire d'accueil de Saint-Menet.

Il est donc proposé de revaloriser l'autorisation de programme initiale et la porter à hauteur de 12 000 000 euros afin de permettre la réalisation de cette première tranche de programme.

Afin de pouvoir engager ces réalisations, l'opération d'investissement n°2016104600 inscrite au budget pour un montant initial de 3 966 000 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 141093BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 8 034 000 euros HT, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 12 000 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Création aires d'accueil des gens du voyage - et de son affectation » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération - Création aires d'accueil des gens du voyage - et de son affectation » .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 033-419/18/CT

■ Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux

DPAUCV 18/16803/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides qu'il gère par délégations des aides à la pierre. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

-PIG « Habiter Mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI de deux primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

- Une prime « Habiter Mieux » valorisant les travaux générant un gain énergétique important, qui correspond à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, en lien avec le Plan Climat. Elle vise à inciter les propriétaires occupants aux revenus modestes à réaliser des travaux d'ampleur permettant un gain énergétique supérieur à 25 % et par conséquent, une baisse des charges et des consommations énergétiques ;

- Une prime « de réduction de loyer » valorisant la mise en place de loyers sociaux, qui correspond à l'objectif du PLH de production de logements locatifs sociaux. Elle vise à inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la Caisse d'Allocations Familiales. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune pendant la durée de la convention.

Chaque prime accordée est adossée aux aides de l'Anah, qu'elle complète et majore.

Signataire de la convention de PIG « Habiter Mieux », la Région apporte des primes complémentaires à celles de la Métropole :

- Aides aux propriétaires occupants très modestes :
 - Prime pour travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées ;
 - Prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50% d'économie d'énergie
 - Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 64 kW hep/m².an)
- Aides aux propriétaires bailleurs de logements conventionnés sociaux et très sociaux : l'aide régionale s'élève à hauteur de 50 % de la prime de réduction de loyer mobilisée par l'EPCI et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- Prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé
- Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 64 kW hep/m².an)

Le demandeur est aidé dans toutes ses démarches par l'opérateur du PIG agissant sur le territoire où se trouve le logement. Celui-ci vérifie les critères d'éligibilité et la performance énergétique atteinte après travaux ou l'application du loyer social ou très social après travaux.

Les demandes de primes faites auprès de la Métropole et de la Région sont instruites sur la base de tableaux fournis par les équipes d'animation du

PIG, synthétisant le nom et le prénom des bénéficiaires, leur statut (bailleur ou occupant), l'adresse des travaux, la typologie du logement, la surface habitable et le type de loyer de sortie pour les logements locatifs, la nature des travaux réalisés et le montant des travaux, le montant des subventions et primes de l'Anah, de la Métropole, de la Région PACA, et autres financeurs s'il y a lieu.

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » 63 propriétaires pour un total de 87 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 42 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 36 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 9 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole s'élève à 141 709 euros dont 60 931 euros de subventions sur fonds propres et 80 778 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 1 210 762 euros qui génèrent un montant de travaux global de 1 964 322 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien – Attribution de subventions aux propriétaires privés – Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux et OPAH RU Multisites Centre-ville de Marseille »
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;

- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/UH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux » ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1:

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe :

Annexe 1 – Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » bénéficiaires : 62 propriétaires pour un montant engagé de 141 709 euros incluant 60 931 euros d'aides de la métropole et 80 778 euros d'aides de la Région.

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 141 709 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 7472.

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 83 210 euros tel que précisé dans l'annexe financière à la convention du PIG « Habiter Mieux ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 034-420/18/CT

■ Approbation de l'avenant à la convention d'attribution de subvention à la mission locale Est Etang de Berre pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers en politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme
DPV 18/16839/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HPV 014-1279/15/CC du 25 septembre 2015, La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention initiale avec la Mission locale Est Etang de Berre dont l'objectif était de financer, pour des jeunes issus des quartiers en politique de la Ville (QPV) des formations pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme, considérant les opportunités réelles d'emploi dans cette filière.

A la date de signature de cette convention, les collectivités mettaient en effet en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA.

En 2017, le dispositif des TAP, jusqu'ici obligatoire, est devenu facultatif pour les communes. Par ailleurs, la Mission locale a rencontré des difficultés pour atteindre le nombre de formations initialement prévues au regard du nombre de jeunes intéressés par ces formations.

Cependant, si le public visé n'est pas aussi important que prévu, le dispositif revêt un intérêt réel pour une part significative de jeunes, contribuant ainsi à leur insertion professionnelle et leur permettant souvent d'accéder à un premier emploi.

Compte-tenu de ces évolutions et de ces constats, il est proposé par avenant à la convention initiale de modifier à la baisse le volume financier et de formations prévu initialement et de prolonger la durée de la convention afin de financer les BAFA sur la totalité des modules, ceux-ci pouvant s'effectuer sur une durée maximale de trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 et l'article L.5218-2 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération de la Communauté Urbaine n°HPV 014 – 1279/CC du 25 septembre 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'à la date de conclusion des conventions initiales, les communes mettaient en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA ;
- Qu'en 2017, le dispositif des TAP est devenu facultatif pour les communes ;
- Que le financement des formations visées revêt néanmoins un intérêt réel pour une part significative de jeunes des quartiers prioritaires et qu'il contribue ainsi à leur insertion professionnelle et à l'accès à un premier emploi ;
- Qu'il y a donc lieu de modifier par avenant la convention initiale pour réduire le nombre de formations et prolonger la durée de la convention.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-joint à la convention d'attribution de subvention à la Mission locale Est Etang de Berre pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers en politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 035-421/18/CT

■ **Approbation de l'avenant à la convention d'attribution de subvention à la mission locale de La Ciotat pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers en politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme DPV 18/16840/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HPV 014-1279/15/CC du 25 septembre 2015, La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention initiale avec la Mission locale de La Ciotat dont l'objectif était de financer, pour des jeunes issus des quartiers en politique de la Ville (QPV) des formations pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme, considérant les opportunités réelles d'emploi dans cette filière.

A la date de signature de cette convention, les collectivités mettaient en effet en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA.

En 2017, le dispositif des TAP, jusqu'ici obligatoire, est devenu facultatif pour les communes. Par ailleurs, la Mission locale a rencontré des difficultés pour atteindre le nombre de formations initialement prévues au regard du nombre de jeunes intéressés par ces formations.

Cependant, si le public visé n'est pas aussi important que prévu, le dispositif revêt un intérêt réel pour une part significative de jeunes, contribuant ainsi à leur insertion professionnelle et leur permettant souvent d'accéder à un premier emploi.

Compte-tenu de ces évolutions et de ces constats, il est proposé par avenant à la convention initiale de modifier à la baisse le volume financier et de formations prévu initialement et de prolonger la durée de la convention afin de financer les BAFA sur la totalité des modules, ceux-ci pouvant s'effectuer sur une durée maximale de trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 et l'article L.5218-2 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération de la Communauté Urbaine n°HPV 014 – 1279/CC du 25 septembre 2015.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'à la date de conclusion des conventions initiales, les communes mettaient en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA ;

- Qu'en 2017, le dispositif des TAP est devenu facultatif pour les communes ;
- Que le financement des formations visées revêt néanmoins un intérêt réel pour une part significative de jeunes des quartiers prioritaires et qu'il contribue ainsi à leur insertion professionnelle et à l'accès à un premier emploi ;
- Qu'il y a donc lieu de modifier par avenant la convention initiale pour réduire le nombre de formations et prolonger la durée de la convention.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-joint à la convention d'attribution de subvention à la Mission locale de La Ciotat pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers en politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VU 036-422/18/CT

■ **Cession onéreuse du foncier situé 44 avenue Alexandre Dumas, à Marseille 8^{ème} arrondissement, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit du Groupement Pitch Promotion - Progereal - Finareal**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16945/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la

Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession onéreuse du foncier situé 44 avenue Alexandre Dumas, à Marseille 8^{ème} arrondissement, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Groupement PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille sont respectivement propriétaires de parcelles cadastrées sous le n°15 de la section R de Sainte-Anne (844) sise 10-12, avenue Clot Bey et sous le n°16 de la même section, sise 44, avenue Alexandre Dumas, dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille. Ces deux fonciers constituaient initialement un tènement global d'une superficie de 26 948 m² environ, sur lequel étaient situés divers bâtis dont une partie occupée par le siège de la Régie des Transports Marseillais.

Dans le cadre de la régularisation des biens à transférer à la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière de Transports Urbains, une emprise d'une superficie de 17 530 m² a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (devenue Métropole Aix-Marseille-Provence) par acte administratif en date du 3 mars 2014.

Par délibération en date du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence (devenue Métropole Aix-Marseille-Provence) a approuvé le lancement d'un appel à projet conjoint avec la Ville de Marseille sur le site de Clot Bey – Alexandre Dumas dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, en vue de la cession d'une partie des parcelles cadastrées quartier Sainte Anne (844) section R n°15 et 16 à un opérateur afin de réaliser un programme de logements.

Cet appel à projet a été lancé le 22 décembre 2015 sur la base d'un cahier des charges élaboré par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Ville de Marseille en vue de la réalisation d'un programme de logements qualitatif en accord avec les composantes paysagères et urbaines du secteur.

L'analyse des propositions a été effectuée en fonction de plusieurs critères figurant dans le dossier de consultation :

- 70% en fonction du projet proposé sur les critères relatifs aux éléments de programme, aux qualités urbaine, architecturale et environnementale ;

- 30% en fonction de l'offre financière.

A l'issue de cette analyse, l'offre présentée par le groupement composé de PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL a été sélectionnée parmi les 10 propositions reçues au vu de la qualité du projet et de son insertion dans le tissu urbain environnant. Il prévoit la réalisation d'un programme immobilier comprenant des logements collectifs, des maisons individuelles et des équipements (crèche et école privée). Le projet immobilier s'étend sur une superficie de 22 604m² se décomposant en 15 895m² sur l'assiette de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de 6 709m² sur l'assiette de la Ville de Marseille.

Par délibération en date du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de cession d'une partie de la parcelle située 44 avenue Alexandre Dumas dans le 8^{ème} arrondissement, cadastrée 844 R n°15 au groupement PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL et approuvé le déclassement du domaine public de cette parcelle.

Aussi, suite aux divisions foncières effectuées, la cession, dans sa globalité, porte désormais sur les parcelles suivantes :

- Propriété Ville de Marseille :
 - Parcelle 844 R 20 d'une superficie cadastrale de 5566m²
 - Parcelle 844 R 22 d'une superficie de 1143m²
- Propriété Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - Parcelle 844 R 15 (p) d'une superficie de 15895m²

Il est précisé ici, que le projet s'accompagne de la constitution d'une servitude de passage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre l'entretien des berges de l'Huveaune (rive gauche).

Par avis n° 2018-208V2214 en date du 7 novembre 2018, et après analyse détaillée du bilan financier prévisionnel de l'opération, la Direction Immobilière de l'État a estimé la cession pour le projet ci-décrit au prix global de 22 810 260,00 euros hors taxes ; soit 16 496 380,00 € pour le foncier appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ventilation du

prix a été effectuée au prorata des m² conformément à la délibération du Bureau Métropolitain en date du 21 décembre 2015.

Les parties se sont ainsi rapprochées pour convenir des conditions juridiques et financières de l'opération dans le projet de promesse unilatérale de vente sous conditions suspensives annexée au présent rapport qu'il est proposé d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La promesse unilatérale de vente ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession onéreuse du foncier situé 44 avenue Alexandre Dumas, à Marseille 8^{ème} arrondissement, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Groupement PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession d'un foncier de 15 895m², conjointement à la cession de la Ville de Marseille, au Groupement PITCH PROMOTION – PROGEREAL – FINAREAL sélectionné suite à un appel à projet, doit leur permettre de réaliser un programme immobilier ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession onéreuse du foncier situé 44 avenue Alexandre Dumas, à Marseille 8^{ème} arrondissement, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Groupement PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 037-423/18/CT

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SARL NIORT 94 - Commune d'Ensuès-la-Redonne

Avis du conseil de Territoire DGDU 18/16915/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SARL NIORT 94 - Commune d'Ensuès-la-Redonne -» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La société ORPEA envisage la création d'un EPHAD sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne. La SARL NIORT 94 est le Maître d'ouvrage de cette opération qui comporte 104 lits et des locaux de service pour une superficie globale de 5477 m². Ce projet s'inscrit dans un secteur, chemin de Maufatan, qui nécessite pour l'accueil de cet établissement un recalibrage de la voirie (chemin de Maufatan et Besquens) avec création de trottoirs et la réalisation d'ouvrages spécifiques pour l'eau pluviale.

Afin d'accompagner ce programme, la SARL NIORT 94 et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont rapprochés aux fins de conclusion d'un Projet Urbain Partenarial.

L'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de Projet Urbain Partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il est ainsi proposé d'approuver cette convention de Projet Urbain Partenarial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SARL NIORT 94 - Commune d'Ensuès-la-Redonne - ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'émettre un avis sur la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SARL NIORT 94 - Commune d'Ensuès-la-Redonne-

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SARL NIORT 94 - Commune d'Ensuès-la-Redonne .

VU 038-424/18/CT

■ Approbation du protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et du contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis - 2019-2030

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 18/16948/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à la lettre de mission du 12 avril 2018 reçue par Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur une négociation a été engagée entre les partenaires de l'OIN Euroméditerranée « en vue d'établir un protocole stratégique et financier couvrant la période 2019-2030 »

Ce nouveau contrat devait tenir compte à la fois :

- Des engagements prévus au protocole 2011-2020 déjà honorés par les collectivités locales ;
- De l'engagement renouvelé de l'Etat dans le cadre de la stratégie gouvernementale.

C'est dans ce cadre que les partenaires de l'OIN ont pu élaborer un projet d'approche stratégique (titre I), un protocole cadre actualisé pour l'opération d'extension pour les années 2011-2030 (titre II) et un contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis 2019-2130 (titre III)

Ces trois titres composent ensemble le présent protocole de partenariat pour l'extension de l'opération Euroméditerranée.

Le projet stratégique

L'ensemble des partenaires a partagé la nécessité d'une accélération et d'une massification de l'action de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour Marseille, sa Métropole, son département et sa région.

Il s'agit bien de démultiplier la capacité d'actions de l'EPAEM :

Le projet présenté correspond à cette ambition en détaillant les dernières étapes d'Euroméditerranée 1, proposant les thèmes et les objectifs d'action d'Euroméditerranée 2 (avec en particulier le renforcement de l'intégration métropolitaine et la contribution à son attractivité internationale) et énonçant les actions fortes d'aménagement.

Mais également pour être aux rendez-vous opérationnels et permettre de capter les opportunités d'investissements privés et publics, l'action foncière de l'OIN doit être anticipatrice et annoncée : elle

visera en particulier à permettre la création d'une offre identifiée et publiée de localisations possibles.

Le protocole cadre

Il règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires :

Fixation du programme de l'extension, définition du rôle et des missions de l'EPAEM, rappel du rôle et des compétences des partenaires, description du dispositif du pilotage du protocole, conventions relatives aux cessions foncières.

Le contrat de partenariat pluriannuel

Il définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement, en particulier :

- Le réaménagement de l'axe Cap-Pinède – Capitaine Gèze,
- La mutation du Marché aux Pucés,
- Les processus d'aménagement des secteurs les Crottes – Bougainville dans le cadre NPNRU,
- L'aménagement du secteur de la gare d'Arenc,
- L'acquisition du foncier SNCF de la gare du Canet et des parcelles environnantes.

Pour mémoire la phase 2 devra concerner à partir de 2023 et après la libération de la gare du Canet, le parc des Aygalades, la future ZAC du Canet ainsi que l'aménagement littoral et de Cap-Pinède.

Des opérations structurantes qui ne figurent pas dans le bilan de l'opération mais qui sont nécessaires à sa bonne réalisation sont également mentionnées.

Les partenaires en sont les maîtres d'ouvrage et financeurs ou co-financeurs.

Les engagements financiers

Le bilan d'aménagement de l'opération est rappelé, tel qu'établi dans le protocole de partenariat du 30 juin 2011, pour un montant total de 862 millions d'euros comprenant une subvention d'équilibre de 161,2 millions d'euros que les partenaires se sont engagés à financer.

La clé de répartition entre les financeurs publics est reconduite, sauf en ce qui concerne la ville de Marseille et la Métropole qui inversent leur participation :

Etat 33,3%
Ville de Marseille 15,1%
Conseil Régional PACA 15,1%

Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 15,1%
Métropole Aix-Marseille Provence 21,4%
TOTAL 100,0%

Pour sa part, la Métropole Aix-Marseille Provence a soldé dès 2016 son engagement financier au titre de la phase 1.

Pour ce qui concerne les modalités de financement de la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 les engagements des partenaires sont définis avec la clé de répartition ci-dessus :

Etat 32 800,5 K€HT
Ville de Marseille 14 873,5 K€HT
Conseil Régional PACA 14 873,5 K€HT
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€HT
Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 K€HT
TOTAL 98 500 K€HT

et permettant de couvrir la subvention d'équilibre de cette phase 1 bis pour un total de 98,5 M€

Une convention financière sera passée annuellement avec l'EPAEM pour la mise en œuvre du financement apporté par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de mission de Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 avril 2018 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation du protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et du contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis - 2019-2030- .

Commission "Proximité"

PROX 001-425/18/CT

■ Approbation de la convention de financement par fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement du carrefour situé entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 et l'avenue Lombardo à Marignane

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/15626/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le 18 mars 2013 une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels des ouvrages réalisés et de financement par subvention a été signée entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13) et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette convention a pour objet l'aménagement du carrefour entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 (PR 7+025) et l'avenue Lombardo, à Marignane. L'opération consiste à transformer en giratoire le carrefour existant.

A partir du 1^{er} janvier 2017 la section de la RD48 concernée par cet aménagement a été transférée à la Métropole Aix Marseille Provence , dans le cadre de l'application des lois MAPTAM et NOTRe.

La convention initiale du 18 mars 2013 devient donc caduque. Toutefois, le Département s'étant engagé à participer financièrement à ces travaux, il convient dès lors de prévoir par une nouvelle convention, la participation du Département afin de pérenniser l'équilibre financier de l'opération d'aménagement sus-visée

L'objet de la convention est de définir les conditions de la participation financière du CD13, aux travaux réalisés par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- L'élection de Monsieur Jean Montagnac le 13 juillet 2017 en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du carrefour situé entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 et l'avenue Lombardo à Marignane ;
- Qu'une convention de financement par fonds de concours est nécessaire au maintien de la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de financement par fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement du carrefour situé entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 et l'avenue Lombardo à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-426/18/CT

■ Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2019

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16864/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui

étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Au 1^{er} janvier 2016, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée, était compétente en matière de « construction, aménagement, entretien de voirie et signalisation ».

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d'occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou temporaires par des ouvrages ou des travaux réalisés sur son domaine.

Conformément à l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole détermine librement le tarif payé au titre de cette occupation et tient compte des avantages de toute nature procurés à l'occupant, qu'il soit ou non autorisé à occuper le domaine par un titre.

Dans une optique de meilleure valorisation du patrimoine public et compte tenu de l'augmentation des charges afférentes à la création, à la gestion et à l'entretien de la voirie, il apparaît opportun d'augmenter de 2% l'ensemble de ces droits applicables au territoire de Marseille Provence, par rapport aux tarifs de l'année 2018.

Champ d'application de la tarification

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération sont applicables aux occupations existantes au 1^{er} janvier 2019, y compris lorsqu'elles ont été autorisées par un titre antérieur, ou constatées à compter de cette date.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2019.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2019 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-427/18/CT

■ Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16867/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de son Budget Primitif 2019, sont inscrites 13 opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme respectives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de
compétences du Conseil de la Métropole au
Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 10 151 000 euros TTC des opérations d'investissement visées ci-dessous, afin de permettre leur réalisation ;
- Qu'il convient de procéder aux affectations des révisions pour un montant total de 10 151 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-428/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Etudes de Voirie

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16896/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7,I, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit notamment d'intervenir sur l'espace public métropolitain afin d'établir et de suivre des projets

d'étude d'aménagement sur son domaine public viaire.

Pour ce faire, elle doit disposer d'une opération spécifique d'études générales qui prendra en charge les études globales, les études de circulation, et les études préalables à la conception d'un aménagement de voirie.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 6/2019 « Etudes de voirie », pour un montant de 1 400 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de

1 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – « Etudes de voirie ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-429/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Dépenses non localisables dédiées à la gestion de l'espace public

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16917/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence utilise des opérations dont les prestations ne sont pas localisées géographiquement mais sont nécessaires à une gestion courante de son espace public.

Ainsi, la Métropole dispose des 8 opérations de type DNL suivantes :

- n°2018102400, « DNL-MPM-Interventions sur murs de soutènement 2017-2021 » ;
- n°2015106607, « DNL-MPM-Acquisition de matériel pour la DPEPVC et la DPU Années 2015 à 2018 » ;
- n°2015106608, « DNL-MPM Contrôle et réfection de tranchées 2015-2018 (travaux remboursés) » ;
- n°2015107501, « DNL-MPM-Grosse réparation et modernisation de la signalisation horizontale 2015-2018 » ;
- n°2015107502, « DNL-MPM-Grosse réparation et modernisation de la signalisation verticale 2015 à 2018 » ;
- n°2015107503, « DNL-MPM-Grosses réparations plan de jalonnement 2015-2018 » ;
- n°2015114512, « DNL-Réalisation d'itinéraires cyclables » ;

- n°2015106604, « Détection/Géoréférencement réseaux »

Afin de rationaliser la gestion de ces opérations, il est proposé de les clôturer dès lors que toutes les dépenses qui leurs sont imputées auront été exécutées, au profit d'une DNL Gestion de l'Espace Public (DNL GEP) qui se déclinera en 8 opérations rattachées (« sous-opérations ») :

- Une opération de grosse réparation et de modernisation de la signalisation verticale qui comprend l'ensemble des travaux et des interventions de voirie nécessaire sur la signalisation de police, c'est-à-dire mise en place, fourniture et retrait de panneaux de signalisation défectueux ou inadaptés.

- Une opération spécifique à la signalisation horizontale des voies (marquage routier, peinture).

- Une opération d'étude et de diagnostics comprenant la mise en place d'un planning d'intervention sur la voirie afin de moderniser la signalisation directionnelle existante et à venir.

- Une opération d'intervention sur les murs de soutènement à consolider ou à construire.

- Une opération de mise à niveau des itinéraires cyclables.

- Une opération destinée à l'acquisition de matériels spécifiques à la gestion de l'espace public et de la voirie (fourniture et pose d'obstacles de voirie, acquisition de matériels de signalisation sur la voie publique).

- Une opération consacrée au contrôle de la réfection des tranchées sur l'espace public. Suite à l'intervention d'exploitants de réseaux, la Métropole intervient pour contrôler la bonne réfection des tranchées et engager si nécessaire des travaux de reprise de tranchées après mise en demeure des intervenants fautifs. Ces interventions peuvent faire l'objet d'émissions de titre de recettes au bénéfice de la Métropole.

- Une opération de détection de réseaux et de géoréférencement de ces mêmes réseaux préalablement à toute intervention sur la voirie.

A cet effet, l'opération d'investissement 2019101700 « Dépenses non localisables dédiées à la gestion de l'espace public », pour un montant de 10 000 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération «Dépenses non localisables dédiées à la gestion de l'espace public » l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 10 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Dépenses non localisables dédiées à la gestion de l'espace public » l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-430/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Gestion des fontaines à boire

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16877/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L518-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Un état des fontaines pris en gestion par le Territoire Marseille Provence et un planning d'intervention sont mis en œuvre chaque année pour réparer, moderniser et entretenir les fontaines mises en place sur le domaine viaire métropolitain.

Pour ce faire, la Métropole doit disposer d'une opération spécifique qui prendra en charge la gestion des fontaines à boire.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 15/2019 « DNL-Gestion des fontaines à boire », pour un montant de 240 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 240 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Gestion des fontaines à boire ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-431/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16884/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du rond point d'accès au Centre Municipal de Voile dans le cadre des Jeux

Olympiques d'été 2024, dans le 8^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le projet de voirie envisagé, consiste à améliorer et à rendre qualitatif l'accès à ce rond-point qui sera utilisé dans le cadre des JO 2024 pour certaines épreuves aquatiques.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 2019 « Marseille 13008 – Rond-point d'accès au CMV », pour un montant de 1 200 000 euros , inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation pour un montant total de

1 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – « Rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-432/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Piste cyclable sur le boulevard Livon et l'avenue Pasteur Marseille 13007

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16885/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de pistes cyclables sur le boulevard Livon et l'avenue Pasteur dans le 7^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération comprend 640 mètres linéaires sur l'avenue Charles Livon pour une superficie de 11 520 m² et une longueur de 380m environ pour l'avenue Pasteur et une superficie de 7 600m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et moderniser l'espace public par un aménagement urbain de qualité avec recalibrage de la chaussée et création de pistes cyclables.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 22/2019 « Marseille 13007 – Piste cyclable sur le boulevard Livon et avenue Pasteur», pour un montant de 1 500 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Piste cyclable sur le boulevard Livon et l'avenue Pasteur Marseille 13007 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-433/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Elargissement de la traverse des Caillols entre la Commanderie et la traverse Serviane à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 18/16892/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la traverse des Caillols entre la Commanderie et la traverse Serviane dans le 12^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre de l'opération comprend l'aménagement de 8 600m². Actuellement, ce tronçon de voie est étroit et à double sens de circulation ce qui ne permet pas le croisement de deux véhicules. En outre, l'absence de trottoir est préjudiciable à la sécurité des piétons qui empruntent cette voie.

Le projet de voirie envisagé, consiste à sécuriser le cheminement piéton en élargissant la voie et en créant des trottoirs, une piste cyclable et des bandes de stationnement.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 2019 « Marseille 13012 – Traverse des Caillols – Elargissement de la traverse entre la Commanderie et la traverse Serviane », pour un montant de 3 500 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 3 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation .

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Elargissement de la traverse des Caillols entre la Commanderie et la traverse Serviane à Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 010-434/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise - Marseille 13012

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 18/16893/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise adjacente dans le 12^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre de l'opération se situe entre le carrefour de la Croix de Saint Barnabé et le boulevard Gassendi. La surface à traiter est de 7 100m².

Le projet de voirie envisagé, consiste d'une part à remplacer les bordures de trottoirs existantes par des bordures en pierre calcaire. D'autre part, à reprendre les revêtements de trottoir en béton désactivé et chaussée en enrobé scintillant. Enfin, le revêtement en pavés sera remplacé sur la chaussée de la place de l'Eglise de Saint Barnabé.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 2019 « Marseille 13012 – Rue Montaigne – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise », pour un montant de 2 000 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise Marseille 13012 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-435/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la Route d'Allauch à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 18/16894/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la route d'Allauch dans le 11^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Suite à la construction de nombreux immeubles au droit de cette voie, il est nécessaire de recalibrer celle-ci entre le chemin de la Clue et la route des Camoins. La longueur de voie à traiter est de 1 230 ml environ, sur une surface totale de 15 000m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et réorganiser l'espace public suivant les usages, en rénovant et modernisant celui-ci avec un aménagement urbain de qualité. La sécurisation de la circulation des usagers est un objectif majeur du

projet, qui devra prévoir la création de carrefours et l'élargissement ou la création par endroit, de trottoirs.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 2019 « Marseille 13011 – Aménagement de la Route d'Allauch », pour un montant de 6 800 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 6 800 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la route d'Allauch à Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 012-436/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari à Marseille 5ème arrondissement -

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 18/16862/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari dans le 5^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération se situe entre la place Jean Jaurès et le boulevard Sakakini. La surface à traiter est de 14 000 m² sur la rue Saint Pierre et 6 100 m² sur la rue Ferrari.

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et réorganiser l'espace suivant les usages entre la place Jean Jaurès et le boulevard Sakakini requalifié.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 12/2019 « Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5^{ème} arrondissement », pour un montant de 4 200 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 4 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari à Marseille 5ème arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-437/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la Corniche entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5 sur la commune de Sausset-Les-Pins

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16866/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-Les-Pins.

La Corniche est une voie touristique qu'il convient de requalifier. Les travaux sont localisés entre le rond point de l'Hermitage et l'avenue de la Côte Bleue (850m), soit une surface d'environ 8 300m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à réaliser la réfection de la chaussée et des trottoirs. Il s'agit en outre de faire un état des lieux de la falaise située en contrebas de la voie.

A cet effet, l'opération d'investissement 2019101600 « Aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-Les-Pins », pour un montant de 200 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la Corniche entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5 sur la commune de Sausset-Les-Pins ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-438/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement parking Bailet à Plan-de-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16880/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'un parc public de stationnement de véhicules au droit du futur parc urbain communal de Plan-de-Cuques.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 5/2019 « Plan-De-Cuques - Aménagement parking Bailet », pour un montant de 500 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Aménagement parking Baillet à Plan-de-Cuques».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 015-439/18/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-de-Cuques**

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16886/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'une voie de liaison entre l'avenue Pasteur et la rue de la République sur la commune de Plan-De-Cuques.

Le projet de voirie envisagé, consiste à créer une chaussée en 2x1 voie, avec intégration de deux pistes cyclables et de deux trottoirs. Des espaces verts seront intégrés dans les surlargeurs disponibles. Le linéaire à traiter est d'environ 650 ml.

L'opération 2011/00103 est supprimée au profit de l'opération d'investissement projet 6/2019 « Plan-De-Cuques – Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République », pour un montant de 6 000 000 euros, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole qui doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 6 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-de-Cuques».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 016-440/18/CT

■ Convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux pour l'aménagement des voies du PAE des Coullins sur la commune d'Ensuès-la-Redonne

DAEP 18/16787/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole et la commune d'Ensuès-la-Redonne ont engagé un projet visant à aménager les voies du PAE des Coullins (tranche 2).

Dans le cadre du programme de logements réalisé sur le secteur des Coullins, il s'agit d'aménager les voies de desserte de l'opération dont l'accès se fera depuis la RD5. L'aménagement est réalisé en 2 tranches. La première a été finalisée en 2014, la seconde tranche fait actuellement l'objet d'une consultation des entreprises.

Les objectifs de cet aménagement sont les suivants :

- Création d'un parking paysager de 105 places et requalification des voies attenantes,
- Mise en valeur du parvis du gymnase,
- Raccordement à la voie d'accès au programme de logements du lotissement "Les Coullins".

L'opération comprend la réalisation des prestations suivantes :

- Les travaux préparatoires,
- Les travaux de terrassement,
- Les travaux de construction de la chaussée, des trottoirs, du parking, des places de stationnement, de la piste cyclable, des bordures et des caniveaux,
- La réalisation du bassin de rétention enterré,
- Les travaux pour l'assainissement pluvial,
- La réalisation de l'éclairage public,
- La maçonnerie pour la réalisation des murets de soutènement,
- L'aménagement des espaces verts,
- Le génie civil pour l'arrosage,
- Le mobilier urbain,
- La signalisation horizontale et verticale.

Les travaux faisant l'objet d'un remboursement par la Commune sont les suivants :

- La réalisation de l'éclairage public,
- L'aménagement des espaces verts,
- Le génie civil pour l'arrosage.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la

Métropole, et de la Commune d'Ensuès-la-Redonne, visant à requalifier les voies du PAE des Coullins (tranche 2), la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille Provence ayant donné délégation au Conseil de Territoire Marseille Provence, la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions administratives du remboursement par la Commune pour les prestations relevant de sa compétence.

Elle a enfin pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

Le montant global de l'opération s'évalue sur la base de l'estimation établie dans le cadre de l'étude niveau DCE à 1 735 879.56€ TTC répartis comme suit :

Part communale : 308 251.80€ TTC

Part métropolitaine : 1 427 627.76€ TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement des voies du PAE des Coulines (tranche 2) sur la commune d'Ensuès-la-Redonne ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'aménagement des voies du PAE des Coulines (tranche 2).

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux pour l'aménagement des voies du PAE des Coulines (tranche 2), sur la commune d'Ensuès-la-Redonne.

Article 2 :

Monsieur le président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 017-441/18/CT

■ **Approbation d'une convention pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive avec l'INRAP concernant la requalification des espaces publics du centre-ville**

DIFRA 18/16812/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la continuité des aménagements réalisés dans le centre-ville de Marseille (Vieux-Port, rue de Rome, partie basse de la rue Paradis...), la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence ont décidé de poursuivre la requalification du centre-ville au travers de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-ville » et vise à poursuivre la requalification des espaces publics du centre-ville sur la base des éléments de programme suivants :

- Piétonniser la Canebière,
- Restructurer la gare de bus Bir Hakeim dans la perspective d'accueillir un parc électrique,
- Mettre en œuvre une piétonnisation progressive de l'hyper-centre,
- Améliorer la place accordée aux vélos au sein de l'espace public,
- Retrouver une unité d'ensemble et une cohérence de traitement des espaces publics,
- Envisager des plantations sur les nouveaux aménagements en s'adaptant aux contraintes et restaurer les espaces arborés.

De par sa nature, ce projet d'aménagement entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie.

Par arrêté du 19 septembre 2018, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;

- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 018-442/18/CT

■ **Approbation d'une convention relative au déplacement et au renouvellement du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS dans le cadre des travaux de requalification des espaces publics du centre-ville - rue Caisserie - à Marseille 2ème arrondissement**
DIFRA 18/16815/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La dynamique de requalification du centre-ville de Marseille a véritablement été initiée avec le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hyper centre ont ensuite fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence souhaitent poursuivre la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville ».

Par délibération n° VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de Territoire a approuvé le programme de la requalification des espaces

publics du centre-ville de Marseille. Ce projet décomposé en 23 secteurs opérationnels vise à améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et à créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité des emprises du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Après analyse des plans réseaux fournis par ENEDIS dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique d'électricité situé dans l'emprise du projet est impactée par les travaux de requalification sur la rue Caisserie.

La requalification des espaces publics sur ce secteur nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ENEDIS doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'ensemble des études et des travaux de déplacement du réseau de distribution publique d'électricité sont portées par ENEDIS.

Le coût total des travaux de réseau de distribution publique d'électricité induits par le projet et rendus nécessaires pour la plantation d'arbres d'alignement sur la rue Caisserie, sont pris en charge par la Métropole ; ceux rendus nécessaires pour le renouvellement des réseaux sont pris en charge par ENEDIS.

En revanche, si ENEDIS devait redéplacer des réseaux d'électricité, alors que les projets initiaux de dévoiements avaient été validés par la Métropole, les études et les travaux correspondants seront à la charge de la Métropole.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établi la convention ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des déplacements et des renouvellements du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ainsi que l'affectation de l'opération d'investissement relative à ce projet .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification des espaces publics du centre-ville sur le secteur Caisserie, il est nécessaire qu'ENEDIS dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique d'électricité ;
- Que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux sur le réseau d'électricité sont portées par ENEDIS ;
- Qu'il convient de rembourser ENEDIS de la part des travaux de déviation et de modification de réseaux électriques réalisés pour la plantation des arbres d'alignement.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec ENEDIS relative à la réalisation des déplacements et des renouvellements du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, dans le cadre des travaux du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille sur la rue Caisserie (2^{ème} arrondissement).

Le montant à la charge de la Métropole est de 111 265,48 euros HT.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2018102100 – Nature : 4581181021 pour compte de tiers – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-443/18/CT

■ Approbation d'une convention avec ORANGE relative aux travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques dans le cadre de la requalification du Cours Lieutaud à Marseille

DIFRA 18/16842/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la Canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic opéré depuis la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud, qui, avec la rocade du Jarret, constituait l'un des deux grands axes de transit en centre-ville.

Ainsi, par délibération VOI 001-710/16/CC en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant

sur 1 300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des
- emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé un relevé détaillé des réseaux implantés sur le périmètre du projet. Après analyse, il apparaît qu'une partie du réseau de communications électroniques d'ORANGE est impactée par les travaux de requalification du Cours Lieutaud.

Il s'avère par conséquent nécessaire de procéder au déplacement des réseaux concernés afin de les rendre compatibles avec le projet.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des opérations de câblage seront assurées par ORANGE, le génie civil relevant de la Métropole.

Le coût total des travaux de déplacement des réseaux de communications précités induits par la requalification du Cours Lieutaud est pris en charge par la Métropole et a été estimé à 148 909,83 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établi la convention ci-annexée, qui fixe les modalités techniques et financières de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification du Cours Lieutaud, le déplacement de certains réseaux de communications s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de déplacement de réseaux correspondante avec ORANGE.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec ORANGE relative au déplacement de réseau de communications, dans le cadre des travaux du projet de requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Le montant à la charge de la Métropole est de 148 909,83 euros HT.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2017103600– Nature : 458117036 – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 020-444/18/CT

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16847/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers. Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 22 octobre 2018, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité de 2 demandes d'indemnisation:

Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- BHNS AIX-2018/08/06 : OPTIQUE RICHARD du 10/01/2018 au 31/08/2018,
- BHNS AIX-2018/08/07 : MARASINO du 01/04/2018 au 30/09/2018,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par

expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Rue PARADIS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
PRD-2018-05-11	MADURA / AXTER'S	2 Rue Paradis – 13001 Marseille	06/02/2017 au 15/09/2017	30 670,00€	18 402,00€
PRD-2018-05-12	EDJI / ARMAND THIERY	31 Rue Paradis – 13001 Marseille	06/02/2017 au 31/10/2017	17 991,00€	10 795,00€
TOTAL				48 661,00€	29 197,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	138 118,00 €
Total général PARADIS	167 315,00 €

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
AIX-2018-06-01	SIMPLEMENT VIN	31 avenue Robert Schuman 13090 Aix en Provence	08/11/2017 au 30/06/2018	9 566,67€	6 326,67€
TOTAL				9 566,67€	6 326,67€

Montant des indemnisations déjà accordées	0,00 €
Total général BHNS L'AIXPRESS	6 326,67€

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 02 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 03 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole .
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 021-445/18/CT

■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJA 18/16897/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Dix dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 14 392.72 euros (Quatorze mille trois cent quatre-vingt-douze euros et soixante-douze centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. CERDAN Claude – sinistre du 09 janvier 2014 – montant : 1 550.00 euros,
- M. DERUSSY Claude – sinistre du 22 septembre 2017 – montant : 902.40 euros,
- M. NGUYEN VAN NHAN Mickael – sinistre du 06 octobre 2017 – montant : 1 909.03 euros,
- Mme FILY Marie France – sinistre du 26 avril 2018 – montant : 5 582.40 euros,
- Mme SAHRAOUI Noura – sinistre du 26 janvier 2018 – montant : 173.00 euros,
- Mme RAFOR Dalila – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 1200.00 euros,
- Mme MARTINEZ Céline – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 431.78 euros,
- Mme LARROUY Séverine – sinistre du 18 mars 2018 – montant : 294.36 euros,
- M. BLOT Jérémie – sinistre du 06 avril 2018 – montant : 779.20.euros,
- M. BOQUILLON Cédric – sinistre du 04 septembre 2018 – montant : 1 570.55 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 022-446/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCADIS-BONNARD et GARDEL concernant le marché n°08-004 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation du tunnel sous le Vieux-Port à Marseille 2ème arrondissement**

**Information du Conseil de Territoire
DIFRA 18/16827/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

Le tunnel sous le Vieux-Port, situé en plein cœur de Marseille est un élément majeur de la trame circulatoire de l'hyper-centre de la ville car il assure une liaison entre l'autoroute A55 au Nord et l'autoroute A50 à l'Est. Il se situe en partie sous le bassin du Vieux-Port et relie le tunnel Prado Carénage au tunnel sous la Major.

Cet ouvrage présente les caractéristiques d'un tunnel routier à deux fois deux voies de circulation. Sa construction date du milieu des années soixante pour une mise en service en 1967. Il est constitué de 2 tubes unidirectionnels (tube Est de 598 mètres auquel il faut ajouter 53 mètres de tranchée couverte et tube Ouest de 609 mètres auquel s'adosse 49 mètres de paralamelles).

La réglementation applicable à ce type d'ouvrage a particulièrement évolué ces dernières années et des améliorations des systèmes relatifs à la sécurité ont dû être mis en œuvre conformément à la circulaire N°2000-63 du 25 août 2000 relative à la sécurité dans les tunnels routiers, dite circulaire Mont Blanc. Par ailleurs, un diagnostic de l'ouvrage avait révélé plusieurs types de dysfonctionnements (équipements vieillissants, fissurations du génie civil et problème d'étanchéité).

Ainsi, l'opération de réhabilitation du tunnel sous le Vieux-Port concernait des travaux importants de rénovation et de mise à niveau de la sécurité des tunnels Vieux-Port, Saint Maurice et du Pont Vaudoyer (sortie centre-ville).

Par délibérations n° VOI 42/192/BC du 26/03/2007 et VOI 004-980/07/BC du 19/11/2007, le Bureau de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (MPM) qui est devenue le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP), a conclu la passation du marché de maîtrise d'œuvre n°08/004 pour la réhabilitation du tunnel sous le Vieux-Port, avec le groupement solidaire ARCADIS / BONNARD & GARDEL.

Le marché a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre le 15 janvier 2008 pour un forfait provisoire de rémunération égal à 860 600,00 euros HT.

A l'issue des études d'avant-projet, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux a été déterminée. Dès lors, après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, conformément aux

dispositions de l'article 19 III du Code des marchés publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, le forfait définitif de rémunération a été arrêté par Avenant n°1, en date du 2 décembre 2009 au montant de 1 227 520,85 euros HT.

Dans le cadre de l'avancement de l'opération, le groupement solidaire EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS (Mandataire)/ AXIMA SEITHA/ CLEMESSY / FORCLUM a été déclaré titulaire du marché n° 10/135/MPM pour les travaux de réhabilitation.

Le marché de travaux a été notifié au Titulaire le 07 décembre 2010.

Un ordre de service n°20 du 27 novembre 2012 adressé par le Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre a repris le montant de ce marché de travaux. Le « coût de réalisation des travaux initial » qui engage le Maître d'œuvre a été fixé à 14 978 958,15 euros HT.

Le seuil de tolérance prévu dans le cahier des clauses administratives particulières du marché de maîtrise d'œuvre, compte tenu du coût de référence ci-dessus s'élève à 15 727 906,06 euros HT.

Or, le décompte final des travaux constaté par l'OS n°22 du 27 avril 2015 s'élevait à 17 187 613,42 euros HT, exposant ainsi le Maître d'œuvre à la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance.

Néanmoins, par avenant N°2 notifié en mai 2016, le Maître d'Ouvrage a acté des évolutions de programme, des sujétions techniques imprévues et des adaptations de chantier non-imputables au maître d'œuvre, dont le coût a été évalué à 1 693 033,51 euros HT. Dès lors, le maître d'ouvrage a considéré qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer les pénalités de retard au maître d'œuvre.

En date du 30 mai 2016, le groupement de Maîtrise d'œuvre a fait parvenir à la Métropole une demande de rémunération complémentaire.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-PI, l'absence de décision de la personne publique dans un délai de deux mois compté à partir de la réception du mémoire de réclamation vaut rejet de la réclamation. En vertu de l'article 40.2 du CCAG-PI, le rejet implicite de cette réclamation a conduit le groupement de Maîtrise d'Œuvre à saisir le CCIRAL de Marseille le 2 janvier 2017 au titre de l'indemnisation demandée.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 25 juillet 2017, analysant les prétentions du Titulaire et concluant au rejet partiel de la réclamation. Cette position du Maître d'ouvrage a été

transmise via le CCIRAL au groupement de Maîtrise d'œuvre le 8 septembre 2017.

Par courrier en date du 19 octobre 2017, le CCIRAL a informé la Métropole d'une proposition de convergence du groupement de maîtrise d'œuvre revoyant à la baisse sa demande indemnitaire de 652 046 euros HT à 317 030 Euros HT.

Conformément aux dispositions édictées par le Code des marchés publics et le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, après instruction contradictoire de la réclamation et suite à la séance de conciliation du 28 juin 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 20 Juillet 2018, un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement ARCADIS – BONNARD et GARDEL d'une somme de 146 000 euros HT.

De surcroît, ce montant doit être majoré du calcul des révisions de prix pour un montant arrêté conventionnellement à la somme de 162 998,31 euros HT.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 652 046 euros HT à 162 998,31 euros HT (révision de prix inclus).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 08/004 relatif à la maîtrise d'oeuvre du tunnel sous le Vieux-Port à Marseille ;
- La réclamation présentée par le groupement ARCADIS - BONNARD et GARDEL le 2 janvier 2017, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 28 Juin 2018 notifié à la Métropole le 20 juillet 2018 concernant l'affaire n° 2017-01 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°08-004 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°08-004, et entraîne que le groupement de maîtrise d'oeuvre renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération.

PROX 023-447/18/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2019

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16775/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,

- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,

- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,

- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,

- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,

- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,

- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix- Marseille Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

Depuis 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente à cette association.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2019 d'un montant de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence
du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2019 d'un montant de 5 000 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2019 d'un montant de 5 000 euros.

PROX 024-448/18/CT

■ **Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2019**

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16777/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de

l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2019 à 10 800 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2019.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2019.

PROX 025-449/18/CT

■ Réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DMT 18/16817/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans l'article 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à la réforme de poids lourds, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 026-450/18/CT

■ Approbation de la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté

Information du Conseil de Territoire DPU 18/16768/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du 28 mars 2011, il a été approuvée la détermination de tarifs visant à facturer la mise à disposition de dispositifs de collecte et de traitement des déchets recyclables lors de manifestations.

Par délibération du 18 juillet 2014, il a été approuvée la détermination de tarifs visant à facturer les prestations générées ou demandées par les usagers

en matière de collecte des déchets et/ou de propreté des voies.

Dans le cadre de la récente réorganisation du pôle Propreté du Conseil de Territoire Marseille Provence, les missions liées à la collecte sélective ont toutes été transférées à la Direction de la Propreté et du Cadre de Vie.

Par conséquent, il convient:

- d'une part de regrouper toutes les prestations liées à la collecte et à la propreté dans une même base de tarification en y incluant les prestations de collecte sélective
- d'autre part d'actualiser ces tarifs et d'y appliquer une formule de révision annuelle, sans qu'il soit nécessaire de délibérer chaque année sur de nouveaux tarifs

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° PEDD 002-294/14/CC du 18 juillet 2014 relative à la mise à jour des tarifs relatifs à diverses prestations de propreté.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté.

PROX 027-451/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération de raccordement de sanitaires publics

**Information du Conseil de Territoire
DPU 18/16853/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole équipe le territoire marseillais de toilettes publiques louées à la Société Decaux dans le cadre du marché Z18007. Cette dépense relève de la section de fonctionnement.

Cependant pour installer ces dispositifs, il est prévu que la Métropole fasse réaliser à ses frais les raccordements d'alimentation et d'évacuation des eaux. Ces raccordements constituent une dépense d'investissement indispensable à la faisabilité du projet.

Par conséquent, il est nécessaire de créer une opération concernant 34 raccordements de sanitaires pour la période de 2019 à 2022 (tranche ferme et optionnelle comprises).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération de raccordement de sanitaires publics.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération de raccordement de sanitaires publics.

PROX 028-452/18/CT

**■ Modification des modalités de mise à disposition de composteurs individuels et de proximité
DPU 18/16838/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de réduction des déchets à la source, le Conseil de Territoire Marseille Provence développe depuis plusieurs années le compostage de proximité avec notamment la mise à disposition de composteurs individuels et de proximité. Les délibérations AGER 001-2050/10/BC du 28 juin 2010, AGER 018-424/12/CC du 29 juin 2012 et AGER 015-621/13/CC du 31 octobre 2013 du Conseil de Communauté ont approuvé les conventions cadres de mise à disposition de ces composteurs.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui préconise que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses bio-déchets dans les ordures ménagères résiduelles à horizon 2025.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite renforcer le déploiement du compostage sur son territoire en accord avec les axes du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets délibéré en octobre 2017.

Dans ce cadre il souhaite élargir les dispositifs de compostage de proximité en dehors des seuls sites en « pieds d'immeuble », et permettre ainsi les études de faisabilité sur des jardins partagés, des sites d'animation ou culturel appartenant aux Communes du Territoire, des centres sociaux ou maisons de quartier, des sites gérés par des associations, par la Métropole ou sur des dispositifs de voie publique tel que celui des allées Léon Gambetta 13001 Marseille.

L'association, le bailleur, le syndic de copropriété, ou la Mairie partenaires de cette convention, contribueront à l'identification des administrés volontaires et des référents compost par site.

Pour la mise à disposition des bio-seaux auprès des foyers volontaires sur les sites de proximité, il ne sera plus demandé de participation financière, mais une obligation de suivi quantitatif et qualitatif des apports, de coordination des opérations sur le dispositif et d'information du Conseil de Territoire lors des points avec le maître composteur et à la date anniversaire de mise en place selon des outils fournis par la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver la nouvelle convention de mise à disposition de composteur de proximité applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

La présente délibération annule et remplace la délibération n° AGER 015-621/13/CC du 31 octobre 2013.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle convention type de partenariat pour la mise à disposition de composteurs de proximité applicable sur le périmètre

du Conseil de Territoire Marseille Provence, tel qu'annexée .

Article 3 :

Est abrogée la convention type de partenariat pour la mise à disposition de composteurs individuels approuvée par délibération n° AGER 015-621/13/CC du 31 octobre 2013.

Article 4 :

Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document qui en découleront-

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 029-453/18/CT

■ **Approbation d'une convention cadre de partenariat pour la mise à disposition sur le domaine privé de caissons réservés à la collecte des encombrants ménagers**
DPU 18/16848/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences, le Conseil de Territoire Marseille Provence assure la collecte des encombrants ménagers sur son territoire.

Les flux importants d'encombrants ménagers issus de l'habitat collectif générant des désordres en bordure de voie publique, il est apparu nécessaire pour la collectivité de prendre en charge la collecte spécifique des encombrants dans ce type d'habitat. Il a ainsi été proposé d'implanter des caissons sur ces domaines privés.

Ce mode spécifique de collecte des encombrants ménagers répond à 3 objectifs généraux :

- Améliorer le cadre de vie des habitants des sites visés
- Proposer un service de proximité adapté à une typologie de l'habitat collectif
- Sensibiliser les partenaires à la gestion de ces déchets ménagers

C'est dans ce contexte que la délibération PEDD 007-299/14/CC du 18 juillet 2014 du Conseil de Communauté a approuvé la mise en place de partenariats avec les gestionnaires de ces sites d'habitats collectifs. Des conventions cadre de mise à disposition de point d'apport volontaire, de

caissons encombrants sur le domaine privé et de collecte de bacs permettant d'en définir les modalités techniques, juridiques et financières.

Il apparaît cependant aujourd'hui nécessaire de préciser davantage les responsabilités et engagements des parties prenantes ainsi que les modalités financières applicables dans la convention cadre relative à la mise à disposition de caissons encombrants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 007-299/14/CC du 18 juillet 2014 du Conseil de Communauté.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver afin d'en préciser les modalités financières ainsi que les

responsabilités et engagements des parties prenantes.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle convention cadre de partenariat pour la mise à disposition sur le domaine privé de caissons réservés à la collecte des encombrants ménagers.

Article 2 :

Est approuvé la tarification applicable en cas de manquements aux obligations de ladite convention.

Article 3 :

Cette convention est applicable sur l'ensemble du territoire de Marseille Provence.

Article 4

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5

La recette sera constatée au budget Collecte et traitement des déchets – Sous Politique - Nature

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 030-454/18/CT

■ Budget Assainissement - Ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16797/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F110	2015105900	CT	Travaux d'assainissement	15 316 000	+ 2 900 000	18 216 000
F110	2015106000 (ancienne 2015/00060)	CT	Marseille – Bassin de rétention Saint Mauront	45 000 000	- 2 900 000	42 100 000
TOTAL F110				60 316 000	0	60 316 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 025-709/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la collecte des eaux usées ;
- La délibération PEDD 027-711/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations spécifiques nouvelles liées à la collecte des eaux usées ;
- La délibération PEDD 032-715/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la

création d'une opération pour la réalisation d'un bassin de rétention unitaire de 33 000 m³ sur l'îlot Jullien Jouven Pyat dans le quartier de Saint Mauront à Marseille ;

- La délibération PEDD 033-716/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création des opérations d'investissement travaux d'assainissement 2015/2019 sur les communes de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 de l'assainissement pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 de l'assainissement pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

PROX 031-455/18/CT

■ **Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire - commune de Roquefort-la-Bédoule**

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16824/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière de gestion des services d'intérêt collectif, notamment l'eau et l'assainissement.

Lors d'épisodes pluvieux, d'importants ruissellements sont observés sur l'avenue des Carrières et sur la Route d'Aubagne. Ces eaux s'évacuent ensuite vers le nord via un réseau pluvial le long de la route d'Aubagne.

Cette situation est notamment due à l'insuffisance et à la discontinuité du réseau pluvial situé dans la partie ouest de la zone d'activité de la Plaine du Caire.

L'objectif de l'aménagement est de :

- compléter le réseau pluvial dans l'avenue des Carrières,
- aménager un bassin de rétention en bordure de la route d'Aubagne, après le croisement avec l'avenue des Carrières,
- reprendre le réseau pluvial en aval de la route d'Aubagne.

Cet aménagement permettra de limiter les ruissellements et les ravinements dans ce secteur.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire - commune de Roquefort-la-Bédoule ;
- La nécessité de résoudre les problèmes de ruissellements et de ravinements conséquents et récurrents avenue des Carrières et route d'Aubagne à Roquefort-la-Bédoule ;
- Que l'opération doit être créée et affectée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'autorisation de programme, pour la réalisation de l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire – commune de Roquefort-la-Bédoule.

PROX 032-456/18/CT

■ Approbation de la convention AMP-SNCF Réseau pour une servitude de passage d'une canalisation sanitaire dans l'emprise SNCF Réseau - desserte sanitaire du Chemin de la Nerthe 13016 Marseille

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16808/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-

après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément aux compétences en matière d'eau et d'assainissement qui lui étaient dévolues, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réalisé l'extension de la desserte sanitaire du Chemin de la Nerthe à Marseille 16^{ème} arrondissement, dans le cadre du marché 150130MA notifié le 16 novembre 2015.

La réalisation d'un ouvrage gravitaire impliquait le passage de la canalisation dans la parcelle cadastrée 909 OC 33 appartenant à la SNCF.

Les travaux ont pu être réalisés avec l'accord de la SNCF Réseau mais l'établissement d'une convention d'occupation pour passage en tréfonds de canalisation n'a pas pu être finalisée en raison de la réorganisation des services de la SNCF.

Il convient donc de régulariser cette occupation par la signature de la convention transmise par SNCF réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la convention AMP-SNCF Réseau pour une servitude de passage d'une canalisation sanitaire dans l'emprise SNCF Réseau - desserte sanitaire du Chemin de le Nerthe 13016 Marseille.
- Que la constitution d'une servitude en tréfonds de la parcelle cadastrée 909 OC 33 au PK 850+382, à la traversée de la ligne ferroviaire n° 830000 de Paris-Lyon à Marseille Saint Charles, consentie par la SNCF Réseau, pour le passage de la canalisation sanitaire du chemin de la Nerthe à Marseille 16^{ème}, doit être régularisée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération sur l'approbation de la convention AMP-SNCF Réseau pour une servitude de passage d'une canalisation sanitaire dans l'emprise SNCF Réseau - desserte sanitaire du Chemin de le Nerthe 13016 Marseille.

PROX 033-457/18/CT

■ Approbation d'une convention-type de mise à disposition du patrimoine pluvial des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence destiné à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16729/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

A l'occasion de la création de la Communauté Urbaine Marseille-Provence (CUMPM), la CUMPM et ses communes-membres ont considéré que l'intitulé de compétence transférée « Eau et assainissement » excluait la compétence communale en matière de gestion des eaux pluviales, aujourd'hui désignée sous l'intitulé « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] ».

Le Conseil d'Etat a ultérieurement jugé que les dispositions de l'article L 5215-20 du CGCT portant exercice par les communautés urbaines des

compétences en matière d'eau et d'assainissement devait être interprétées comme emportant transfert au profit de celles-ci de la compétence en matière de gestion des eaux pluviales antérieurement dévolues à leurs communes-membres.

Conséquemment, la reconnaissance expresse de ce transfert de compétence impliquait de procéder au transfert de propriété à titre gratuit au profit de la CUMPM des biens de ses communes-membres affectés à la compétence « gestion des eaux pluviales », en application des dispositions de l'article L 5215-28 du CGCT.

Toutefois, du fait de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les droits et obligations de la CUMPM à compter du 1^{er} janvier 2016, c'est désormais au profit de la Métropole que doit être organisé le transfert de propriété des biens des communes affectés à la compétence de « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] », dans les conditions prévues par l'article L 5217-5 du CGCT.

La convention-type annexée au rapport a donc pour objet de constituer un modèle permettant, en préalable à la formalisation des actes opérant ce transfert de propriété, d'exprimer l'accord amiable des communes membres du Territoire Marseille Provence et de la Métropole sur la consistance et la délimitation des biens utilisés pour l'exercice de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] », mis de plein droit à disposition de la Métropole par les Communes jusqu'au transfert de propriété à intervenir.

A cet égard, pour l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L 5217-5 du CGCT, les conventions conclues avec les communes sur la base de la convention-type vaudront procès-verbal contradictoire précisant la consistance et la situation juridique des biens et droits qui seront ultérieurement transférés en pleine propriété à la Métropole.

Sur la base de l'accord exprimé, le transfert de propriété de ces biens sera opéré ultérieurement et à titre gratuit par acte authentique distinct, le cas échéant passé en la forme administrative entre la Métropole et chaque commune membre du Territoire Marseille Provence.

En ce qui concerne les réseaux, le transfert de propriété prendra effet dès l'entrée en vigueur des conventions conclues avec les communes sur la base de la convention-type ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention-type de mise à disposition du patrimoine pluvial des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence destiné à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention-type de mise à **PROX 034-458/18/CT**

■ **Budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le système d'assainissement pluvial dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024**

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16843/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Les évènements pluvieux de l'été 2018 ont montré la vulnérabilité du Parc Balnéaire du Prado, relativement aux pollutions bactériennes et à la présence de macro-déchets, lors des phénomènes météorologiques. En effet, ces précipitations provoquent des fermetures des zones de baignades sur plusieurs jours et gênent les activités nautiques notamment en raison de la présence de flottants.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le système d'assainissement pluvial sera nécessaire afin d'apporter une réponse adaptée à cette vulnérabilité et de protéger la qualité des eaux littorales.

Les opérations pressenties concernant, pour leur part pluvial :

- L'équipement des avaloirs (barreaudages, ...) afin de piéger les déchets entraînés par le ruissellement sur voirie ;
- L'équipement du déversoir d'eau unitaire du Prado afin de faciliter son « nettoyage » après les pluies ;
- L'optimisation des ouvrages de déversements unitaires ayant un impact sur le parc balnéaire (déversoir Brossolette et Laser, collecteur 18 Bis,...) ;
- L'équipement de certains réseaux pouvant impacter le parc balnéaire afin de stocker temporairement des eaux par temps de pluies (aménagement du rond-point devant le Centre Municipal de Voile du Roucas Blanc, ancien déversoir des Catalans, anciennes chambres à sable....) ;
- Renforcement et sécurisation des maillages du réseau pluvial vers le réseau sanitaire pour les eaux de lavage de voirie et les ruissellements de faibles pluies.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 000 000,00 euros TTC sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 200 000 euros HT : part études
- 800 000 euros HT : part travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 1 000 000,00 euros HT, sur le budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux sur le système d'assainissement pluvial dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024 et de l'accroissement pérenne des activités sur le Parc balnéaire du Prado.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération pour la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 1 000 000,00 euros HT, destinée à la réalisation d'études et de travaux dans le domaine du pluvial, au budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, dans la perspective de l'accueil des Jeux

Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado.

PROX 035-459/18/CT

■ Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16830/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation. L'accueil des sportifs et des spectateurs, à l'occasion de la préparation et du déroulement de cet événement, créent de nouveaux besoins en termes d'assainissement sanitaire.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire sera nécessaire afin de garantir une collecte satisfaisante des eaux usées générées et de protéger la qualité des eaux littorales.

Des superstructures événementielles et définitives seront raccordées au réseau d'assainissement sanitaire. La capacité d'accueil et la situation de ces installations ne sont pas connues précisément à ce jour.

Les opérations pressenties pour la protection des eaux littorales concernent, pour leur part sanitaire :

- L'équipement des avaloirs (barreaudages, ...) afin de piéger les déchets entraînés par le ruissellement sur voirie ;
- L'équipement du déversoir d'eau unitaire du Prado afin de faciliter son « nettoyage » après les pluies ;
- L'optimisation des ouvrages de déversements unitaires ayant un impact sur

- le parc balnéaire (déversoir Brossolette et Laser, collecteur 18 Bis,...) ;
- Renforcement et sécurisation des maillages du réseau pluvial vers le réseau sanitaire pour les eaux de lavage de voirie et les ruissellements de faibles pluies.

Des études préliminaires seront réalisées afin de répondre aux besoins futurs et d'assurer une optimisation financière des travaux.

Ces opérations permettront de satisfaire aux besoins futurs créés par l'accueil des Jeux Olympiques et le développement pérenne des activités nautiques.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 200 000,00 euros H.T. répartis sur les années 2019 à 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 1 200 000,00 euros HT, sur le

budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux sur le système d'assainissement sanitaire dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024 et de l'accroissement pérenne des activités sur le Parc balnéaire du Prado.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération pour la création et l'affectation d'une autorisation de programme, d'un montant de 1 200 000,00 euros HT, au budget annexe de l'assainissement, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado.

PROX 036-460/18/CT

■ Budget eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16829/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation. L'accueil des sportifs et des spectateurs, à l'occasion de la préparation et du déroulement de cet événement, créent de nouveaux besoins en termes d'alimentation en eau potable

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Des superstructures événementielles et définitives seront raccordées au réseau de distribution d'eau potable. La capacité d'accueil et la situation de ces installations ne sont pas connues précisément à ce jour.

Néanmoins, la réalisation d'études et de travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable sera nécessaire. Des études préliminaires seront réalisées afin de répondre aux besoins futurs et d'assurer une optimisation financière des travaux.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 500 000,00 euros H.T sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 50 000 euros HT : part études
- 450 000 euros HT : part travaux

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la

création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 500 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'Eau Potable du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024 et de l'accroissement pérenne des activités sur le Parc balnéaire du Prado.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération pour la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 500 000,00€ HT, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado.

PROX 037-461/18/CT

■ Budget Eau - Ajustements des montants de trois opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16798/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé d'ajuster les montants de trois opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F170	2015101800	CT	Travaux distribution 2015/2019	8 200 000	+ 250 000	8 450 000
	2015101200	Sausset	Réservoir	300 000	+ 100 000	400 000

F170	(ancienne 2015/00012)		Sausset			
F170	2015102200 (ancienne 2015/00022)	CT	Etudes distribution 2015/2019	700 000	- 350 000	350 000
TOTAL F170				9 200 000	0	9 200 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 039-722/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la distribution de l'eau ;
- La délibération PEDD 051-734/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'une opération d'investissement Eau – Etudes distribution ;
- La délibération PEDD 052-735/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création des opérations d'investissement pour la distribution d'eau potable 2015-2019 des communes de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création de l'opération d'investissement Sausset acquisition de parcelle – Réservoir ;
- La délibération PEDD 002-915/15/CC du 10 avril 2015 portant sur l'approbation de trois affectations d'opérations spécifiques nouvelles liées à la distribution de l'eau ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'ajustement des montants de trois opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 de l'eau pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'ajustement des montants de trois opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 de l'eau pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

PROX 038-462/18/CT

■ **Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative au renforcement de l'adduction en eau potable - Galerie des Janots à Cassis et à La Ciotat**

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16831/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les communes de La Ciotat, Ceyreste et Saint-Cyr-sur-Mer sont alimentées en eau par l'usine de

traitement de La Ciotat. Cette usine potabilise l'eau brute de la Durance acheminée par une branche du Canal de Marseille : la dérivation de La Ciotat.

L'eau du canal arrive d'Aubagne à Cassis puis La Ciotat en s'écoulant à travers des infrastructures remarquables et anciennes (fin XIXème siècle) : la galerie du Mussuguet sous la commune de Carnoux-en-Provence, le siphon des Brayes dont la rénovation à Cassis a été achevée en 2017, le siphon des Janots également à Cassis, puis l'eau est canalisée et franchit le massif de la Couronne de Charlemagne via le tunnel SNCF existant des Janots.

A l'intérieur du tunnel SNCF, l'eau s'écoule dans des canalisations anciennes. Ces dernières sont difficiles d'accès et la capacité de transit est limitée à 330 l/s, insuffisante en période estivale. Par ailleurs, la dérivation est très sensible aux pollutions éventuelles drainées dans le tunnel. Des pertes d'eau importantes, évaluées à 500 000 m³/an, sont également constatées dans ces ouvrages.

Afin de pallier les problèmes d'accessibilité, de pollution éventuelle et de capacité de transit, la Métropole a choisi de sortir cette section du Canal de Marseille de l'emprise du tunnel ferroviaire en creusant une nouvelle galerie (dite Galerie des Janots), permettant de faire transiter un débit de 450 l/s. Cet ouvrage pourra également être aménagé ultérieurement pour transporter de l'eau potable sous conduite en charge, jusqu'à un débit de 1000 l/s.

La Galerie des Janots permettra également de supprimer les pertes en eau, qui jusqu'à présent ne peuvent pas faire l'objet de travaux en raison de la configuration du tunnel ferroviaire.

Le chantier est en fin de réalisation et l'occurrence des aléas géologiques interceptés dans le massif s'avère plus élevée que celle prévue dans les études de sol.

Par délibération DPEA 19/280/CC du 26 mars 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération spécifique.

Par délibération DEASV 12/7579/CC du 13 février 2012, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une revalorisation d'autorisation de programme portant l'opération à 26 672 240,80 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2007103300 inscrite au budget, doit être revalorisée de 2 000 000,00 euros HT, portant ainsi le montant de l'opération à 28 672 240,80 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DPEA 19/280/CC du 26 mars 2007 portant création et affectation de l'autorisation de programme de l'opération de la Galerie des Janots ;
- La délibération n° DEASV 12/7579/CC du 13 février 2012 portant revalorisation et affectation de l'autorisation de programme de l'opération de la Galerie des Janots ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la nécessité de revaloriser l'opération d'investissement n° 2007103300 relative à la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat ;
- Que ladite revalorisation d'opération d'investissement doit être affectée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2007103300 relative à la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat.

PROX 039-463/18/CT

■ Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini - Approbation de la procédure de l'appel à projets 2018/2019

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16703/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour information du projet de délibération précité présenté ci-après.

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau du Conseil de territoire Marseille Provence et au titre de la loi Oudin-Santini, il est prévu une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement», soit environ 440 000 euros par an.

Dans un même temps, conformément à l'article 1.9.3 du contrat de délégation du service public de l'eau de la commune de Vitrolles du Conseil de territoire Pays d'Aix, il est prévu une contribution de 6 200 € par an au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. De manière exceptionnelle, l'enveloppe 2018 sera d'environ 21 000 euros correspondant aux montants cumulés depuis l'entrée en vigueur du contrat en 2014.

Ces contributions permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce

cadre un guichet unique permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.
- Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus et de représentants de l'administration.
- Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention. Chaque dossier reçoit une subvention maximale 200 000 euros (part Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra par ailleurs pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 euros et 60 % du montant total des projets supérieurs à 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°10/5331/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n° AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter la délibération portant sur la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

PROX 041-464/18/CT

■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième

semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16818/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 4/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, deux demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération d'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques.

PROX 042-465/18/CT

■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Gémenos Village

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 18/16819/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 4/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, deux demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Gémenos Village.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération d'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Gémenos Village.

PROX 043-466/18/CT

■ Budget annexe Transports - Approbation du programme et de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre

Avis du Conseil de Territoire DMET 18/16849/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de prolonger le réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome (Préfecture) vers la place du Quatre Septembre. Cette extension poursuit les objectifs de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun, de délester le centre-ville des bus et réduire la circulation automobile.

En 2003, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a lancé une première phase de modernisation et d'extension du réseau de tramway marseillais avec la création des lignes Noailles-Les Caillols, Quatre Septembre-La Blancarde et Bougainville-Castellane. Toutefois, le tronçon rue de Rome/Préfecture – Quatre Septembre de ce projet n'a pas été réalisé.

L'opportunité de ce tronçon a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des TCSP mené par MPM. Il est inscrit dans l'agenda de Mobilité de la Métropole. Cette extension projetée devrait être opérationnelle à l'horizon des jeux olympiques 2024.

Pour ce faire, une autorisation de programme n°181432TP a été votée pour un montant de 75 000 000 d'euros Hors Taxes.

Par délibération TRA007-3245/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération d'investissement afférente ainsi que l'affectation partielle pour un montant de 1 800 000,00 euros hors taxes afin de permettre le lancement des études.

Un programme pour l'extension du réseau de tramway vers la place du Quatre Septembre a été élaboré.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

La desserte vers l'Ouest, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la suppression d'un grand nombre de dessertes bus dans le centre-ville.

Ainsi, il accompagnera le plan centre-ville par la suppression d'un nombre important de bus, qui y circulent aujourd'hui, et dont l'objectif majeur est

d'étendre le grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement des Pôle d'échanges de la place du 4 septembre et de Saint-Victor et de la station de correspondance tram/métro Estrangin.

Il permettra la desserte de certains des quartiers les plus densément peuplés du 6^{me} et du 7^{me} arrondissement de Marseille et facilitera l'accès à la colline. D'autre part l'extension du réseau de tramway au sud contribuera à la valorisation de l'espace public d'un des axes les plus emblématiques de Marseille : Puget / Corderie / Corse.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité. Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Par ailleurs, il s'intègre dans les objectifs de l'agenda mobilité à l'horizon 2023.

Le prolongement évoqué au titre du présent rapport porte sur un linéaire supplémentaire de 2,1 km (rue de Rome / Préfecture – place du 4 septembre).

Cette extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP.

De nouvelles rames seront mises en service, dont le remisage et la maintenance seront assurées aux dépôts existants.

Le programme de l'opération prévoit une enveloppe de travaux de 62,4 millions d'euros hors taxes.

Afin de permettre la poursuite du projet, il y a lieu d'approuver le programme de l'opération et d'affecter la totalité de l'opération afin d'intégrer le montant des travaux, les coûts liés aux libérations des emprises, les coûts de déviation des réseaux à la charge du maître d'ouvrage, les frais de maîtrise d'ouvrage portant sur la phase réalisation. Le montant total de l'opération est ainsi affecté à hauteur de 75 000 000 d'euros hors taxes.

L'affectation de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre, d'un montant de 1 800 000 euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181432TP du programme n° 43 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 73 200 000 d'euros hors taxes afin d'être portée à 75 000 000,00 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Métropole TRA007-3245/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et son affectation pour un montant de 1 800 000 euros HT .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le programme portant sur l'opération « Budget annexe Transports - Approbation du programme et de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre » ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation totale pour un montant total de 75 000 000

euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation du programme et de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 044-467/18/CT

■ **Budget annexe Transports - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite - phase 2 mise en accessibilité de 16 stations**

Avis du Conseil de Territoire DMET 18/16193/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire, a la volonté d'améliorer l'accessibilité de ses transports en commun conformément à la loi du 11 février 2005 prévoyant l'obligation de la mise en accessibilité de la chaîne de déplacements. A cet effet, le Plan de Déplacements Urbains préconise de mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports Publics (SDAT) approuvé par le Conseil Communautaire le 28 juin 2010, prévoyant la mise en accessibilité des quatre composantes de la chaîne des déplacements : lieux d'attente ; matériel roulant (bus, rames de tramway et de métro) ; pôles d'échanges et services (information et points de vente).

A ce jour, les stations de métro Blancarde, Louis Armand, saint Barnabé et Fourragère ont été rendues accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite lors du prolongement de la ligne 1 du métro en 2010. La future station terminus Gèze de la ligne 2 du métro sera accessible dès son ouverture. La station Sainte Marguerite-Dromel est en cours de

travaux pour sa mise en accessibilité. De même, la réalisation de cinq autres stations (Vieux-Port, La Timone, Castellane, La Rose et Jules Guesde) auxquelles se rajoute la station Rond-Point du Prado fait l'objet de procédures de maîtrise d'œuvre en cours de lancement.

La station saint Charles fait l'objet d'une opération distincte dont la réalisation a été confiée à la Régie des Transports Métropolitains.

Les seize autres stations du réseau de métro sont identifiées comme un objectif prioritaire qui nécessite la mise en œuvre d'une programmation ainsi que le lancement d'études. Sont concernées les stations Frais Vallon, Malpassé, St Just, Chartreux, Cinq Avenues-Longchamp, Réformés-Canebière, Colbert, Estrangin, Baille pour la ligne 1 et Bougainville, National, Désirée Clary, Joliette, Noailles, ND-du-Mont, Périer pour la ligne 2.

L'accessibilité des quais aux rames est prise en compte dans le cadre d'une opération distincte de renouvellement du matériel roulant du métro de Marseille, qui ne fait pas partie de la présente opération.

Les stations de métro, lors de leur réalisation, n'ont pas été conçues pour garantir l'accessibilité des personnes ayant toute forme de handicap physique et/ou cognitif. Il s'agit donc d'apporter des réponses pour rendre une accessibilité physique et une accessibilité sensorielle comportant la mise en œuvre de signalisation réglementaire nécessaire, suivant l'arrêté du 1er août 2006 et la Circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007.

La mise en accessibilité nécessitera à la fois :

- des travaux d'adaptation du génie civil de la station, plus ou moins conséquents en fonction des contraintes techniques de chaque station,
- la mise en œuvre d'équipements complémentaires (une signalétique adaptée, pictogrammes, sonores, couleurs, ..) nécessaires à toute personne en incapacité de se déplacer et d'accéder librement et en sécurité aux services de la station de métro,
- le raccordement des équipements de sécurité et de gestion des infrastructures aux systèmes centraux de gestion du métro.

Les deux lignes du métro de Marseille font par ailleurs l'objet d'un ambitieux programme de rénovation avec notamment le renouvellement complet des rames de métro et leur fonctionnement en mode automatique. L'objectif est de livrer la totalité des rames pour 2025.

Le coût total de la réalisation de la deuxième phase de l'opération de mise en accessibilité du métro de Marseille comportant 16 stations est évalué à ce stade à 130 000 000 d'euros. Ce coût devra être affiné lors des études.

Il est donc proposé la création d'une opération d'investissement portant sur la Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite – phase 2 : mise en accessibilité de 16 stations, pour un montant de 13 500 000,00 H.T hors taxes afin de permettre le lancement des études.

Cet investissement comprend uniquement le coût des études préalables (diagnostics, études préliminaires, études géotechniques, topographie, diagnostics techniques sur les ouvrages existants) des 16 stations et le coût des études d'Avant-Projet pour une partie des stations en fonction de la programmation qui sera retenue ultérieurement. Les travaux ne sont pas compris dans le montant de cet investissement.

L'opération d'investissement correspondante inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181130TP du programme n° 13 de la Métropole doit être affectée. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 13 500 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement portant sur la Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite – phase 2 : mise en accessibilité de 16 stations ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite – Phase 2 : mise en accessibilité de 16 stations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-468/18/CT

■ Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre - Lancement de la concertation préalable

Avis du Conseil de Territoire DMET 18/16313/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger le réseau de tramway de Marseille depuis la rue de Rome au niveau de la Préfecture vers la place du Quatre Septembre. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun et d'apaiser le centre-ville.

En 2003, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé les études d'Avant-Projet portant sur l'extension du réseau de tramway comprenant trois lignes Bougainville - Castellane,

Quatre Septembre - Blancarde ainsi que la modernisation et le prolongement de la ligne 68 existante Noailles - Les Caillols.

La Communauté urbaine a pris la décision de phaser ce projet, ce qui a conduit à la mise en service à ce jour des lignes T1 : Noailles – Les Caillols, T2 : Blancarde – Arenc Le Silo, T3 : Castellane – Arenc Le Silo.

Les études d'extension du réseau se sont poursuivies avec la décision de créer un véritable axe Nord – Sud, décomposé en deux phases :

Phase 1 : Castellane – La Gaye (extension Sud) ; Arenc – Gèze (extension Nord) entrée en phase opérationnelle avec la désignation d'un maître d'œuvre en octobre 2017 ;

Phase 2 : La Gaye – La Rouvière (extension Sud) ; Gèze – La Castellane (extension Nord) dont la faisabilité est en cours d'étude.

L'opportunité de compléter le réseau existant avec le tronçon rue de Rome - Préfecture – Quatre Septembre a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des Transports Collectifs en Site Propre mené par la Communauté urbaine MPM. Il est également inscrit dans l'agenda de Mobilité de la Métropole avec pour objectif de mise en service en 2025.

Afin de permettre le lancement de l'opération, Il a donc été voté au budget la création d'une opération pour la réalisation de l'Extension du réseau de tramway de Marseille depuis la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre pour un montant total évalué à 75 000 000 d'euros hors taxes. Par délibération TRA 007-3245/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et une affectation partielle pour un montant de 1 800 000 euros hors taxes afin de permettre le lancement des études jusqu'à l'Avant-Projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné un bureau d'études en charge de réaliser la mise à jour des études de faisabilité et assister le Maître d'ouvrage dans l'élaboration du programme, dont la finalisation est prévue pour juin 2018.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de Transports Collectifs en Site Propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

La desserte vers l'Ouest, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la suppression d'un grand nombre de dessertes bus dans le centre-ville, ce qui accompagnera le plan ambition centre-ville. L'objectif majeur est de poursuivre la pacification du grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement des Pôle d'échanges de la place du Quatre Septembre et de Saint Victor.

Il permettra la desserte de certains des quartiers les plus densément peuplés du 6^{me} et du 7^{me} arrondissement de Marseille et facilitera l'accès à la colline. D'autre part, l'extension du réseau de tramway à l'ouest contribuera à la valorisation de l'espace public d'un des axes les plus emblématiques de Marseille : Puget - Corderie - Corse.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité.

Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Le prolongement évoqué porte sur un linéaire supplémentaire autour de 2 km, allant du croisement de la rue de Rome depuis la rue de Rome-Préfecture vers le boulevard Peytral, puis le cours Pierre Puget, rejoignant le boulevard de la Corderie et l'avenue de la Corse jusqu'à la place du Quatre Septembre.

Cette extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP. De nouvelles rames seront mises en service. Leur remisage et leur maintenance seront assurées au dépôt de Saint Pierre et/ou au nouveau dépôt sur le site de Montfuron, au Nord de la station de Métro Sainte Marguerite-Dromel.

Ce projet est soumis à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération TRA 007-3245/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et une affectation de 1 800 000 euros hors taxes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de lancer la procédure de concertation préalable concernant l'Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre - Lancement de la concertation préalable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le lancement de la concertation préalable – Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la Place du Quatre Septembre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 047-469/18/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 18/16718/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour réaliser et gérer les aires et parcs de stationnement du territoire Marseille Provence.

Par délibération DTUP 015-856/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a confié la gestion du parking Jules Verne, renommé parking Vieux-Port Hôtel de Ville, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 6 ans, à la Société QPark France. Ce contrat n° 014/005 a été notifié le 15 janvier 2014 et s'achèvera le 14 janvier 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 7 ans, pour l'exploitation du parking Vieux-Port Hôtel de Ville. Ce nouveau contrat permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. L'autorité délégante maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation le principe d'une exploitation dans le cadre d'une délégation de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la délégation de service public sous la forme d'un affermage, solution qui paraît la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir-faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant ;
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au délégataire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimal du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de l'autorité délégante.

Compte tenu des prestations confiées au délégataire, il est préconisé de déléguer ce service sous la forme d'un affermage pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération DTUP 015-856/13/CC du 13 décembre 2013 portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parking public Jules Verne sis à Marseille ;
- La délibération n° DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27 novembre 2018
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Vieux-Port Hôtel de Ville sis à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 048-470/18/CT

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de concession relatif à l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat Centre et Vieux-Port

Avis du Conseil de Territoire

DGMOB 18/16920/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil du Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par convention de concession de service public n° 06/123 notifiée le 22 août 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, a confié au Concessionnaire (société Vinci Park devenue Indigo Infra France) la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Jardin de la Ville et Source du Pré. Afin d'améliorer leur attractivité et leur visibilité, les deux parkings ont été respectivement renommés parking du Centre et parking du Vieux-Port.

A l'heure actuelle, ces deux parcs de stationnement sont principalement destinés à un usage horaire et à un usage par abonnements. Un certain nombre de places peuvent également faire l'objet de cessions de droit d'occupation (amodiations) pour une durée maximale de 75 ans. Enfin, les places inutilisées peuvent faire l'objet de locations mensuelles, trimestrielles ou annuelles.

Or, depuis leur ouverture, ces parcs connaissent une fréquentation inférieure aux prévisions initiales. C'est pourquoi la Métropole et son concessionnaire souhaitent ajouter une nouvelle catégorie d'usage des places de stationnement des parcs objets de la Convention. L'objet de l'avenant n°4 est ainsi de définir une nouvelle catégorie tarifaire concernant des emplacements de stationnement banalisés mis à disposition dans le cadre de concessions à long terme conclues en vertu des dispositions de l'article L. 151-33 du code de l'urbanisme relatif à la création et la réhabilitation de logements.

Ces concessions portant sur un nombre de places limitées pourront être accordées à compter de la notification de l'avenant n°4 objet du présent rapport. D'une durée de 15 (Quinze) ans, leur prix s'élèvera à 10 000 € HT (valeur Janvier 2019), à majorer au taux de TVA en vigueur, soit 12 000 € TTC par place de stationnement.

Les articles de la convention de concession de service public impactés par ce nouveau régime, ainsi que ses annexes relatives aux tarifs et au compte d'exploitation prévisionnel doivent ainsi faire l'objet de modifications dans le cadre d'un avenant n°4.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ;
- La convention de concession de service public n° 06/123, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine MPM et notifiée le 22 août 2006 ;
- La délibération DTUP 007-2003/10/CC du 25 mars 2010 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de concession de service public n° 06/123 ;
- La délibération DTM 008/1032/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM relative à la tarification au quart d'heure ;
- La délibération DTM 018-1161/15/CC du 3 juillet 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM portant approbation de l'avenant n°2 à ladite convention de concession ;
- La délibération DTM 016-1664/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM approuvant l'avenant n° 3 à ladite convention de concession ;

- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que pour répondre aux obligations d'urbanisme, il est nécessaire de créer une nouvelle catégorie tarifaire, « de concession à long terme » au sein du contrat de DSP n°06/123 concernant les parkings Centre et Vieux-Port à La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de concession relatif à l'exploitation des deux parcs de stationnement souterrains Centre et Vieux-Port à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 049-471/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 9 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - QPark France

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 18/16919/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil du Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément aux articles L5217-2.I et L5218-2.I du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de parcs et aires de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Par délibérations DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG

13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1er janvier 2016.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans, a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 17 juin 2016, la Société Massilia Park a cédé l'intégralité de son capital social à la Société QPark France au sein de laquelle elle a été fusionnée le 31 décembre 2016, après accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce contrat de concession devait initialement s'achever le 22 août 2018.

Par délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 7 ans, afin de poursuivre cette activité déléguée.

Avant la remise des offres, cette procédure a donné lieu à de nombreuses questions de la part des candidats. Aussi, et afin de permettre à la collectivité de conduire l'analyse des offres et les négociations avec l'ensemble des candidats dans un délai raisonnable, il est apparu nécessaire de prolonger de 6 mois, le contrat de concession.

Un avenant n°8 a ainsi été approuvé par délibération n° TRA 002-3829/18/CM du 18 mai 2018, portant l'échéance du contrat de concession au 22 février 2019. Cet avenant prévoyait également le versement à la Métropole d'une redevance de 90 000 €HT par mois, soit un montant total de 540 000€ HT correspondant à l'occupation du domaine public au cours des 6 mois de prolongation. En outre, cet avenant a créé un tarif abonné réservé aux résidents de 75€ TTC par mois, à attribuer dans la limite de 150 abonnements et commercialisé dès le 1er septembre 2018.

Dans le cadre de la nouvelle procédure de délégation de service public, la phase de négociations a dû être interrompue suite à la démission de Monsieur Jean-Claude Gaudin de la Présidence de la Métropole le 7 septembre 2018.

Ainsi, compte tenu de l'évolution du contexte métropolitain et des délais incompressibles de la procédure de délégation de service public, le Conseil

de la Métropole ne sera pas en mesure d'attribuer le nouveau contrat avant le 23 février 2019. C'est pourquoi, afin de poursuivre les négociations dans un délai raisonnable, il est nécessaire de prolonger le contrat de concession actuel jusqu'au 30 juin 2019, soit pour une durée de 4 mois et 6 jours, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Cette prolongation justifie que le contrat de concession soit également modifié pour y ajouter l'obligation de versement par le délégataire d'une redevance correspondant à l'occupation du domaine public durant les 4 mois et 6 jours de prolongation

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et au jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat d'un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant ledit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- l'avenant n°6 audit contrat de concession, approuvé par délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 ;
- Le courrier du 17 juin 2016 émanant de la société Massilia Park notifiant la cession de l'intégralité du capital social de la Société Massilia Park à la société QPark-France à compter du 17 juin 2016 ;
- l'avenant n° 7 audit contrat de concession, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017 ;
- L'avenant n°8 audit contrat de concession, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole TRA 002-3829/18/CM du 18 mai 2018 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 dont la gestion et

l'exploitation sont confiées à la Société QPark France arrivera à échéance le 22 février 2019 ;

- Que le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public pour la gestion de cet équipement, à l'issue du contrat de concession actuel, dans le cadre d'un affermage pour une durée de 7 ans ;
- Qu'au vu de l'évolution du contexte institutionnel métropolitain, il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'un délai supplémentaire pour conduire les négociations avec les différents candidats dans un délai raisonnable ;
- Que l'allongement de la durée du contrat de concession implique de mettre à la charge du délégataire le versement d'une redevance correspondant à l'occupation du domaine public durant les 4 mois et 6 jours de prolongation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 9 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 050-472/18/CT

■ Demande de subvention de fonctionnement relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information au Conseil de Territoire DPMOD 18/16936/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un des axes fondamentaux de l'Agenda de la Mobilité est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire. La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux et l'environnement pour aboutir à moins de congestion et de pollution sur son territoire. La pollution chronique auquel elle est attribuée l'impact sanitaire le plus important correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année, qui représentent des niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps.

Deux procédures précontentieuses européennes ont été engagées à l'encontre de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence

(7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs à proximité des pôles industriels.

Lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les interdictions d'accès utilisent le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer

ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

L'Agence De l'Environnement Et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) souhaite accompagner financièrement les Métropoles et les EPIC au travers de l'Appel à Projets (AAP) « Accompagnement pour déployer des zones à faibles émissions pour améliorer la qualité de l'air » visant la réalisation de tous travaux permettant de préfigurer une « ZFE ». L'ADEME précise qu'elle veillera à donner une priorité aux projets ambitieux, aux projets de collectivités qui font ou ont fait l'objet de dépassements réguliers de seuils sanitaires et démontrant une forte volonté de coopération communes-collectivité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite répondre à cet AAP et va solliciter l'ADEME, dans ce cadre, pour bénéficier d'une subvention destinée à l'aider financièrement à coordonner et animer cette étude.

Le projet de la Métropole est composé de deux volets :

1. Une étude de préfiguration ZFE selon la réglementation en place et comprenant
 - ✓ Une évaluation de la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;
 - ✓ Une évaluation des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
 - ✓ Une évaluation de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
 - ✓ Une évaluation des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME pour l'étude de préfiguration est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 100 000

euros. Les dépenses liées aux frais de personnel ne seront pas considérées comme éligibles

2. Une étude complémentaire sur les impacts sociologiques pour évaluer la dimension sociale de la mise en place d'une ZFE et préconiser des moyens pour en réduire l'impact sur les populations les plus défavorisées qui sont nombreuses dans le centre de Marseille.
Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME pour cette étude complémentaire est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 100 000 euros. Les dépenses liées aux frais de personnel seront considérées comme éligibles

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Planning de l'Appel à Projets :
 - Date limite de réponse de l'appel à projets : 18 décembre 2018
 - Sélection des candidats : mi-décembre 2018 à fin février 2019
 - Contractualisation : début février 2019 à fin mars 2019
- Planning de l'étude de préfiguration :
 - Démarrage de l'étude : début 2019
 - Durée de l'opération : 18 mois

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la Métropole à répondre à l'AAP et approuve dans ce cadre la demande de subvention auprès de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 200 000 euros au global.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME	70%	140 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30%	60 000 €
TOTAL	100%	200 000 €

Dans l'hypothèse où le projet d'AMP était retenu dans le cadre de l'AAP, l'octroi d'une subvention accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'ADEME

fera l'objet d'une délibération ultérieure et d'une convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- La délibération TRA 020-18/1018/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article Unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la Demande de subvention de fonctionnement relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 052-473/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 et 1er trimestre 2018 du délégataire de service public pour l'exploitation de la navette St Charles / Aéroport Marseille-Provence - Ligne 91 du réseau Carreize -

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16934/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille – Gare St Charles / Aéroport Marseille-Provence par autoroute a été confiée par le Département des Bouches du Rhône pour une période de 6 ans (2012-2017) au groupement TransProvence / Keolis Bouches-du-Rhône, devenu TransProvence / SAP, par convention de délégation de service public (DSP) notifiée le 21 décembre 2011. Ce contrat qui a fait l'objet de 10 avenants est, à compter du 1er janvier 2017, transféré de droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle s'est substituée au Département dans les droits et prérogatives d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 et 1^{er} trimestre 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération N°2011A121 du Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 approuvant le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- L'avenant n°1 à cette DSP, signé le 22 mai 2012 ;
- L'avenant n°2 signé le 16 octobre 2012 ;
- L'avenant n°3, signé le 29 mai 2013 ;
- L'avenant n°4, signé le 15 janvier 2014 ;
- L'avenant n°5, signé le 11 décembre 2014 ;
- L'avenant n°6, signé le 30 juillet 2015 ;
- L'avenant n°7, signé le 26 Février 2016 ;
- L'avenant n°8, signé le 26 Février 2016 ;
- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Communautaire du 13 juillet 2017 ;
- L'avenant n°10, approuvé par le Conseil Communautaire de novembre 2017 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 et 1^{er} trimestre 2018 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 053-474/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du Délégué de Service Public pour les parcs en enclos de Marseille

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16929/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beugeard, confiée à la Société Effia Stationnement pour une durée de 7 ans. En janvier 2015 la Société dédiée Effia Stationnement Marseille est substituée dans les droits et obligations de la Société Effia Stationnement pour la gestion de ce contrat d'affermage

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, par laquelle la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le choix du délégataire et de la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos des plages de Marseille (7 parcs), Providence, Tilleuls et Beaugeard, confiée à la Société Effia Stationnement.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 054-475/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis

Information du Conseil de Territoire DGMOB 18/16921/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 001/047/14/CC du 21 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la Société Effia Stationnement en tant que délégataire de service public pour l'exploitation, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans, des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis.

Le 30 mars 2014, la Société dédiée Effia Stationnement Cassis s'est substituée dans les droits et obligations à la Société Effia Stationnement, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DTUP 001-047/14/CC du 21 février 2014 portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage pour l'exploitation de parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 019-1162/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public concernant l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet à Cassis - Société Effia Stationnement à Cassis ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 055-476/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Centre et Vieux Port à La Ciotat

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16925/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 6/424/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Sogeparc France en tant que Délégué de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat, Source du Pré et Jardin de la Ville. La Société « Sogeparc », titulaire du contrat de concession, est une filiale du groupe « Vinci Park » devenu Indigo depuis 2015. Afin d'améliorer l'attractivité et la visibilité, les deux parkings ont été renommés parking du Centre et parking Vieux-Port. Le parking du Centre (427 places) et le parking Vieux-Port (579 places) ont respectivement été mis en service le 1er août 2008 et le 15 mai 2009.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 06/424/CC du 22 mai 2006 portant approbation du choix de délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation des deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat, parking Centre et parking du Vieux-Port ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 007-2003/10/CC du 25 février 2010 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession relatif aux parcs de stationnement Source du Pré et Jardin de la Ville à la Ciotat. Affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 018-1161/15/CC du 3 juillet 2015 sur la tarification au ¼ d'heure, approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation des parkings du Centre et du Vieux-Port ;
- La délibération 016 – 1664/15/CC du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat Centre et Vieux Port ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27 novembre 2018.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 056-477/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16923/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 4/1078/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille. Ainsi, le contrat d'une durée de douze ans a démarré en 2007 et s'achèvera en janvier 2020

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006 par laquelle le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de délégation de service public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-630/11/CC du 21 octobre 2011 au Conseil communautaire approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 011-1154/15/CC approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement de la Blancarde à Marseille
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 057-478/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille

Information du Conseil de Territoire DGMOB 18/16922/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Castellane et Préfecture ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

La Société Méditerranéenne de Stationnement (SMS), concessionnaire de ces parkings souterrains pour une durée de cinquante ans, dont la gestion est assurée par la Société Vinci Park Services, appartient au groupe Vinci Park devenu Indigo depuis 2015. Ce contrat de concession s'achèvera en 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- Le contrat de concession des parkings souterrains Préfecture et Castellane n°91/132 du 14 octobre 1991 ;
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°91/132 du 14 décembre 1992 de la Ville de Marseille relatif à la création de la société Méditerranéenne de stationnement qui se substituait au groupement CSES-SOGEA ;
- L'avenant n°2 du 27 janvier 1995 au contrat de concession n°91/342 relatif à l'aménagement des surfaces du parking de la préfecture ;
- L'avenant n°3 du 10 mai 1995 n°91/132 relatif aux préjudices et dédommagement du Concessionnaire pour le retard d'obtention du permis de construire du parking Préfecture ;
- L'avenant n°4 du 22 janvier 2002 au contrat de concession n°90/342 relatif à la modification de la clause d'indexation des tarifs ;

- L'avenant n°5 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2015 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014- 1157/15/CC du 3 juillet 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane Préfecture à Marseille ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 058-479/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16931/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, exerce la compétence la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Le parc de stationnement République est un ouvrage situé sous la rue de la République, comprenant, sur

cinq niveaux enterrés, environ 800 places de stationnement pour les véhicules. Ce parc de stationnement a été réalisé par la Communauté Urbaine dans le cadre général de la requalification urbaine du quartier, initié par les collectivités locales, en cohérence avec le projet Euroméditerranée et en préalable à la réalisation du Tramway dans le secteur de la rue de la République à Marseille (2ème arrondissement).

Par délibération, TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Vinci Park France devenue Indigo en 2015, en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage du parking République. Le contrat, d'une durée de douze ans, a démarré le 9 octobre 2007.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-631/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant l'avenant n°1 au contrat d'affermage ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014-1157/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille Vinci Park France ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 059-480/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement de Gaule et Jean-Jaurès à Marseille

Information du Conseil de Territoire DGMOB 18/16932/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du

20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole. La Sogeparc devenue Vinci Park depuis juillet 2006, puis Indigo depuis 2015, est délégataire de ces parkings souterrains pour une durée de 50 ans. Son contrat s'achèvera le 15 décembre 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil Municipal approuvant le contrat de Concession n° 91/343 du 21 octobre 1991 des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les

parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- La délibération n°93/107E du 15 mars 1993 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession ;
- La délibération n°94/482/E du 30 septembre 1994 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°2 au contrat de Concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire FAG 16/529/CC du 21 décembre 2001 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Concession ;
- La délibération n° DTM 012-1155/15/CC du 3 juillet 2015 – Approuvant l'avenant n° 4 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La délibération n° DTM 015-1663/15/CC du 21 décembre 2015 – Approuvant l'avenant n° 5 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018 .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 060-481/18/CT

■ **Présentation du rapport d'activité 2017 du Délégué de Service Public pour le Parc de Stationnement Vieux-Port Mucem à Marseille 2ème arrondissement**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16802/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence réalisation et gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain située sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Le parc Vieux-Port-Fort Saint Jean est un ouvrage en superstructures de 700 places réparties sur quatre niveaux de sous-sol, 60 places aux niveaux -1 et -2 sont réservées à la Direction de la Propreté Urbaine du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La société délégataire a pris le nom de société INDIGO, le 5 novembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1^{er} janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.4) du contrat de Délégation de Service Public.

Le rapport annuel du délégataire au titre de 2016, a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Ce rapport annuel contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession ;
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port-Fort Saint Jean ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire, à ce jour, la Société INDIGO ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2017, produit par la Société INDIGO, concessionnaire ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2017 a été remis par le concessionnaire, la Société INDIGO, dans les délais impartis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant la présentation du rapport d'activité 2017 du Déléataire de Service Public pour le Parc de Stationnement Vieux-Port-Mucem à Marseille (2^{ème} arrondissement).

PROX 061-482/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du Déléataire de Service Public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16801/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant

notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2017, a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2016 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2017, produit par la Société Prado Sud ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2017 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Prado Sud.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant la présentation du rapport d'activité 2017 du Déléataire de Service Public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille.

PROX 062-483/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de Service Public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16799/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole,

à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création. Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du périmètre du Conseil de territoire Marseille Provence. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2017 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;
- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2017, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;

- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2017 a été remis par le concessionnaire, la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2017 de la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage.

PROX 063-484/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille

Information du Conseil de Territoire DGMOB 18/16927/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, du Parking Vallier. Conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, le groupement concessionnaire pour

mener à bien la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement, a créé une société dédiée, dénommée la Société du Park Vallier.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, approuvant le choix du délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation du Parking Vallier.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération du Conseil Communautaire DTM 016-1159/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1658/5/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27 novembre 2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 064-485/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et Arvieux à Marseille

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16926/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi pour avis du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Pour une durée de

douze ans. La Société dédiée « Société Marseillaise de Stationnement » a été constituée pour porter ce contrat.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation des parkings Espercieux et Arvieux ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération DTM 015-1158 du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux à Marseille ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 065-486/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16928/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté a approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 7 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille.

En date du 28 janvier 2015, la Société dédiée QPark Marseille Hôtel de Ville, s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société QPark, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DTUP 015-856/13/CC, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à

Marseille – Société QPark Marseille Hôtel de Ville ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 066-487/18/CT

■ **Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille**

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16924/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Ville de Marseille avait, en 1973, confié à la société d'économie mixte Marseille Parc Auto, la concession de ces sept parkings. Dans le cadre d'une politique de valorisation du stationnement, la Ville de Marseille a confié le 2 décembre 1991 cette concession à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de

Stationnement a été rachetée par le groupe Epolia en 2006 et par QPark en juin 2008. Ce contrat de concession s'achèvera en décembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 009-1152/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Corderie,

Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.

- La délibération DTM 003-854/16/CM du 19 septembre 2016 approuvant l'avenant n°4 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération

PROX 067-488/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille

Information du Conseil de Territoire DGMOB 18/16930/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 16 juin 2016, la Société dédiée QPark s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société

Massilia Park pour la gestion de ce contrat de concession.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;

- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat d'un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le dit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille à la Société Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.
- La délibération TRA 025 - 1400/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°7 concernant le transfert du contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 relatif à l'exploitation du parking Estienne d'Oves à Marseille au sein de la Société Q-Park France ;
- La délibération TRA 002-3829/18/CM du 18 Mai 2018 approuvant l'avenant n°8 concernant la prolongation du contrat de concession n°87/042 de six mois ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27/11/2018.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération.

PROX 068-489/18/CT

■ Approbation des conventions cadres relatives à la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DAJASV 18/16949/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du 17 mai 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette démarche s'inscrit au sein de l'axe prévention des déchets du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 750 points de récupération des textiles sont à la disposition des habitants pour donner leurs vêtements-linge de maison-chaussures, soit un point pour 2 500 habitants. Ces points de récupération, composés de colonnes implantées sur le domaine public ou privé ainsi que de vestiaires d'associations, ont permis de collecter sur 2016 plus de 1.5kg/habitant/an soit 2 700 tonnes sur la Métropole. L'augmentation des points de récupération des textiles sur le territoire, notamment avec le déploiement de colonnes sur le domaine public, facilitera le geste des habitants et ainsi permettra d'augmenter les tonnages de textiles réemployés, réutilisés ou recyclés pour atteindre près de 6 000 tonnes par an d'ici 2025.

En complément de ces implantations la Métropole déploiera une communication cohérente afin de mobiliser les habitants sur la valorisation de leurs textiles en les déposant au sein d'associations et/ou dans des colonnes.

Le déploiement de colonnes textile sur le domaine public, en accompagnement des initiatives privées, a de multiples intérêts pour le territoire :

- Economique : chaque vêtement déposé à une association ou dans une borne à un coût nul pour la

collectivité. Inversement, les textiles déposés avec les ordures ménagères représentent une dépense de collecte et traitement (coût complet OMR HT/tonne sur AMP de 308 € en 2016). Par ailleurs les opérateurs retenus verseront au gestionnaire du domaine public une redevance d'occupation du domaine public à partir des montants délibérés par chaque gestionnaire.

- Social : la filière de collecte et de tri des textiles génère, à tonnage équivalent, un nombre d'emplois plus important que les autres modes de traitement.

- Environnemental : l'éco organisme permet de garantir plus de 99,7% de valorisation des textiles collectés dont 59,4% sont réutilisés en l'état, 40,3% sont recyclés ou valorisés (9,3% en chiffons, 22,5% en effilochage, 7,5% transformés en Combustibles Solides de Récupération et 1% éliminé avec valorisation énergétique).

Cette délibération a donc pour objet de valider les conventions cadres relatives au déploiement des colonnes sur le domaine public avec les opérateurs retenus par le jury. Ce jury composé des viceprésidents déchets des conseils de territoire concernés ainsi que de l'élu délégué à la propreté et aux déchets de la Métropole, s'est réuni le 10 octobre 2018.

L'implantation des colonnes sur le domaine public se fera en accord avec les communes ayant conservé la gestion du domaine public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des conventions cadres ci-annexées relatives à la mise en place de colonnes sur le domaine public pour la récupération de textiles – linge de maison – chaussures en vue de leur réutilisation / réemploi, pour chacun des lots.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-490/18/CT

■ **Approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole 2018-2032**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16856/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 30 mars 2017 l'Agenda du Développement économique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire. Ce document stratégique a permis de définir les priorités et un plan d'actions à mener par la Métropole pour répondre à ces enjeux.

Afin de répondre précisément à l'enjeu du foncier économique et apporter des réponses aux besoins des entreprises, estimés pour l'économie productive à 1 450 hectares d'ici 2030, la Métropole a élaboré un Schéma de Production de l'Offre Foncière et

Immobilière pour les Entreprises (SPOFIE) pour les quinze années à venir.

Il s'agit d'un outil de planification et de programmation qui identifie les potentiels fonciers à vocation économique sur le territoire, constituant ainsi une base de données des opérations foncières et immobilières prenant en compte la demande et la typologie des entreprises.

Il convient de noter que les espaces intégrés au schéma ne sont prélevés ni sur les espaces naturels, ni sur les espaces agricoles. Seuls les secteurs à vocation économique dans les documents de planification ont été pris en compte.

Ce travail collaboratif et concerté avec les conseils de territoire a permis de répondre aux objectifs suivants :

1/ Satisfaire l'ambition fixée par l'Agenda du Développement Economique Métropolitain :

- Reconquérir du foncier en faveur du développement économique et répondre aux besoins estimés de 1 450 hectares de foncier sur quinze ans, dont 400 hectares d'ici 2021.
- Participer au développement de l'innovation et de l'attractivité en confortant les six filières d'excellences (la santé, la logistique maritime, l'aéronautique & la mécanique, les industries numériques et créatives, l'environnement & l'énergie, l'art de vivre & le tourisme), et les produits immobiliers de types ; technopôles, pôles d'activités technologiques, parcs logistiques.
- Soutenir l'équilibre du territoire en favorisant le développement de parcs d'activités et de zones d'activités de proximité adaptés aux besoins des entreprises locales.

2/ Proposer une temporalité aux 164 opérations recensées sur la Métropole.

- Identifier avec les conseils de territoire toutes les opérations qui représentaient un potentiel foncier « public » ou « privé », pour des opérations en création, extension et renouvellement/requalification.
- Proposer une temporalité aux opérations en fonction de leur état d'avancement et de leurs contraintes techniques et faisabilité opérationnelle :

- Les opérations à court terme (0 à 5 ans) sont celles déjà engagées par les conseils de

territoire. Ces 67 opérations, réparties sur le territoire de la métropole, représentent le futur engagé, voire les opérations en cours de commercialisation. Ces opérations participent à la mise sur le marché des besoins estimés à 400 ha d'ici 2021 (la liste de ces opérations engagées est jointe en annexe).

- Les opérations à moyen terme (5 à 10 ans) concernent celles « à engager » sur le plan opérationnel même si des études foncières ou opérationnelles sont en cours. C'est sur ces opérations que la métropole, en concertation avec les conseils de territoire, va être appelée à se prononcer sur leur priorisation dans un objectif de programmation.

- Les opérations à long terme (10 à 15 ans) concernent les opérations « en projets dans les documents d'urbanisme » pour lesquelles il n'existe peu ou pas d'études. Ces opérations restent à engager et programmer dans le futur.

3/ Assurer une sortie effective des opérations

- Proposer des projets sécurisés dans leur faisabilité pour répondre au mieux aux besoins des entreprises au travers d'une politique volontariste et anticipatrice menée en liaison avec les conseils de territoire.

4/ Limiter la consommation foncière à travers des opérations de renouvellement/ requalification

- Favoriser et optimiser les pôles productifs existants. Une étude sur la requalification des zones d'activités à vocation économique réalisée en 2017 a permis d'identifier 60 opérations de renouvellement/requalification sur les 164 opérations du schéma de l'offre foncière et immobilière.

Diagnostic partagé et plan d'actions :

- Cet outil a permis de constater que les opérations identifiées permettent de répondre en volume aux besoins fonciers estimés à 1450 hectares à 15 ans et 400 hectares d'ici 2021 (avec les seules opérations à court terme).

Le rythme de sortie de ces opérations doit toutefois être tenu pour atteindre cet objectif.

- L'offre potentielle à développer sur chaque secteur géographique de marché permet de répondre aux besoins, à l'exception de « l'aire de Marseille » où les besoins estimés

(320 hectares) sont supérieurs aux projets recensés (135 hectares) et le secteur « Est de la métropole » où l'équilibre entre les besoins et les projets recensés reste fragile.

Les opérations identifiées sur ces secteurs sont à conforter pour ne pas déséquilibrer le schéma ou creuser ce constat.

- Les niveaux de réponses apportés par typologie de produit (Technopôles, pôles d'activités technologiques, parcs logistiques, parcs d'activités et zones d'activités de proximité) sont cohérents avec la demande des entreprises à l'exception des parcs logistiques (300 hectares environ restent à identifier).

Les projets de parcs logistiques sont donc à accélérer et des fonciers restent à identifier dans la logistique urbaine.

- Une politique foncière volontariste et anticipatrice est nécessaire pour tenir le rythme de sortie de ces opérations, restant à programmer annuellement.

Une politique d'acquisition foncière corrélée à une programmation annuelle devra être menée en lien avec le Plan d'Action Foncière métropolitain, actuellement en cours d'élaboration.

- Le temps de commercialisation d'une opération est estimé à 7 ans environ.

Les retombées économiques en termes d'emplois représentent environ 30 emplois par hectare, avec des retombées fiscales estimées à 16 000 euros par hectare, si l'opération est réalisée et occupée.

Dispositif de suivi de cet outil et gouvernance :

- Un comité de pilotage annuel sera mis en place avec l'objectif de proposer une programmation annuelle des opérations prioritaires, corrélée à une programmation pluriannuelle des investissements et donnant lieu à une décision annuelle d'étudier des opérations par voie délibérative.
- Les partenaires de la Métropole (Agences d'urbanisme, CCI, CMAR, EPF...) seront

associés au dispositif de suivi. Une démarche de marketing territorial auprès des promoteurs-aménageurs-construteurs sera mise en place pour partager l'information sur les besoins des entreprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° ECO 001-1775/17 du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'agenda du développement économique Métropolitain,

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'Agenda du Développement Economique de la Métropole a permis de définir les priorités stratégiques et un plan d'actions à mener pour répondre aux ambitions et assurer l'attractivité du territoire métropolitain ;

- Les besoins fonciers pour l'économie productive, estimés à 1 450 hectares d'ici 2030 ;
- Le souhait pour la Métropole d'élaborer une démarche stratégique en développant le Schéma de Production de l'Offre Foncière et Immobilière pour les Entreprises (SPOFIE) pour les quinze années à venir ;
- Le travail collaboratif et concerté avec les Conseils de Territoire qui contribue à répondre aux objectifs fixés et à adopter une programmation pluriannuelle des investissements ;
- La production de foncier qui doit s'accompagner d'une politique volontariste et anticipatrice en limitant notamment la consommation de l'espace, par des opérations de requalification/renouvellement ;
- Le plan d'actions élaboré dans le respect des équilibres entre les territoires et en lien avec les besoins en volume et en gamme ;
- Les retours sur investissements pour la métropole en termes d'emplois et de recettes fiscales ;
- Le dispositif de suivi de cet outil et la gouvernance à mener avec les Conseils de Territoire en association avec les partenaires de la métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation du schéma de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018–2032), outil de planification et de programmation qui permet d'assurer le pilotage des opérations pour l'économie productive, dont une présentation de synthèse est jointe en annexe, ainsi que la liste des opérations foncières programmées à court terme sur la métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-491/18/CT

■ Plan de financement prévisionnel et demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Technocentre Henri Fabre - située sur le Technoparc des Florides à Marignane Demande de subvention auprès du Conseil Régional PACA dans le cadre du CRET

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 18/16855/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement économique, la Métropole Aix Marseille Provence s'est engagée dans la réalisation du projet Henri Fabre. Ce projet est né en fin 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il traduit la volonté des acteurs publics et privés de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région pour « bâtir l'industrie du Futur ».

Le projet Henri Fabre repose sur une démarche collective qui réunit les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation, autour de plusieurs axes : la mécanique, les matériaux du futur, l'ingénierie numérique et virtuelle et plus globalement dans les Services Avancés à l'industrie.

Le projet Henri Fabre a fait l'objet d'une première phase concernant le Technocentre depuis fin 2016. Ce lieu préfigure le futur Technocentre qui sera une clé de voûte pour ce projet économique stratégique. Le futur Technocentre sera un lieu de rayonnement et de partage des connaissances techniques, technologiques et de l'innovation. Au travers de projets collaboratifs inter-filières (énergie, aéronautique, mer, biomédical) et des partenariats technologiques entre industriels et académiques, il proposera des espaces d'échanges et favorisera l'émergence de nouvelles technologies, usages et contribuera enfin à l'attractivité du territoire comme à son essor industriel.

Cet ensemble immobilier porté par la Métropole Aix Marseille Provence et exploité par l'association Team Henri Fabre, accueillera l'activité des industriels.

La réalisation du futur Technocentre Henri Fabre est envisagée sur un foncier situé au sein du Technoparc des Florides à Marignane.

Ce programme immobilier suivra une démarche Bâtiment Durable Méditerranéen de niveau Bronze.

Pour la réalisation de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé une opération d'investissement n° 2016103100 pour un montant de 35 000 000 d'euros TTC, soit 29 166 666 euros HT, conformément à la délibération 010-2732/17 du 19 octobre 2017.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement prévisionnel et la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 29 166 666 euros HT.

Tout engagement de dépenses liées aux travaux de construction du futur Technocentre sera subordonné à :

- une confirmation de l'engagement des principaux industriels impliqués dans ce projet ainsi que Team Henri Fabre,
- leur acception des conditions financières et juridiques envisagées pour le futur Technocentre,
- la validation du modèle économique par un Comité de pilotage métropolitain.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES EN EURO
Conseil Régional PACA « Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET)»	32 %	9 500 000
FEDER « Sous réserve et en attente du nouvel Appel à projets»	15 %	4 375 000
Métropole Aix-Marseille-Provence	53 %	15 291 666
TOTAL HT		29 166 666

Plan de financement des études :

La présente délibération vise également à approuver la demande de subvention auprès du conseil Régional Provence-Alpes-Côtes-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3 – Développement Economique) conformément à la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017. La première demande de versement portera dans un premier temps sur la contribution financière aux études afférentes au Technocentre Henri Fabre.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de réalisation du Technocentre Henri Fabre est estimé à 4,1 Millions d'euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération qui précise la part Etudes et Travaux est joint en annexe.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Lancement du concours de conception réalisation maintenance : 1^{er} Trimestre 2019
- Notification du groupement de concours : 4^{ème} Trimestre 2019
- Démarrage des travaux : 2^{ème} Trimestre 2020
- Réception travaux : 4^{ème} Trimestre 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de

Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 010-2732/17 du 19 octobre 2017 créant et affectant l'Autorisation de Programme n° 2016103100 relative à la réalisation de l'opération du Technocentre Henri Fabre sur la ZAC des Florides à Marignane.
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017, portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial,

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Technocentre Henri Fabre sur le Technoparc des Florides à Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l'autorisation de solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-492/18/CT

■ Convention tripartite de financement avec la LCS Yachting Village et la Société Arkea Banque Entreprises et institutionnels dans le cadre de la délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles œuvrant dans le domaine du yachting sur le site des Chantiers navals de la Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 18/16857/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° 004-4138/18/CM en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat avec la société LCS Yachting Village. Le contrat a été conclu le 6 septembre 2018 et notifié au délégataire le 24 septembre 2018.

Il s'agit, de développer les capacités d'accueil des entreprises du refit et du yachting et renforcer ce pôle de référence mondiale de maintenance des yachts de très grande taille.

Aux termes de ce contrat de délégation de service public, le Délégataire s'est engagé à réaliser un programme de travaux pour un montant estimatif de 15,7 millions d'euros hors taxes.

La Ciotat Shipyards, en sa qualité d'actionnaire du Délégataire, contribue au financement des investissements prévus au programme de travaux, par le biais d'une dotation en fonds propres ou quasi fonds propres dans la limite d'un montant net cumulé de 4,5 millions d'euros maximum sur toute la durée du contrat. Les financements bancaires représenteront au moins 70% du montant des investissements de chacune des tranches de travaux.

Afin de sécuriser les financements bancaires plusieurs mécanismes sont prévus dans le contrat de concession.

Tout d'abord, un compte de réserve nanti au profit des prêteurs sera mis en place au plus tard à la date de mise en service des ouvrages réalisés par tranches dans le cadre du programme de travaux.

La Ville de la Ciotat accordera au Délégataire sa garantie, sous forme de garantie autonome à première demande sur les emprunts souscrits par le Délégataire pour financer le programme de travaux, à hauteur de 50% du service annuel de la dette souscrite (principal et intérêts capitalisés).

Enfin, le contrat stipule dans son article 12, que le Délégrant contribue à sécuriser les financements bancaires souscrits par le Délégataire en vue de permettre la réalisation du programme de travaux, notamment dans le cadre d'une convention tripartite associant la Métropole, le Délégataire et les établissements de crédits participant au

financement du programme de travaux (convention dite « Auxifip »).

L'absence de conclusion d'une telle convention dans un délai de 8 mois à compter de la notification du contrat de délégation de service public, constitue une condition résolutoire dudit contrat de délégation de service public en vertu de son article 3.

C'est dans ce contexte que le Délégataire va prochainement souscrire auprès de la société ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS un contrat de prêt de 8 millions d'euros en vue de la réalisation des phases 1 et 2 du programme de travaux.

L'objectif de la convention tripartite soumise à votre approbation est de garantir ce contrat de financement de 8 millions d'euros, dans le cas où des circonstances viendraient à mettre fin prématurément au contrat de délégation de service public. Dans cette hypothèse et sous réserve que le Prêteur ait appelé la garantie à première demande accordée par la Ville de la Ciotat préalablement à toute intervention du Délégrant, ce dernier soit substituée au Délégataire un nouvel exploitant s'engageant à reprendre dans les termes et conditions initialement convenus les engagements souscrits par le Délégataire, soit à défaut, se substitue de plein droit, à compter de la date effective de fin anticipée de la délégation de service public, irrévocablement et définitivement au Délégataire dans l'exécution des droits et des obligations de paiement au titre du contrat de prêt.

Lorsque les phases 3 et 4 du programme de travaux seront précisées, un ou plusieurs nouveaux emprunts seront sollicités, avec mise en place d'un mécanisme de sûreté similaire à celui prévu pour les phases 1 et 2, à savoir une garantie à première demande accordée par la Ville de la Ciotat et la conclusion d'une nouvelle convention « Auxifip ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 004-4138/18/CM du 28 juin 2018, et celle du Conseil de Territoire n°ECO002-327/18/ CT du 26 juin 2018, portant approbation du contrat de délégation de service public, sous la forme d'une concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, avec la LCS Yachting Village, filiale à 100% de la Semidep-Ciotat, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de la Ciotat et autorisant le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant à signer ce contrat de délégation de service public ;
- La notification du contrat de délégation de service public susvisé à la LCS Yachting Village SAS en date du 24 septembre 2018 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que par délibération n° 004-4138/18 en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat avec la LCS Yachting Village ;
- Que le contrat de délégation de service public susvisé a été notifié à la LCS

Yachting Village SAS le 24 septembre 2018 ;

- Que l'absence de conclusion de la convention tripartite de financement dans un délai de 8 mois à compter de la notification du contrat de délégation de service public aurait pour effet d'éteindre rétroactivement les droits et obligations prévus par ce contrat ;
- Que cette convention tripartite constitue avec le contrat de délégation de service public un ensemble indivisible ;
- Que l'objectif de cette convention est de garantir le contrat dans le cas où des circonstances viendraient à mettre fin prématurément au contrat de délégation du service public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, concernant l'approbation de la convention tripartite, associant la Métropole, la LCS Yachting Village et la Société Arkea Banque Entreprises et institutionnels, relative aux engagements et garanties financières, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-493/18/CT

■ **Approbation de la création et affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières études et travaux dans le cadre de l'aménagement du secteur à vocation économique MI-Biopark à Luminy - Marseille 9ème**
DGDE 18/16852/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international.

La Métropole Aix-Marseille-Provence soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D.

En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus

Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliidx, Biotech Germande, Modul Bio, Syncrosome. Aujourd'hui, la volonté est de permettre l'implantation, sur la parcelle voisine Luminy Biotech IV, de la société Haliidx en forte croissance et de l'Institut NeuroChlore, fondation privée consacrée à la valorisation de la recherche pour les thérapies innovantes dédiées notamment à l'autisme.

Sur le secteur mitoyen situé hors CUSTeL, la Métropole a permis, en réhabilitant une partie du bâtiment BRGM, l'accueil de la plateforme d'immunotechnologie MI-mAbs, qui réunit notamment Aix-Marseille Université, le CIML, la société Innate-Pharma, laquelle société va encore étendre ses bâtiments sur un terrain voisin.

Dans le but de favoriser les synergies, de renforcer l'attractivité et le rayonnement de ce Technopole baptisé MI-Biopark (MI pour Marseille immunopole), la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité disposer d'un schéma directeur d'ensemble sur ces deux périmètres actuellement distincts (une partie située dans l'enceinte du CUSTeL clôturée, une partie hors CUSTeL).

Une étude d'aménagement urbain et paysager portant sur les axes de travail suivants a été lancée :

- requalification de la voie existante (Ex-Corem/BRGM) pour affirmer son statut public et amenée des réseaux pour desservir les nouveaux programmes immobiliers (extension Innate-Pharma / programme immobilier Sogima et implantation de deux sociétés sur la parcelle Luminy biotech IV)
- création d'une liaison entre les deux sous-secteurs de la zone MI-Biopark pour renforcer les connexions et prendre en compte le risque incendie
- aménagement des espaces publics et création de lieux de centralité et de convivialité pour favoriser les échanges
- mise en place d'une signalétique appropriée

L'ensemble de ces aménagements devant se réaliser dans une logique d'excellence paysagère et environnementale.

Le diagnostic, établi en phase 1 de l'étude et validé par l'ensemble des acteurs du site de Luminy réunis et mobilisés en grand nombre dans différents comités techniques, a confirmé la nécessité de travailler ensemble sur les nombreux sujets communs (notamment signalétique, mobiliers, espaces verts, plan de déplacement inter-entreprises) et l'intérêt d'une gestion unifiée

du site dans le but de favoriser les synergies enseignants-chercheurs-entreprises, et ce, dans le cadre d'un possible élargissement du périmètre du CUSTeL intégrant la partie MI-Biopark situé hors CUSTeL, par la constitution d'une clôture externe commune.

Le schéma directeur d'aménagement présenté en phase 2 retient deux scénarii comportant chacun deux variantes (1a et 1b, 2a et 2b).

Un consensus s'est dégagé auprès de tous les acteurs du site en faveur d'un projet d'aménagement permettant la connexion des deux entités par un barreau de liaison piétonnier propice à la défense incendie, une clôture extérieure du Technopole permettant la sécurisation et la gestion unifiée des espaces collectifs dans un souhait de préservation de la qualité architecturale, paysagère et environnementale d'un espace emblématique du territoire de la Métropole.

Ce projet d'aménagement pourra évoluer à moyen terme vers une intégration plus poussée du Technopole au sein du CUSTeL dès lors que la gouvernance du site aura été établie pour assurer la réalisation de projets fédérateurs.

Dans le cadre de ce schéma directeur d'aménagement, des acquisitions foncières s'avèrent nécessaires sur tout ou partie des terrains appartenant au BRGM et à la Ville de Marseille.

Le programme de travaux qui sera lancé permettra d'accueillir de nouvelles entreprises et de contribuer à leur développement ainsi qu'à l'attractivité et au rayonnement du site en favorisant les synergies existantes.

Dans la cadre de l'OIR thérapies innovantes, ce projet a été retenu au titre du CRET et peut être soutenu jusqu'à hauteur de 1,5 M Euro

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° ECO 001-1775 :17 du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'agenda du développement économique Métropolitain.
- La délibération n°URB 019-3293/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) et le contrat Régional d'Equilibre Territorial 2018-2020 signé entre la région Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la filière santé est un enjeu majeur pour l'économie régionale et métropolitaine ;
- Que le schéma directeur d'aménagement du Technopole MI-Biopark viendra répondre à la volonté de renforcer l'attractivité et le rayonnement du Technopole MI-Biopark dédiée à l'immunologie par une meilleure lisibilité, accessibilité, l'aménagement des espaces extérieurs et une offre de locaux dédiés permettant l'accueil et le développement des entreprises sur ce site emblématique du rapprochement Enseignement-Recherche-Entreprises de notre territoire ;
- Que l'acquisition de foncier permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de réaliser les aménagements envisagés ;
- Que les études et travaux de requalification de voirie et d'amenée de réseaux, de création d'un barreau de liaison, d'aménagement d'espaces de convivialité seront nécessaires pour mener à bien ce projet .

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une Autorisation de Programme portant sur la réalisation d'acquisitions foncières, études et travaux de voirie et réseaux, aménagements urbains et paysagers des espaces publics sur le secteur du Technopole MI-Biopark d'un montant de 3 200 000 Euro HT

Article 2 :

Les crédits nécessaires relatifs à cette opération sont inscrits au Budget 2019 du Territoire Marseille Provence - Sous Politique B320 - Natures 2111-231352 - 231321 - 2031- Fonction 515.

- Les crédits de paiement prévus pour cette opération s'établissent comme suit :
- CP 2019 : 300 000 Euro HT
- CP 2020 : 2 000 000 Euro HT
- CP 2021 : 900 000 Euro HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-494/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Consignes sanitaires

Information du Conseil de Territoire DGDU 18/16906/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du Livre Bleu voté le 28 juin 2018, les consignes sanitaires sont identifiées comme l'un des sites métropolitains les plus emblématiques.

Il est constitué de deux bâtiments, l'un du XVIIIe, l'autre du XIXe, d'environ 500 m² chacun, donnant sur une vaste esplanade ouverte sur le plan d'eau. Sa localisation, au centre des trois pôles d'attraction touristiques principaux de la ville Vieux Port/Panier/MUCEM et sa configuration permettent d'y envisager plusieurs valorisations.

Sa vocation évidente, vu sa position stratégique et sa qualité architecturale, est l'événementiel maritime.

Il est considéré comme « l'équipement manquant » de la politique publique maritime et portuaire depuis de nombreuses années. C'était déjà vrai à l'échelle de la ville de Marseille, puis de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, ça l'est encore plus à l'échelle de la Métropole pour laquelle une « Maison de la Mer »,

positionnée sur ce site, pourrait constituer un signal fort traduisant les nouvelles ambitions dans ce domaine.

La perspective des JO 2024, qui nécessiteront de disposer d'espaces de qualité pour accompagner les épreuves et les délégations, ne vient que renforcer cette évidence.

Il convient, en vue de la valorisation de ce site, de lancer dans un premier temps un appel à projet pour la réhabilitation et l'aménagement des consignes sanitaires situées sur le Vieux Port de Marseille.

L'opération d'investissement n° 2019001300 « Consignes sanitaires », d'un montant de 50 000 euros TTC doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Consignes sanitaires » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur « l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Consignes sanitaires » .

VECO 006-495/18/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Remplacement des véhicules motorisés et de son affectation

Information du Conseil de Territoire DGDU 18/16903/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des actions du Plan Climat (action 3.1 "remplacer les véhicules thermiques par des véhicules propres), la Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance (DEPP) mobilise chaque année des crédits budgétaires spécifiques pour l'acquisition de véhicules ou de matériels "propres" (électriques ou hybrides).

Ces crédits viennent en complément des crédits mobilisés par la Direction des Services Généraux pour le renouvellement du parc de véhicules.

A ce jour, la DEPP a pu acquérir pour les différentes directions du Conseil de Territoire Marseille Provence une cinquantaine de véhicules électriques (vélos, scooters et automobiles), la Direction des Services Généraux restant maître des attributions.

Cette opération et cette collaboration entre les directions ayant donné pleinement satisfaction, il est proposé de prolonger cette démarche environnementale du Plan climat.

Afin de pouvoir assumer les dépenses à venir en termes d'acquisitions de véhicules « propres » pour la Métropole, l'opération d'investissement n°2013104700 inscrite au budget pour un montant initial de 800 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 141180BP du programme 18, doit être affectée d'une revalorisation de 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 100 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Remplacement des véhicules motorisés et de son affectation .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur « l'Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Remplacement des véhicules motorisés et de son affectation.

VECO 007-496/18/CT

■ Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16816/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de rapport ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonnais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes l'un dédié aux ports issus du Territoire Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire Marseille-Provence.

Afin de compenser l'évolution mécanique des dépenses (inflation annuelle), il est proposé d'appliquer pour 2019 aux redevances d'occupation une augmentation minimale de 2,1%, fondée sur l'ICHTE (coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution) étant précisé que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% et que les indices afférents aux travaux publics et maritimes (TP02, TP06b, TP07b) évoluent entre 3 et 3,8%.

Cette augmentation de 2,1% proposée pour l'année 2019 portera sur l'ensemble des redevances à savoir : occupation annuelle de postes à flot, terre-plein, carenage et prestations diverses.

Sur les redevances afférentes au passage et à l'occupation des postes à flot, l'augmentation s'applique sans pouvoir excéder le tarif actuel le plus élevé.

Pour information, les périmètres et services portuaires dont la gestion a été déléguée ne sont pas concernés par cette démarche, les montants des redevances les concernant étant définis par contrat.

L'ensemble de ces redevances a été présenté aux Conseils Portuaires, les observations émises ont été prises en compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le CG3P ;
- Le Code des Transport ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les documents joints en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Qu'il convient de donner un avis sur les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire Marseille Provence relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'année 2019 ;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet sur le projet de délibération relatif aux redevances d'occupation du domaine public maritime portuaire et prestations annexes 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

.....